

REPUBLIQUE DU CAMEROUN



Paix - Travail - Patrie

Etude économique et financière des entreprises en 2019

19^{ème} Edition



Institut National de la Statistique

BP: 134 Yaoundé

Tel.: (237) 222 22 04 45

FAX: (237) 222 23 24 37

Web site: www.ins-cameroun.cm

Email: infos@ins-cameroun.cm

MAI 2021

Sommaire

<i>CHAPITRE 1 : ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES</i>		
1.1	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	11
1.2	ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE NATIONAL	13
<i>CHAPITRE 2 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES PROFITS</i>		
2.1	EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ	19
2.2	EVOLUTION DES PROFITS	24
<i>CHAPITRE 3 : RENTABILITE DES ENTREPRISES</i>		
3.1	RENDEMENT ECONOMIQUE	29
3.2	RENTABILITE ECONOMIQUE	33
3.3	RENTABILITE DES RESSOURCES STABLES	35
3.4	RENTABILITE FINANCIERE	38
<i>CHAPITRE 4 : EMPLOI DANS LES ENTREPRISES MODERNES</i>		
4.1	EVOLUTION DES EMPLOIS PERMANENTS	41
4.2	PRODUCTIVITE DU TRAVAIL	43
4.3	CHARGES DU PERSONNEL	47
<i>CHAPITRE 5 : CAPITAL PRODUCTIF DES ENTREPRISES</i>		
5.1	PRODUCTIVITE DU CAPITAL	49
5.2	ANALYSE DES INVESTISSEMENTS	51
5.3	ANALYSE DE L'INTENSITE CAPITALISTIQUE	53
5.4	RYTHME DE RENOUVELLEMENT DES IMMOBILISATIONS	55
5.5	POIDS DES IMMOBILISATIONS ET DE L'ACTIF CIRCULANT	57
<i>CHAPITRE 6 : ANALYSE DE L'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES ET DU FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR LE PASSIF</i>		
6.1	ENDETTEMENT ET ECHEANCE DE LA DETTE	59
6.2	ANALYSE DU COEFFICIENT D'ENDETTEMENT	62
6.3	EQUILIBRE FINANCIER	66
<i>CONCLUSION</i>		
<i>ANNEXE</i>		
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>		

Sigles et acronymes

AC	Actif Circulant
ACM	Amortissements Cumulés
AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
APME	Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises
BC-PME	Banque Camerounaise des PME
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BFR	Besoin en Fonds de Roulement
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
BVMAC	Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale
CAHT	Chiffre d'Affaires Hors Taxe
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CBF	Cameroon Business Forum
CHAN	Championnat d'Afrique des Nations
CP	Capitaux Propres
DMLT	Dettes à Moyen et Long Terme
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
DSX	Douala Stock Exchange
DT	Dettes à Terme
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
FDR	Fonds de Roulement
IB	Immobilisations Brutes
IF	Immobilisations Financières
IMMO	Immobilisations
IS	Impôt sur les Sociétés
MINEPAT	Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINFI	Ministère des Finances
MINMAP	Ministère des Marchés Publics
NACAM	Nomenclature des Activités au Cameroun
NAEMA	Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT
NCA	Non Classés Ailleurs
PME	Petite et Moyenne Entreprise
RN	Résultats Nets
ROE	Return On Equity
RS	Ressources Stables
TCEN	Taux de Change Effectif Nominal
TCER	Taux de Change Effectif Réel
TN	Trésorerie net
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
VA	Valeur Ajoutée

Liste des tableaux

N°	TITRES	Pages
1-1	Top 15 des entreprises au niveau mondial classées en termes du chiffre d'affaire 2019	12
1-2	Ventilation du PIB réel par secteur d'activité	16
1-3	Les emplois du PIB en volume	17
1-4	Evolution (%) du taux de change et de termes de l'échange de 2017 à 2019 (en %)	17
2-1	Répartition du chiffre d'affaires total hors taxes de 2017 à 2019 (en %)	20
2-2	Structure du chiffre d'affaires hors taxes par branches d'activités en 2019 (en %)	20
2-3	Evolution de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée (en %)	22
2-4	Evolution (%) de l'excédent brut d'exploitation et des charges de personnel par branches d'activités entre 2018 et 2019	24
2-5	Evolution du taux de marge des entreprises entre 2018 et 2019	25
2-6	Evolution du résultat net, par branche d'activité entre 2018 et 2019	26
2-7	Evolution (%) du taux de marge nette entre 2018 à 2019 des branches à résultat positif	28
3-1	Branches à rendement économique négatif (en %)	30
3-2	Classification des branches à faible taux de rendement économique	31
3-3	Branches à faible taux de rendement économique	31
3-4	Branche à rendement économique intermédiaire (%)	32
3-5	Branche à rendement économique élevé (%)	32
3-6	Rentabilité négative des ressources stables des branches en 2019 (en %)	33
3-7	Rentabilité positive des ressources stables des branches en 2019 (en %)	34
3-8	Décomposition de la rentabilité économique	35
3-9	Branche à rentabilité économique négative	36
3-10	Branche à rentabilité économique faible	36
3-11	Branche à rentabilité économique intermédiaire	37
3-12	Branche à rentabilité économique élevée	37
3-13	Décomposition de la rentabilité financière	38
3-14	Branches à rentabilité financière négative en 2019 (en %)	39
3-15	Branches à rentabilité financière positive en 2019 (en %)	39
4-1	Evolution (en %) de l'emploi par branches d'activités de 2016 à 2019	42
4-2	Poids dans l'emploi total (%) et rang occupé parmi les dix branches d'activités les plus pourvoyeuses en main d'œuvre en 2018 et 2019.	43
4-3	Évolution par branche de la productivité par tête dans les entreprises modernes	45
4-4	Branches d'activités à rendement apparent du travail élevé en 2019	46
4-5	Evolution des charges moyennes de personnels par branche, de 2016 à 2019	48
5-1	Branches à productivité du capital élevée en 2019 (en %)	50
5-2	Branches à productivité du capital faible en 2019 (en %)	51
5-3	Evolution des investissements par secteur d'activité entre 2018 et 2019 (en %)	51

5-4	Evolution et taux des investissements dans le secteur primaire entre 2018 et 2019 (en %)	51
5-5	Evolution et taux des investissements dans le secteur secondaire entre 2018 et 2019 (en %)	51
5-6	Evolution des investissements dans le secteur tertiaire entre 2018 et 2019 (en %)	52
5-7	Branches à intensité capitalistique supérieure à la moyenne en 2019 (en fcfa)	54
5-8	Branches à intensité capitalistique inférieure à la moyenne en 2019 (en fcfa)	54
5-9	Branches à taux de vieillissement des équipements inférieur à la moyenne globale en 2019(%)	56
5-10	Branches à indice de vieillissement des immobilisations supérieur à la moyenne en 2019(%)	56
5-11	Structure des rubriques de l'actif de 2017 à 2019 (%)	57
5-12	Branches quasiment équilibrées en termes d'immobilisations et d'actifs circulants en 2019	57
5-13	Branches à immobilisations prépondérantes en 2019 (%)	58
5-14	Branches à actif circulant prépondérant en 2019 (%)	58
6-1	Branches à niveau d'endettement de court terme élevé en 2019 (%)	60
6-2	Branches à faible niveau d'endettement de court terme en 2019 (%)	60
6-3	Branches à dettes financières élevées en 2019 (en %)	61
6-4	Branches à dettes financières faibles en 2019 (en %)	61
6-5	Branches à indépendance financière négative en 2019	63
6-6	Branches à indépendance financière (if) normale en 2019	63
6-7	Branches à indépendance financière élevée en 2019	64
6-8	Branches à faible niveau du coefficient d'endettement en 2019	65
6-9	Branches à niveau du coefficient d'endettement élevé en 2019	65
6-10	Branches à fonds de roulement positif en 2019 (en millions de f cfa)	66
6-11	Branches à fonds de roulement négatif en 2019 (en millions de f cfa)	67
6-12	Branches présentant un ratio (FDR/actif circulant) négatif en 2019(%)	69
6-13	Branches présentant un ratio (FDR/actif circulant) positif en 2019(%)	70
6-14	Branches à besoin en fonds de roulement positif en 2019	71
6-15	Branches à besoin en fonds de roulement négatif en 2019	71
6-16	Branches à trésorerie nette positive en 2019	72
6-17	Branches à trésorerie nette négative en 2019	73
6-18	évolution par Branche trésorerie nette /total du bilan	74
6-19	Synthèse du diagnostic de la santé financière des entreprises en 2019	74
A-1	Concepts et définitions	77
A-2	Répartition des entreprises suivies selon les 43 branches	79

Liste des graphiques

N°	TITRES	Pages
1-1	Croissance du PIB selon les groupes de pays	11
2-1	Variations du taux de croissance du chiffre d'affaires total hors taxes et de ses Composantes en 2018 et 2019.	19
2-2	Répartition de la valeur ajoutée par branches d'activités en 2018 et 2019, (en %)	22
2-3	Evolution de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée (en %)	22
2-4	Evolution du partage de la valeur ajoutée en 2018 et 2019, (en %)	25
2-5	Evolutions des taux de croissance de la va, de l'EBE et du RN, de 2016 à 2019	27
3-1	Evolution du rendement économique (en %)	29
3-2	Evolution de la rentabilité des ressources stables de 2015 à 2019(%)	33
3-3	Décomposition de la rentabilité économique	35
3-4	Evolution de la rentabilité financière de 2015 à 2019(%)	38
4-1	Variation comparée de l'emploi et de la valeur ajoutée dans le secteur moderne	41
4-2	Evolution des emplois permanents des entreprises modernes par secteur d'activité(%)	42
4-3	Evolution de la productivité par tête dans les entreprises modernes de 2015 à 2019 (en millions de fcfa)	44
4-4	Evolution (%) de la productivité par tête des entreprises modernes par secteur, de 2017 à 2019	44
4-5	Evolution du rendement apparent du travail des entreprises modernes de 2015 à 2019(%)	46
4-6	Evolution des charges de personnel dans les entreprises modernes(%)	47
5-1	Productivité du capital entre 2015 et 2019 (en %)	49
5-2	Evolution comparée du taux d'endettement et du taux d'investissement des entreprises	53
5-3	Evolution comparée du taux d'endettement et du taux d'investissement des entreprises	55
5-4	Evolution du taux de vieillissement de 2015 à 2019 (%)	55
6-1	Evolution de la structure du passif des entreprises, de 2017 à 2019 (en %)	59
6-2	L'échéance de la dette 2018 et 2019	59
6-3	L'indépendance financière des entreprises	62
6-4	Le coefficient d'endettement élargi	64
6-5	Contribution du fonds de roulement au financement de l'actif (%)	68

Liste des encadrés

N°	TITRES	Pages
1	Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de chiffre d'affaires	21
2	Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de valeur ajoutée	23
3	Définition et interprétation du concept de rendement économique	29
4	Analyse de la rentabilité financière	38

L'Institut National de la Statistique (INS) a le plaisir de présenter la dix-neuvième édition de l'Étude Économique et Financière des entreprises pour l'année 2019.

Cette publication se présente, en raison de la thématique abordée, du niveau de couverture des unités productives résidentes et de la nature des indicateurs, comme un cadre de synthèse des informations sur la situation des entreprises. Les indicateurs calculés par branche d'activité se rapportent notamment à la rentabilité économique et financière, à la productivité, au renouvellement des immobilisations, aux investissements, au niveau d'endettement ainsi qu'à l'emploi. Pour la présente édition les informations ont été enrichies avec un point sur l'analyse des équilibres financiers au chapitre 6.

Les concepts, définitions et ratios utilisés relèvent, pour l'essentiel, de la comptabilité privée. Cette étude voudrait également, à travers les analyses, mettre à la disposition des décideurs publics, les informations utiles à la gestion des points forts et des points faibles de l'évolution des activités, en vue de susciter des mesures permettant de situer l'économie nationale sur son sentier optimal d'expansion.

Les dirigeants d'entreprise devraient aussi y trouver des outils précieux d'aide à la décision, afin d'opérer des choix stratégiques importants en termes de management, d'organisation de la chaîne de production et de distribution, de gestion des stocks, d'allocation efficiente des ressources, de gestion optimale du personnel et de recherche-innovation.

L'étude a été réalisée à partir de l'exploitation des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF). L'INS tient à remercier les responsables des entreprises ayant téléversé ou déposé leur DSF au cours de l'exercice sous-revu (2019). Par ailleurs, l'Institut encourage les entreprises, quelle que soit leur taille, à procéder à ces obligations dans les délais réglementaires et sous les formats appropriés, par le respect du modèle de formulaire standard de la DSF révisée 2019, du format de diffusion électronique (Excel et PDF).

L'Institut remercie également les Administrations, notamment le Ministère des Finances, les cabinets comptables pour leur appui à la collecte des DSF.

Comme par le passé, l'Institut accueillerait avec intérêt les suggestions susceptibles d'aider à l'amélioration de cette publication. Les bases de données constituées peuvent être consultées à l'adresse ci-dessous :

Institut National de la Statistique BP : 134 Yaoundé Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21
Fax: (+237) 222 23 24 37- Site Web: www.ins-cameroun.cm
Email: info@ins-cameroun.cm

L'étude économique et financière permet de dresser un diagnostic de la situation économique et financière globale des entreprises notamment par branche d'activité. Pour cette édition, elle s'appuie sur une série des DSF de 1185 entreprises représentatives (Annexe ii).

Environnement macroéconomique en 2019

Dans le sillage de l'évolution économique mondiale, l'économie nationale a légèrement ralenti en 2019. Le taux de croissance s'est établi à +3,7% après +4,1% en 2018. Cette décélération trouve ses origines au plan interne dans la persistance de la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, combinée à l'incendie de la Société Nationale de Raffinage (SONARA) en 2019. Sur le plan de l'offre, la production a ralenti dans les

secteurs primaire de +2,8% en 2019 après +5,1% en 2018, et tertiaire de +3,0% en 2019 contre +4,4% en 2018. Tandis que sur le plan de la demande, les importations de biens se sont accélérées, passant de +9,3% à +12,6%. L'augmentation de la production s'est accompagnée dans le domaine des prix, d'une accélération de l'inflation à 2,5% en 2019 après 1,1% en 2018.

Evolution de l'activité et des profits

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires hors taxes des entreprises modernes a crû seulement de +0,8 %, en décélération importante par rapport à 2018 où ce taux se situait à +3,9%. Cette contreperformance, imputable à la baisse de l'activité de commerce (-2,1%); les activités d'intermédiations financières (-7,9%) et les produits accessoires (-7,1%) a été atténuée par le regain observé dans les services (+5,9%) ainsi que l'activité agricole et industrielle (+2,2%). La bonne tenue de l'activité agricole et industrielle est due principalement aux activités de raffinage et d'hydrocarbure ; l'agriculture ; la production de ciment, et les industries alimentaires et de boissons. Dans l'activité de raffinage des hydrocarbures, le regain de la production a permis de réduire les importations de ces produits pour plus de 200 milliards de FCFA. Toutefois, cette performance a été bridée par l'incendie survenu à la SONARA en 2019, qui malgré la baisse de son chiffre d'affaires demeure la première du classement en la matière. La valeur ajoutée est restée dynamique, soit +5,9% après +3,6% en 2018. Cependant certaines branches

d'activité importantes ont vécu une baisse de valeur ajoutée, notamment l'« Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » avec -13,2% ; et dans laquelle se trouve l'entreprise PERENCO RIO DEL REY, toujours classée en tête des entreprises en matière de valeur ajoutée.

Avec des charges de personnel davantage maîtrisées, les entreprises ont poursuivi la consolidation de leurs profits d'exploitation. En effet, l'EBE a augmenté de +9,2% après +3,6% en 2018, permettant de rémunérer davantage le facteur capital à hauteur de 56,9% contre 55,2% en 2018. Dans ce sillage, le taux de marge brute d'exploitation s'est amélioré de +1,1 point de pourcentage pour s'établir à 14,6%.

Après une perte enregistrée en 2018, le résultat net global engrangé par l'ensemble des entreprises a été positif en 2019, ce malgré qu'une majorité des branches d'activité, soit vingt-deux (22) au total, aient enregistré des pertes. Ainsi, le taux de marge nette s'est redressé à 0,6% après -0,1% en 2018.

Rentabilité des entreprises

En 2019, le rendement économique s'est établi à 8,1% contre 7,4% en 2018. Cette hausse est consécutive à celle du taux de marge brute d'exploitation tandis que la rotation des immobilisations restait stable. Depuis 2015, le rendement économique des entreprises est en augmentation continue. Dans le même sens, la rentabilité des ressources stables augmente de deux points pour s'établir à 25,1%. Le taux de rentabilité financière s'est redressé à 2,1%, grâce à

l'augmentation de la marge nette bénéficiaire.

Cette performance a été atténuée par la baisse de la rotation de l'actif total, déjà caractérisée par son niveau structurellement faible, et associé à un endettement élevé des entreprises. La rentabilité économique a, quant à elle, fléchi légèrement, en raison de la diminution du taux de rotation de l'actif économique, soit 0,553 en 2019 contre 0,648 en 2018, malgré les profits réalisés.

Emploi dans les entreprises modernes

En 2019, les emplois permanents dans le secteur moderne ont crû de +1,4%, soit une décélération de -0,3 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. Mis en perspective sur plusieurs années, la dynamique de l'emploi ne semble pas toujours suivre celle de la création des richesses.

Par secteur d'activité, l'emploi a progressé dans le secteur primaire de +2,1% et secondaire de +6,9%, tandis que dans le tertiaire l'on a plutôt assisté à une perte des emplois de -1,1%. Les contributions des différentes branches d'activité à cette dynamique globale de l'emploi sont assez contrastées.

L'évolution des emplois permanents, mise en relation avec celle de valeur ajoutée a induit des gains de productivité. En effet la productivité par tête, pour l'ensemble des entreprises, a franchi la barre de 12 millions en 2019. En valeur relative, la productivité par tête s'est accélérée à +4,3% après +1,7% en 2018. Tous les secteurs d'activité ont vécu cette amélioration, plus particulièrement dans le primaire où la croissance de la productivité par tête

est passée de -27,1% en 2018 à +31,5% en 2019. Malgré des gains de productivité de +4,3%, les entreprises ont, en moyenne, maîtrisé leurs charges de personnel qui, en légère progression de +0,3%, tendent à se stabiliser à 5,3 millions de FCFA en 2019, après la hausse continue observée depuis 2015. Ces frais de personnel demeurent plus élevés dans le secteur secondaire avec 7,5 millions de FCFA et le secteur tertiaire avec 6,1 millions de FCFA.

Capital productif des entreprises

La productivité du capital a continué d'augmenter en 2019, frôlant la barre de 14%. Cette performance est consécutive à la hausse du taux de valeur ajoutée de +1,4 point de pourcentage alors que le ratio de rotation des immobilisations brutes s'est stabilisé. Cette hausse de la productivité du capital s'observe dans tous les secteurs d'activité, surtout dans le secteur primaire où l'écart d'augmentation est de +3 points par rapport à 2018.

Consécutivement à l'évolution du taux d'endettement des entreprises et à des facteurs conjoncturels, les investissements bruts des entreprises pour l'exercice 2019 ont globalement chuté de -23,6% par rapport à l'année précédente. Ce recul des investissements, malgré la hausse dans le secteur primaire, s'est manifesté dans les secteurs secondaire et tertiaire, ce dernier affichant un taux prononcé, soit -35,8%. Dans ce sillage le taux

d'investissement, qui rapporte les investissements à la valeur ajoutée, a fléchi à 56,7%, soit -21,9 points par rapport à 2018. Dans le secteur tertiaire, le décrochage du taux d'investissement a été plus marqué, soit -37,1 points.

L'intensité capitalistique s'est établit à 35,0 millions de FCFA par tête en 2019. Par rapport à l'année 2018, cette valeur traduit une hausse, qui toutefois reste en dessous du niveau de 2017 et avant.

Le capital productif des entreprises se caractérise par une détérioration du rythme de renouvellement des équipements. En effet, le taux de vieillissement des immobilisations, qui rapporte le cumul des amortissements aux immobilisations brutes, a continué à progresser en 2019, franchissant désormais la barre de 60%. Il se situait seulement à 36,5% quatre ans plus tôt.

Endettement des entreprises

L'analyse des grands équilibres du bilan des entreprises fait ressortir une trésorerie nette négative en 2019, faisant suite à une trésorerie excédentaire en 2018 et en augmentation de +70,3% par rapport à 2017. Avec des besoins en fonds de roulement négatifs, couplés à des fonds de roulement négatifs, la situation globale des entreprises est inquiétante du fait qu'elle traduit leur incapacité à financer leurs à financer les dépenses d'investissement uniquement à partir de leurs ressources financières propres ainsi qu'à l'emprunt à moyen et long terme.

Pour combler ces déficits, elles font recours non seulement au financement bancaire de court terme dont le paiement des frais financiers y afférent diminue leurs résultats nets, mais également aux crédits fournisseurs afin de rentabiliser leur cycle d'exploitation.

L'endettement des entreprises, apprécié par le ratio d'indépendance financière, qui rapporte les dettes financières aux capitaux propres, a représenté 1,3 fois les capitaux propres en 2019, comme en 2018.

Depuis 2016, les entreprises dans l'ensemble sont fragilisées par le poids de leur dette de plus en plus insoutenable. La situation est moins reluisante pour certaines branches qui depuis trois ans, affichent des capitaux propres négatifs. Il s'agit majoritairement des branches d'activité du secteur secondaire.

Le coefficient d'endettement élargi, qui rapporte l'endettement total aux capitaux propres, a légèrement baissé à 5,3 contre 5,9 en 2018. L'endettement des entreprises est constitué à plus de 70% des dettes à court terme.

L'endettement et la rentabilité des entreprises méritent une attention particulière au moment où l'on parle de renouveau entrepreneurial avec un code de gouvernance des entreprises en gestation, vecteur de valeur ajoutée et de réduction des risques financiers des investisseurs et des prêteurs.

Le rapport 2020 à venir permettra d'apprécier l'impact du Covid-19.

L'étude économique et financière des entreprises fait partie des publications courantes de l'Institut National de la Statistique (INS). Elle s'appuie sur la collecte des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF), opération qui bénéficie de la collaboration de la Direction Générale des Impôts (DGI).

Cette 19ème édition du rapport sur l'étude économique et financière des entreprises, a pour objectif principal d'analyser le comportement économique et financier, ainsi que la structure des bilans des entreprises. Elle s'inscrit dans la continuité de la précédente édition, et innove avec l'analyse des équilibres financiers à travers le Fonds de Roulement, le Besoin en Fonds de Roulement et de la trésorerie net. Ces indicateurs présent dans le rapport servent d'outils d'aide à la décision pour orienter les investissements dans certaines branches d'activité. Ainsi, la production de ce rapport permet de répondre à la demande sans cesse croissante d'informations relatives à la performance des entreprises suivant les branches d'activité.

La taille de l'échantillon de l'étude pour le compte de l'année 2019 a été légèrement modifiée par rapport à celle de 2018, soit 1 185 entreprises sur 34 688 entreprises modernes répertoriées. Cette modification sans incidence majeure sur la représentativité globale, touche principalement la branche 32 « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules »).

La représentativité dans les branches se situe au-dessus de 80% pour le chiffre d'affaires et l'emploi.

Le présent rapport est structuré en six (06) chapitres. Le premier présente l'environnement institutionnel et macroéconomique. Le second examine l'évolution de l'activité et des profits. Le troisième analyse les performances économiques et financière des entreprises du Cameroun, le quatrième s'appesantit sur l'emploi dans les entreprises. Le cinquième examine les outils de production, les investissements et les immobilisations des entreprises. Enfin, le sixième aborde l'endettement des entreprises et le financement de l'actif par le passif.

Le présent chapitre analyse de façon sommaire l'environnement économique international d'une part, et l'environnement socio-économique national d'autre part. Quelques faits saillants sur les entreprises seront également relevés tant au niveau mondial que national.

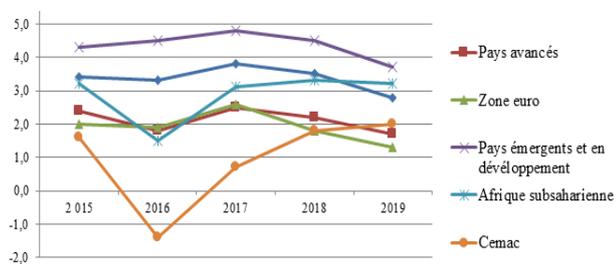
1. 1- Environnement économique international

Cette sous-section présente l'évolution de l'économie mondiale ainsi que des faits saillants sur les entreprises. au niveau mondial.

1. 1. 1- Evolution de l'économie mondiale

En 2019 l'économie mondiale a continué d'être affaiblie par l'augmentation des obstacles commerciaux entre les Etats unis et la Chine, la montée des tensions géopolitiques et les incertitudes liées au Brexitavec pour corollaire le ralentissement des activités. Ainsi, la croissance de l'économie mondiale abaissé de 0,7 point en glissement annuel pour s'établir à 2,8% en 2019 (Rapport 2020 du Fonds Monétaire International sur les Perspectives de l'Économie Mondiale). Ce ralentissement est observé tant dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement et, s'est traduite par la baisse de la croissance économique dans presque tous les groupes de pays, à l'exception de la CEMAC.

Graphique 1-1: Croissance du PIB selon les groupes de pays



Source : FMI/BEAC

Dans les pays avancés, l'activité économique a été marquée par un contexte de tension commerciale et d'incertitude politique ce qui a induit une contraction de la croissance en glissement annuel de 0,5 point pour s'établir à 1,7% en 2019. La tension commerciale observée entre les Etats Unies et la chine a induit une hausse des droits de douane entraînant par conséquent une baisse de l'investissement et de la demande de biens d'équipement. Bien plus, l'incertitude liée au Brexi tavait suscité les inquiétudes des investisseurs et entamé leur confiance.

La zone euro n'a pas été épargnée des conséquences du ralentissement du commerce mondial, lié notamment aux tensions entre la Chine et les Etats-Unis. La croissance de cette zone a décéléré à 1,3% en 2019 après 1,8% en 2018, en raison de la baisse des exportations enregistrées. Cette situation peut également être expliquée en

partie par l'incertitude liée au Brexit.

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance économique a poursuivi son ralentissement, dans un contexte économique toujours marqué par le Brexit et la politique protectionniste des Etats Unis. La progression du PIB s'est établie à 3,7% en 2019, contre 4,5% en 2018 et 4,8% en 2017. Il faut aussi relever que le ralentissement de la demande intérieure et la faiblesse des investissements freinent l'essor des économies émergentes et en développement.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique a enregistré une légère baisse passant de 3,3% en 2018 à 3,2% en 2019. Cette baisse peut s'expliquer en partie par une conjoncture extérieure un peu difficile, une diminution de la production pétrole dans les pays exportateurs de pétrole et une croissance inférieure aux attentes dans d'autres pays.

En outre, dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), l'on note que l'activité économique continue de s'améliorer en 2019 malgré le repli du PIB mondial. En effet, la croissance dans cette zone a légèrement progressé de 0,2 point pour s'établir à 2,0%. Bien qu'il soit en dessous des 3,2% projetés en début d'année par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), l'on note quand même une amélioration des activités économiques dans cet espace communautaire par rapport à 2018 où le taux était de 1,8%. Les pays membres de cette Communauté doivent poursuivre des réformes liées à la gouvernance et au climat des affaires en vue de soutenir une croissance plus diversifiée et inclusive.

1. 1. 2- Faits saillants et meilleures entreprises mondiales en 2019

Quelques faits saillants sont intervenus dans la vie des entreprises. En janvier 2019, Newmont Mining et Goldcorp, deux géants de l'industrie aurifère, concluent un accord définitif selon lequel le premier acquiert tout le capital-actions du second. La transaction évaluée à 10 milliards \$ devrait générer « l'une des plus grandes sociétés aurifères au monde », et la compagnie qui offre le dividende annuel le plus élevé dans le secteur.

La compagnie chinoise China Molybdenum a conclu en janvier 2019 avec le fonds sino-américain BHR un accord pour racheter sa filiale BHR Newwood DRC. Cette dernière est une société holding détentrice des 24% de participation de BHR dans la grande mine de cuivre et cobalt TenkeFungurume, en République Démocratique du Congo. Cette acquisition permet à China Molybdenum d'accroître à 80% ses intérêts dans le projet. En février 2019, Newcrest Mining a annoncé qu'elle a conclu avec la société canadienne Roxgold un accord pour lui céder onze permis d'exploration en Côte d'Ivoire. La transaction est évaluée à 30 millions \$. Elle représente pour Roxgold une expansion sur le continent alors qu'elle opérait jusque-là sur le projet d'or Yaramoko, au Burkina Faso.

La compagnie canadienne SEMAFO a conclu en mars 2019 un accord pour racheter Savary Gold. L'opération estimée à 22,7 millions de dollars canadiens devrait lui permettre de devenir le propriétaire du projet aurifère Karankasso, situé au Burkina Faso. Dans ce pays d'Afrique occidentale, elle est déjà bien implantée avec plusieurs actifs, dont

deux mines d'or en production (Mana et Boungou).

La compagnie canadienne Desert Gold a annoncé début avril 2019 la conclusion d'un accord définitif pour acquérir tout le capital-actions d'Ashanti Gold. La fusion proposée devrait permettre aux deux entreprises de combiner leurs propriétés d'exploration adjacentes au Mali.

Pour ce qui des meilleures entreprises en 2019, le tableau ci-dessous présente les 15 plus grandes entreprises mondiales classées par chiffre d'affaires, selon le classement Fortune Global 500 publié en 2020 par le magazine Fortune. Les chiffres d'affaires sont exprimés en millions de dollars américains.

Le classement est largement dominé par les entreprises américaines qui occupent 7 places du Top 15. La Chine a réussi à se faire une place parmi les 15 plus grosses marques mondiales avec 3 entreprises en lice. Suivant l'activité, l'on retrouve beaucoup plus les entreprises relevant du secteur pétrolier. Cinq entreprises sur les quinze font dans le Pétrole et Gaz.

Tableau 1-1: Top 15 des entreprises au niveau mondial classées en termes du chiffre d'affaire 2019

	Nom	Siège social	Pays	Chiffre d'affaires (millions \$)	Bénéfice (millions \$)	Employés	Branche	Directeur général (CEO)	Évolution par rapport à 2018
1.	Walmart	Bentonville	États-Unis	523 964	14 881		Commerce de détail	C. Douglas Mc-Millon	=
2.	Sinopec	Pékin	Chine	407 009	6 793,2	582 648	Pétrole et Gaz	Wang Yupu	=
3.	State Grid	Pékin	Chine	383 906	7 970	907 677	Énergie	XinBaoan	2
4.	China National Petroleum Corporation	Pékin	Chine	379 130	4 443,2		Pétrole & Gaz	Li FanRong	=
5.	Royal Dutch Shell	La Haye	Pays-Bas	352 106	15 842	83 000	Pétrole et Gaz	Ben van Beurden	-2
6.	SaudiAramco	Dhahran	Arabie saoudite	329 784	88 210,9	79 000	Énergie	Amin H. Nasser	=
7.	Volkswagen	Wolfsburg	Allemagne	282 760	15 542	671 205	Automobile	Herbert Diess	2
8.	BP	Londres	Royaume-Uni	282 616	4 026	72 500	Pétrole et Gaz	Robert W. Dudley	-1
9.	Amazon	Toyota	États-Unis	296 274	10 562	798 000	Commerce électronique	Jeff Bezos	4
10.	Toyota Motor Corporation	Irving	Japon	275 288	19 096,2	359 542	Automobile	Akio Toyoda	=
11.	ExxonMobil	Cupertino	États-Unis	264 938	14 340	74 900	Pétrole et Gaz	Darren Woods	-3
12.	Apple	Cupertino	États-Unis	260 174	55 256	137 000	Technologie	Tim Cook	=
13.	CVS Health	Woonsocket	États-Unis	256 776	6 634	290 000	Assurance & Pharmacie	Larry J. Merlo	=
14.	Berkshire Hathaway	Omaha	États-Unis	254,616	81 417	391 500	Finance	Warren Buffet	-2
15.	UnitedHealth Group	Minnetonka	États-Unis	242 155	13 839	325 000	Assurance et Bien-être	David S. Wichmann	-1

Source : Magazine Américain Fortune

Quant au classement des meilleures entreprises africaines en 2019, publié par le magazine panafricain Jeune Afrique du mois de juillet 2020, il reste toujours dominé par les entreprises sud-africaines et celles des pays maghrébins. La première entreprise camerounaise, qui est

1. 2- Environnement socio-économique national

Cette sous-section examinera les points relatifs à l'environnement institutionnel et réglementaire, l'environnement social, à l'évolution de l'économie nationale, à la compétitivité et enfin aux faits saillants sur les entreprises en 2019.

1. 2. 1- Environnement institutionnel et réglementaire

En 2019, le Cameroun a poursuivi la mise en œuvre des réformes institutionnelles et réglementaires en vue d'améliorer ses performances macroéconomiques. Les dites réformes sont menées dans les domaines des entreprises et établissements publics, de la gestion des finances publiques et de l'environnement des affaires.

Pour ce qui est des entreprises et établissements publics, trois (03) décrets ont été signés par le Président de la République dans l'optique d'améliorer la gouvernance et la performance de ces derniers. Il s'agit notamment du :

i. Décret N°2019/320 du 19 juin 2019 précisant les modalités d'application de certaines dispositions des lois n° 2017/010 et 2017/011 du 12 juillet 2017 portant statut général des établissements publics et des entreprises publiques ;

ii. Décret N°2019/321 du 19 juin 2019 fixant les catégories d'entreprises publiques, la rémunération, les indemnités et les avantages de leurs dirigeants ;

iii. Décret N°2019/322 du 19 juin 2019 fixant les catégories d'établissements publics, la rémunération, les indemnités et les avantages de leurs dirigeants.

Dans la même veine, les Codes de marché et de raccordement ont été signés le 27 juillet 2019 par le Ministre de l'Eau et de l'Energie en vue de rendre la Société Nationale de Transport de l'Electricité (SONATREL) davantage opérationnelle. Ces deux instruments juridiques vont permettre la collecte, par la SONATREL, des redevances dues par les utilisateurs du réseau électrique depuis le 1er janvier 2019.

En matière de finances publiques, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre du Programme Economique et Financier (PEF) appuyé par la Facilité Elargie de Crédit du FMI, et soutenu par plusieurs partenaires techniques et financiers que sont la Banque Mondiale (BM), la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Européenne (UE) et l'Agence Française de Développement (AFD). La mise en œuvre des dites réformes conditionne les décaissements des appuis budgétaires de la BM, de la BAD et de l'UE, tandis que la conclusion satisfaisante des différentes revues conditionne les décaissements des appuis budgétaires de l'AFD et du FMI.

En termes d'amélioration du climat des affaires, plusieurs

la Société nationale des Hydrocarbures (SONARA), apparaît au 89ème rang avec un chiffre d'affaire de 918,2 milliards de FCFA. Le Cameroun y compte seulement neuf entreprises sur le top 500.

recommandations formulées dans le cadre du Cameroon Business Forum (CBF) ont été implémentées en 2019 par le Gouvernement. Il s'agit entre autres de :

- L'intégration d'un bureau CNPS dans le Centre de Formalité de Création d'Entreprise (CFCE) ;
- L'opérationnalisation du guichet unique de délivrance des actes d'urbanisme dans la ville de Douala ;
- La révision à la baisse des taux d'enregistrement lors des transferts de propriété ;
- L'octroi de certains avantages aux entreprises installées dans les zones économiquement sinistrées ;
- L'opérationnalisation du troisième portique et l'acquisitions de nouveaux engins au port autonome de Douala.

1. 2. 2- Environnement social

Sur le plan social, le Gouvernement a poursuivi ses actions dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations et de renforcer le capital humain. Les secteurs sociaux ont bénéficié en 2019 d'une dotation de 22,7% du budget global de l'Etat sans compter les appuis multiformes des partenaires au développement. Cette dotation est en hausse de 7,2% par rapport à 2018 et les actions menées ont porté entre autres sur :

- ▶ l'universalisation de l'éducation et le renforcement de la professionnalisation ;
- ▶ l'amélioration de la santé des populations ;
- ▶ la promotion du genre et l'autonomisation des femmes ;
- ▶ la protection sociale des personnes vulnérables ;
- ▶ la promotion de la jeunesse et de l'emploi ;
- ▶ le développement de l'habitat social.

Sur le plan de l'éducation, le Gouvernement a poursuivi entre autres : (i) la construction et la réhabilitation des infrastructures scolaires et universitaires, ainsi que l'équipement des salles de cours et des ateliers ; (ii) la formation des enseignants ; (iii) la professionnalisation et l'amélioration de la qualité des enseignements ; et (iv) la promotion de la recherche-développement.

Dans le secteur de la santé, les actions des pouvoirs publics en 2019 ont porté principalement sur la santé de la mère, de l'enfant et de l'adolescent d'une part, et sur la lutte contre la maladie et la promotion de la santé d'autre part. Ces actions ont permis de poursuivre la construction et l'équipement des structures sanitaires, le renforcement des capacités du personnel soignant, la couverture vaccinale de la mère et de l'enfant. Pour ce qui est de la lutte contre la maladie et la promotion de la santé, les principales actions ont porté sur le diagnostic et la prise en charge des patients, notamment pour le paludisme, la tuberculose, le SIDA, le cancer, la lèpre, l'onchocercose et le choléra.

En matière d'emploi, le secteur privé a continué à recruter la main d'œuvre mais malheureusement aussi à détruire des postes de travail. Dans le secteur des entreprises modernes, les emplois permanents ont cru de 1% en 2019.

Le secteur public, a enregistré un effectif du personnel relevant du fichier solde de 319 110 contre 321 917 en 2018. Cette baisse est consécutive à l'assainissement du fichier solde, à travers l'opération de Comptage Physique du Personnel de l'État (COPPE), engagé en 2018 par le Gouvernement. L'opération COPPE a permis de supprimer entre autres du fichier solde, les doublons, ainsi que les personnes bénéficiant indument de la pension de réversion, la pension d'invalidité et la pension temporaire d'orphelin.

Sur le plan de logement social, les pouvoirs publics ont achevé la construction de 40 logements sociaux à Olembé (Yaoundé), portant le nombre total de logements achevés à 460 sur les 1675 prévus dans le cadre de la première phase du programme Gouvernemental de construction de 10 000 logements sociaux. Par ailleurs, dans le cadre du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance Economique (PLANUT), 500 logements sociaux et des infrastructures connexes sont également achevés et réceptionnés à raison de 100 logements dans chacune des villes de Garoua, Maroua, Ngaoundéré, Bafoussam et Bertoua. Ceci porte à 600 le nombre de logements sociaux réalisés dans le cadre du PLANUT, en prenant en compte les

100 logements sociaux achevés et réceptionnés à Ebolowa en 2018.

Pour ce qui est de la promotion économique des jeunes, les pouvoirs publics ont, en 2019 : (i) encadré et accompagné 91 298 jeunes, (ii) aidé à la création de 2 770 entreprises par les jeunes promoteurs et, (iii) poursuivi des travaux de construction de 09 Centres Multifonctionnels de Promotion de Jeunes (CMPJ).

S'agissant de la lutte contre la pauvreté, les actions du Gouvernement à travers le programme « filets sociaux » se sont poursuivies en 2019, notamment par les Transferts Monétaires Ordinaires (TMO) et les Travaux publics à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO). Le programme TMO a permis de transférer 2,8 milliards à 19 500 ménages. Le programme THIMO a permis de réaliser 27 microprojets dans le département de la Bénoué. Un montant de 234 millions a été transféré aux 3 000 employés qui ont pris part à ces THIMO.

1. 2. 3-Evolution de l'économie nationale

En 2019, la persistance de la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest avec pour corollaire le ralentissement des activités des entreprises implantées dans ces régions en l'occurrence de la CDC, PAMOL, PHP, BPL, CTE, etc., combinée à l'incendie de la Société Nationale de Raffinage (SONARA), ont quelque peu freiné l'évolution de l'économie camerounaise.

Au niveau macroéconomique, le taux de croissance du PIB réel enregistré par le pays en 2019 a été de 3,7% après 4,1% en 2018. Ce ralentissement est imputable notamment à la décélération des activités dans les secteurs primaire et tertiaire. Sous l'optique de l'offre, l'on note que la croissance économique a été dynamique essentiellement dans le secteur secondaire.

Dans le secteur primaire, les activités ont connu un ralentissement. La croissance économique enregistrée est de 2,8% contre 5,1% en 2018. Cette décélération est attribuable à la chute des activités dans la branche « sylviculture et exploitation forestière » dont la croissance est passée de +7,3% en 2018 à -2,7% en 2019. Cette chute peut s'expliquer en partie par le repli de la demande chinoise. Par ailleurs, ce ralentissement peut aussi résulter de l'effondrement des activités

Le secteur secondaire est le seul secteur dont les activités ont connu une amélioration en 2019. La croissance dudit secteur s'établit à 4,9% après 3,1% en 2018. Cette embellie est attribuable à la bonne tenue des activités des branches d'activités « extraction d'hydrocarbures » (+8,5% après -2,7%) et « autres industries manufacturières » (+5,5% après 3,3%). Il convient de relever que, après trois années consécutives de baisse, la production pétrolière enregistrée une croissance positive de 8,5%. Cette situation peut être justifiée par l'entrée en exploitation de nouveaux champs pétroliers.

Le secteur secondaire aurait enregistré une croissance plus élevée n'eût été la décélération des activités dans les industries agro-alimentaires (+2,5% après 4,0%) et les BTP (+4,7% après 7,6%). Il faut aussi signaler l'impact négatif du ralentissement des activités de la SONARA dont le chiffre d'affaires a chuté de 16%.

Sous l'optique de la demande, le repli des activités économiques en 2019 a été observée tant au niveau de la demande intérieure qu'au niveau de la demande extérieure.

La demande intérieure ralentit à 5,2% après 5,4% en 2018 en raison de la décélération de la consommation finale, qui est passée de 4,6% en 2018 à 4,1% en 2019. Ce ralentissement a engendré la baisse de la contribution de la composante « Dépense de Consommation Finale » de 0,3 point (3,3 points après 3,6 points). Cette situation est consécutive, entre autres, au renchérissement du coût de certains produits et services, notamment les produits alimentaires, les boissons non alcoolisées et la restauration. Par contre, les investissements ont enregistré une nette progression par rapport à 2018. Ils ont cru de 8,5% après 7,8% en 2018. Cette embellie est observée grâce au rebond de l'investissement public (+11,4% contre -3,1% en 2018). La progression des investissements a été atténuée par le ralentissement enregistré dans le secteur privé (+7,4% contre 9,6% en 2018).

S'agissant de la demande extérieure, sa contribution à la croissance économique demeure négative et se grave davantage. Ladite contribution est passée de -1,6% en 2018 à -1,9% en 2019.

Le secteur tertiaire a également connu un ralentissement des activités courant 2019. La croissance a progressé de +3,0% après +4,4% en 2018. Cette décélération peut être expliquée par la mauvaise tenue des activités particulièrement dans les branches « commerce, réparation véhicules » (+4,2% après +5,1%); « restaurants et hôtels » (+1,8% après +4,3%); « banques et organismes financiers » (+6,2% après +10,2%); « administration publique, sécurité sociale » (+1,7% après +3,5%) et « autres services » (+1,0% après +4,3%). Il convient de relever que la branche « information et télécommunication » renoue avec une croissance positive (+3,9% après -2,1%), en liaison avec la diversification des offres promotionnelles et l'augmentation significative de l'utilisation d'internet, favorisée par l'amélioration de la qualité des infrastructures et surtout l'usage populaire des réseaux sociaux.

Cette dégradation peut s'expliquer par le fait que l'accroissement des importations (+10,6% après +8,1%) est plus important que celui des exportations (5% après +2,3%). Ainsi, la dynamique des importations continue de réduire les gains enregistrés en termes d'accroissement des exportations.

Pour ce qui est des prix, l'inflation s'est accélérée pour se situer à 2,5% en 2019 après 1,1% en 2018. Il convient de souligner malgré l'accélération, qu'elle reste en dessous du seuil de convergence de 3% de la zone CEMAC. Les postes ayant enregistré les hausses les plus significatives sont : « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,9%), « restaurants et hôtels » (+5,7%) et « articles d'habillement et chaussures » (+2,8%). Suivant l'origine, les prix des produits locaux progressent de 2,6% et ceux des produits importés de 2,2%. Par secteur d'activités, les prix s'accroissent de 3,8% pour les produits du primaire, de 1,6% pour ceux du secteur secondaire et de 2,1% pour ceux du secteur tertiaire. Sur le plan spatial, les plus fortes hausses sont observées dans les villes de Bamenda (+4,8%), Buea (+3,4%), Bafoussam (+2,7%) et Ebolowa (+2,6%).

Tableau 1-2 : Ventilation du PIB réel par secteur d'activité

Libellé	PIB réel (en milliards de FCFA)		PIB Nominal (en milliards de FCFA)		Taux de croissance réel du PIB (en %)		Contribution à la croissance du PIB réel (en %)	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Années								
Secteur primaire	2221,8	2283,1	3099,9	3315,7	5,1	2,8	0,7	0,4
Agriculture	1550,1	1604,9	2136,7	2326,3	4,8	3,5	0,5	0,3
Élevage et chasse	246,6	260,1	321,2	319,6	4,4	5,5	0,1	0,1
Sylviculture et exploitation forestière	366,4	356,7	559,3	595,8	7,3	-2,7	0,2	-0,1
Pêche et pisciculture	58,6	61,5	82,7	74	3,1	4,8	0	0
Secteur secondaire	4244,1	4452,6	5541,1	5950,8	3,1	4,9	0,8	1,3
Industries extractives	837,2	907,2	1025	1088,4	-2,6	8,4	-0,1	0,4
dont extraction d'hydrocarbures	822,9	893,2	1000	1064,1	-2,7	8,5	-0,1	0,4
Industries Agro-alimentaires	1026,1	1052	1380	1452	4	2,5	0,3	0,2
Autres Industries manufacturières	1208,1	1273,2	1685,3	1793,9	3,3	5,4	0,2	0,4
Production et distribution d'électricité	108,4	108,7	158,2	149,2	1,2	0,3	0	0
Production et distribution d'eau et assainissement	108,1	110	120,2	122,5	2,6	1,8	0	0
BTP	956,2	1001,5	1172,3	1344,7	7,6	4,7	0,4	0,3
Secteur tertiaire	8613,6	8873,7	11096,3	11769,2	4,4	3	2,3	1,6
Commerce, réparation véhicules	2761,7	2878,5	3206,7	3362,3	5,1	4,2	0,9	0,7
Restaurants et hôtels	279,8	284,8	916,2	1123,1	4,3	1,8	0,1	0
Transports, entrepôts, communications	915,5	947,2	1297,3	1373,8	4	3,5	0,2	0,2
Informations et télécommunications	362	375,9	334,8	342,7	-2,3	3,9	-0,1	0,1
Banques et organismes financiers	469,3	498,5	641,4	679,3	10,2	6,2	0,3	0,2
Administration publique, sécurité sociale	1151	1170,6	1070,2	1127,3	3,5	1,7	0,2	0,1
Éducation	502,6	520,5	653,6	688,5	3,5	3,6	0,1	0,1
Santé et action sociale	314,5	322,9	407,6	418,4	5,3	2,7	0,1	0,1
Autres services	1857,1	1874,8	2568,6	2653,8	4,3	1	0,5	0,1
Total des valeurs ajoutées	15079,5	15609,5	19737,3	21035,7	4,1	3,5	3,8	3,3
Impôts et taxes nets des Subventions	1184,4	1259,5	1755,2	1819,1	3,1	6,3	0,2	0,5
PIB	16263,9	16869	21492,5	22854,8	4,1	3,7	4,1	3,7

Source : INS/Comptes Nationaux (base 100 = 2005)

Tableau 1-3 : Les emplois du PIB en volume

Libellé	Volume des em- plois du PIB		Taux de croissance des emplois du PIB (en %)		Contribution à la croissance du PIB réel (en %)	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Années						
1. Dépense de Consommation Finale	17405	18312	5,4	5,2	5,7	5,6
Privée	12 970,70	13 499,30	4,6	4,1	3,6	3,3
Publique	10 901,70	11 392,30	4,7	4,5	3,1	3
2. Investissements (3+4)	2 068,90	2 107,00	3,9	1,8	0,5	0,2
3. FBCF	4 401,30	4 756,90	7,2	8,1	1,9	2,2
Privée	3 637,50	3 906,30	9,6	7,4	2	1,7
Publique	763,8	850,6	-3,1	11,4	-0,2	0,5
4. Variation des stocks	33,2	56	368,8	68,7	0,2	0,1
5. Exportations nettes (6-7)	4 434,50	4 812,80	7,8	8,5	2,1	2,3
6. Exportations	-1 141,20	-1 443,10	28,7	26,5	-1,6	-1,9
Exportations des biens	3 228,00	3 389,20	2,3	5	0,5	1
Exportations des services	2 367,80	2 486,60	2,3	5	0,3	0,7
7. Importations	860,3	902,7	2,4	4,9	0,1	0,3
Importations des biens	4 369,30	4 832,40	8,1	10,6	2,1	2,8
Importations des services	3 315,50	3 732,50	9,3	12,6	1,8	2,6
PIB (1+2+5)	1 053,70	1 099,90	4,7	4,4	0,3	0,3
	16 263,90	16 869,00	4,1	3,7	4,1	3,7

Source : INS/Comptes Nationaux (base 100 = 2005)

• Compétitivité et attractivité économique

La compétitivité globale s'apprécie à travers plusieurs catégories d'indicateurs. Ceux les plus utilisés sont le Taux de Change Effectif Réel (TCER), les termes de l'échange et l'environnement des affaires. En 2019, l'on note une nette amélioration de la compétitivité de l'économie camerounaise. En effet, le TCER abaissé de 1,3% par rapport à 2018 ce qui traduit un gain de compétitivité de l'économie camerounaise. Cette amélioration est consécutive à la dépréciation de 0,9% du Taux de Change Effectif Nominal (TCEN), en lien avec la dépréciation de l'euro par rapport aux dollars, yen, et yuan.

Pour ce qui est des termes de l'échange, ils s'améliorent également, passant de 10,3% en 2018 à 10,7% en 2019 en raison de la baisse des prix des

importations qui a été plus importante que ceux des exportations.

S'agissant de l'environnement des affaires, le Cameroun a encore du chemin à faire. En 2019, le pays demeure peu attractif malgré les efforts déployés par Gouvernement à travers le Cameroon Business Forum (CBF). Le CBF, présidée par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, est une instance chargée de la mise en œuvre des réformes nécessaires à l'amélioration du climat des affaires au Cameroun.

Selon le classement du Rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale sur la compétitivité des économies et le climat des affaires, le Cameroun perd une place par rapport à 2018 et occupe le 167ème rang sur 190 pays classés. Ce classement se justifie par le faible nombre de réformes (une seule réforme) mises en œuvre par le pays en 2019.

Tableau 1-4 : Evolution (%) du Taux de change et de termes de l'échange de 2017 à 2019 (en %)

Libellés	2017	2018	2019
TCER	1,0	1,4	-1,3
TCEN	2,6	3,2	-0,9
Terme de l'échange	-5,1	10,3	10,7

Source : FMI, avril 2018 (base 100 = 2010)

1. 3- Faits saillants sur les entreprises

Les faits saillants font ressortir les événements intervenus dans la vie des entreprises, notamment sur la création, la disparition, la fusion, l'acquisition, la scission et la disparition.

1. 3. 1- Création d'entreprises

En 2019, les créations d'entreprises dans les Centres de Formalités de Création d'Entreprises (CFCE) ont été de 14 229 (Annuaire Statistique du MINPMEESA). Ce chiffre est en hausse de plus de 800 unités par rapport à 2018. Parmi ces nouvelles entreprises figurent Orange Money et Elecnor SA.

1. 3. 2- Fusions, acquisitions et cessions

La fusion de la Douala Stock Exchange (DSX) et de la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC) de Libreville est intervenue le 5 juillet 2019. C'est lors de sa session extraordinaire du 31 octobre 2017, que la Conférence des chefs d'Etat de la CEMAC a scellé l'unification des marchés financiers de la sous-région de la CEMAC, en établissant le siège de l'Autorité unique de régulation à Libreville (Gabon), celui de la Bourse régionale des valeurs mobilières à Douala (Cameroun) et, en désignant la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) en qualité de dépositaire central des titres, à titre transitoire. On note aussi l'absorption par SODINAF de la société forestière de la Doumé et de CAMBOIS.

Le présent chapitre analyse d'une part, l'évolution de l'activité des entreprises modernes au travers du Chiffre d'Affaires Hors Taxes (CAHT) et de la Valeur Ajoutée de gestion (VA) et d'autre part, l'évolution des profits des entreprises à partir de l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) et du Résultat Net (RN).

2. 1- Evolution du chiffre d'affaires

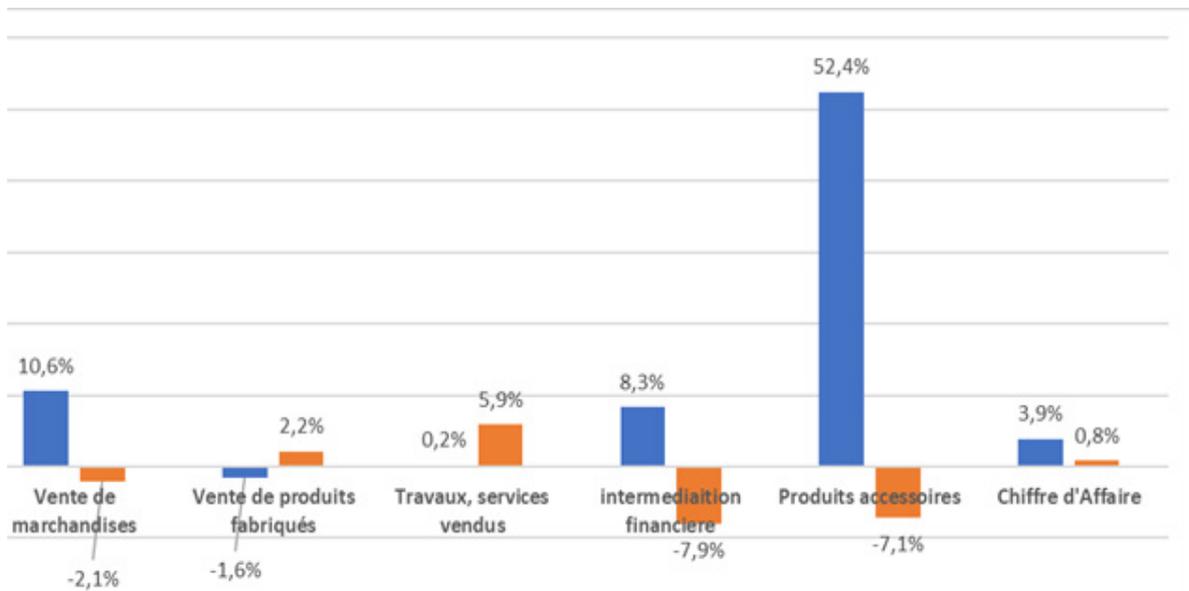
2. 1. 1- Evolution du chiffre d'affaires hors taxes

Le chiffre d'affaires (CA) représente le montant ventes et recettes, hors taxes, réalisées par une unité économique avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des travaux et prestations de services, et des produits des activités annexes.

En 2019, la structure du CAHT est restée sensiblement la même que durant les deux années précédentes. Les composantes « Ventes

de marchandises » (30,6%), « Ventes de produits fabriqués » (31,1%) et « Travaux et services vendus » (28,5%) représentent chacune et en moyenne, environ un tiers du CAHT annuel réalisé. L'activité d'intermédiation financière concoure en moyenne pour 8,7 % du CAHT. Par ailleurs, les « Produits accessoires » sont restés marginaux dans la structure du CAHT, leur poids tournant autour d'un pourcent sur l'ensemble de la période.

Graphique 2-1 : variations du taux de croissance du chiffre d'affaires total hors taxes et de ses composantes en 2018 et 2019.



Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 2-1 : Répartition du chiffre d'affaires total hors taxes, de 2017 à 2019, (en %)

Composantes du chiffre d'affaires	2017	2018	2019	moyenne
Ventes de marchandises	29,6	31,5	30,6	30,6
Ventes de produits fabriqués	32,1	30,4	30,8	31,1
Travaux et services vendus	28,7	27,7	29,1	28,5
Intermédiation financière	8,7	9,1	8,3	8,7
Produits accessoires	0,9	1,3	1,2	1,1
CAHT	100,0	100,0	100,0	/

Source : INS/Base des données des DSF

En 2019, la structure du CAHT est restée sensiblement la même que durant les deux années précédentes. Les composantes « Ventes de marchandises » (30,6%) « Ventes de produits fabriqués » (31,1%) et « Travaux et services vendus » (28,5%) représentent chacune et en moyenne, environ un tiers du CAHT annuel réalisé. L'activité d'intermédiation financière concoure en moyenne pour 8,7 % du CAHT. Par ailleurs, les « Produits accessoires » sont restés marginaux dans la structure du CAHT, leur poids tournant autour d'un pourcent sur l'ensemble de la période.

En 2019, la croissance du chiffre d'affaire total est de +0,8 %, soit une forte décélération par rapport à 2018 où ce taux se situait à +3,9%.

Cette performance, imputable aux services (+5,9%) et à l'activité agricole et industrielle (+2,2%), est atténuée par la baisse de l'activité de commerce (-2,1%); les activités d'intermédiations financières (-7,9%) et les produits accessoires (-7,1%).

La bonne tenue de l'activité agricole et industrielle est due principalement aux activités de raffinage et d'hydrocarbure ; d'agriculture ; de production de ciment, et des industries alimentaires. Par branche d'activité (Cf. tableau 2), le CAHT a connu une chute significative dans les branches suivantes : « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (-15,9%), « Activités financières et d'assurance » (-7,9%), «

Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux » (-5,1%) et « Industrie de boissons » (-3,3%). S'agissant du raffinage du pétrole et cokéfaction, le regain de la production a permis de réduire en effet les importations de ces produits pour plus de 200 milliards de FCFA, ce qui a négativement impacté les activités de commerce. Toutefois, cette performance a été bridée par l'incendie survenu dans l'unique raffinerie du pays en 2019.

En revanche, le CAHT a augmenté, essentiellement dans les branches « Construction » (+20,4%), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (+18,8%), « Transport et entreposage » (+6,3%), « Activités fournies principalement aux entreprises » (+5,9%), « Agriculture » (+5,7%), « Activité d'information et de télécommunications » (+0,7%) et « Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules » (+0,4%).

La bonne performance de la branche « Construction » est liée à la poursuite des investissements publics en liens avec les projets structurants et des chantiers relatifs à l'organisation des compétitions sportives continentales, à l'instar du CHAN 2020 et de la CAN 2022. De plus l'embellie de cette branche d'activité s'est répercutée sur la production des entreprises de cimenteries qui a cru de +1,7% entre 2018 et 2019.

Tableau 2-2: Structure du chiffre d'affaires hors taxes par branches d'activités en 2019

Branche d'activité	Poids de la branche dans le CAHT en 2019 (en %)	Variation du CAHT de 2018 à 2019 (en %)
Chiffre d'affaires global	100,0	+0,8
Dont principales branches		
Agriculture	2,3	+5,7
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	5,2	-2,3

Source : INS/Base des données des DSF

Industrie de boissons	4,7	-3,3
Raffinage du pétrole et cokéfaction	5,3	-15,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,6	-5,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	4,5	+18,8
Construction	6,3	+20,4
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	27,6	+0,4
Transport et entreposage	6,2	+6,3
Activité d'information et de télécommunications	7,3	+0,7
Activités financières et d'assurance	8,3	-7,9
Activités fournies principalement aux entreprises	2,9	-16,4

Source : INS/Base des données des DSF

Encadré 1 : Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de chiffre d'affaires

En 2019, le chiffre d'affaires des 15 premières entreprises camerounaises en termes de chiffre d'affaires baisse de 2,6%.

Malgré la baisse de son chiffre d'affaires, la Société Nationale de Raffinage (SONARA) conserve son rang de première entreprise. Nonobstant un léger repli, TOTAL CAMEROUN gagne deux (+2) places pour se situer à la deuxième position, tandis que la Société Générale du Cameroun et la SABC perdent chacune une place pour occuper respectivement la 3ème et la 4ème position. Les positions restent inchangées du 5ème au 8ème rang. Malgré la crise dans les régions anglophones, l'entreprise OLAM CAM bondit de 3 places pour se situer au 10ème rang.

Rang	Raison sociale	Sigle	Evolution par rapport à 2018
1	SOCIETE NATIONALE DE RAFFINAGE	SONARA	=
2	TOTAL CAMEROUN SA	TOTAL CAMEROUN SA	+2
3	SOCIETE GENERALE CAMEROUN	SG CAMEROUN	-1
4	SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN	SABC	-1
5	ENERGY OF CAMEROON	ENEO	=
6	TRADEX	TRADEX	=
7	ORANGE CAMEROUN S.A	ORANGE	=
8	MTN CAMEROON S.A	MTN CAMEROON S.A	=
9	PERENCO CAMEROON SA	PERENCO CAMEROON SA	=
10	OLAM CAM SA	OLAM CAM SA	+3
11	CONGELCAM S.A	CONGELCAM S.A	-1
12	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DU COTON	SODECOTON	=
13	ADDAX PETROLEUM CAMEROON COMPANY SA	APCC SA	+3
14	CAMEROON TELECOMMUNICATIONS	CAMTEL	+1
15	PERENCO RIO DEL REY	PRDR	-4

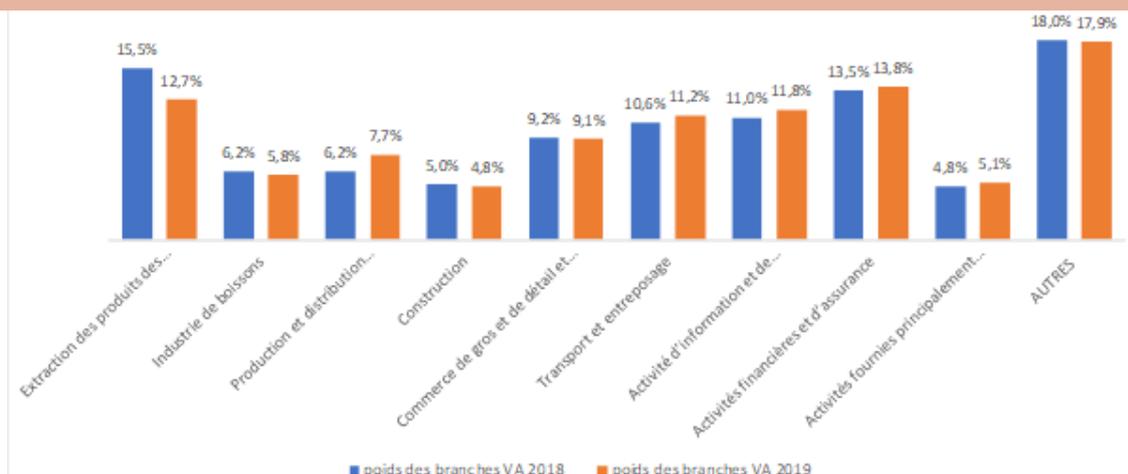
Source : INS/Base des données des DSF

2. 1. 2- Evolution de la valeur ajoutée de gestion

La valeur ajoutée de gestion représente la richesse créée par l'entité du fait de son activité. Elle est mesurée en prenant en compte les subventions nettes des impôts et taxes, ce qui correspond à la notion de valeur ajoutée au coût des facteurs.

Cette sous-section s'intéresse d'une part à la structure de la valeur ajoutée (graphique 2-2), et d'autre part aux évolutions de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée (tableau 2-3).

Graphique 2-2 : Répartition de la valeur ajoutée par branches d'activités en 2018 et 2019, (en %)



Source : INS/Base des données des DSF

En 2019, tout comme en 2018, huit (08) branches d'activités génèrent plus de trois quart (77,2%) de la valeur ajoutée globale. Il s'agit notamment des branches : « Activités financières et d'assurance » (13,8%), « Extraction des hydrocarbures et autres produits énergétiques » (12,7%), « Activités d'information et de télécommunication » (11,8%), « Transport et entreposage » (11,2%), « Commerce de gros et de détail et réparation des véhicules » (9,1%),

« Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (7,7%), « Industries de boissons » (5,8%) et « Activités fournies principalement aux entreprises » (5,1%).

Le tableau 2-3 ci-après présente les variations de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée pour les principales branches d'activités, entre 2018 et 2019.

Tableau 2-3 : Evolution de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée (en %)

Branches d'activité	poids des branches VA 2019	evo VA 19-18	taux VA 2018	taux VA 2019
Valeur ajoutée globale	100,0	+5,9	24,5	25,7
Dont principales branches				
Agriculture	2,2	+54,2	16,6	24,2
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	12,7	-13,2	71,1	63,2
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,2	+8,7	32,3	30,8
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,2	-0,3	33,4	30,1
Industrie de boissons	5,8	-0,4	30,9	31,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	7,7	+31,2	39,5	43,6
Construction	4,8	+1,7	23,3	19,7
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	9,1	+4,9	8,1	8,5
Transport et entreposage	11,2	+12,8	44,2	46,9
Activité d'information et de télécommunications	11,8	+13,0	36,9	41,4

Activités financières et d'assurance	13,8	+8,4	36,4	42,8
Activités fournies principalement aux entreprises	5,1	+13,5	36,7	39,4

Source : INS/Base des données des DSF

En 2019, la valeur ajoutée de gestion it a crû de +5,9%. Cette évolution se caractérise par l'augmentation du volume d'activité avec unecroissance de +0,8 % du chiffre d'affaires, et l'amélioration de l'efficacité avec une hausse de 1,2 point du taux de valeur ajoutée. Cette évolution de la valeur ajoutée est toutefois contrastée selon les branches d'activité. L'on observe des contre-performances dans certains sous-secteurs, notamment industriels. Il s'agit des branches d'activité « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (-13,2%), « Industrie de boissons » et (-0,4%) et « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux » (-0,3%).

En revanche, d'autres branches d'activités connaissent une évolution positive de la valeur ajoutée : « Agriculture » (+54,2%), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne » (+31,2%), « Activités fournies principalement aux entreprises » (+13,5%), « Activité d'information et

de télécommunications » (+13,0%), « Transport et l'entreposage » (+12,8%) et « Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre » (+8,7%) et « Activités financières et d'assurance » (+8,4%), entre autres.

Le taux de valeur ajoutée est de 25,7% dans l'ensemble, contre 24,5 en 2018. Cela signifie que 100 FCFA de chiffre d'affaires génère 25,7 FCFA de valeur ajoutée de gestion, ce qu'on appelle aussi taux d'intégration. Certaines branches d'activités se distinguent par leur taux d'intégration très élevé.

Il s'agit en particulier de : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (63,2%), « Transport et entreposage » (46,9%), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne » (43,6%), « Activités financières et d'assurance » (42,8%), « Activité d'information et de télécommunications » (41,4%) et « Activités fournies principalement aux entreprises » (39,4%).

Encadré 2: Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de valeur ajoutée

En 2019, PERENCO RIO DEL REY est la première entreprise du Cameroun en termes de valeur ajoutée tout comme en 2018. La société MTN Cameroon SA décroche de deux places pour fermer le podium. La Société Anonyme des Brasseries du Cameroun a gardé la même position.

Rang	Raison Sociale	Evolution par rapport à 2018
1	PERENCO RIO DEL REY	=
2	SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN	=
3	ADDAX PETROLEUM CAMEROON COMPANY SA	+1
4	ENERGY OF CAMEROON	-1
5	CAMEROON TELECOMMUNICATIONS	=
6	MTN CAMEROON S.A	+2
7	PERENCO CAMEROON SA	-1
8	ORANGE CAMEROUN S.A	-1
9	SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRANSPORT DE L'ELECTRICITÉ	Nouvelle
10	SOCIETE GENERALE CAMEROUN	-2
11	CAMEROON OIL TRANSPORTATION COMPANY	=
12	AFRILAND FIRST BANK	=
13	SCB CAMEROUN	-1
14	SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES	=
15	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR LE CREDIT	=

Source : INS/Base des données des DSF

2.2- Evolution des profits

L'évolution des profits est analysée à travers l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE), le Partage de la Valeur Ajoutée et le Résultat Net (RN).

2. 2. 1- Evolution de l'excédent brute d'exploitation

En 2019, l'excédent brut d'exploitation a crû de +9,2%, grâce au dynamisme de la Valeur ajoutée (+5,9%) qui a pu contenir la hausse des charges de personnel (+1,6%).

Tableau 2-4 : Evolution (%) de l'excédent brut d'exploitation et des charges de personnel par branches d'activités entre 2018 et 2019

	poids branche EBE 2019	taux EBE 2018	taux EBE 2019	evo VA19- 18	evo EBE 19-18	Evolution des CP entre 2018 et 2019 (en %)
ENSEMBLE	100,0	13,5	14,6	+5,9	+9,2	+1,6
Dont Principales branches d'activité						
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	18,3	59,4	51,9	-13,2	-14,7	-5,8
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,1	16,1	16,9	+8,7	+19,6	-2,2
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,5	22,1	19,6	-0,3	-2,1	+3,1
Industrie de boissons	6,0	18,6	18,6	-0,4	-3,3	+4,0
Fabrication de produits minéraux non métalliques	1,7	14,1	12,5	-7,4	-10,0	-2,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	9,2	24,7	29,8	+31,2	+43,3	+10,9
Construction	3,7	11,1	8,6	+1,7	-7,2	+9,8
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	9,6	4,6	5,1	+4,9	+11,4	-3,6
Transport et entreposage	10,7	23,1	25,4	+12,8	+17,0	+6,6
Activité d'information et de télécommunications	12,5	20,0	24,9	+13,0	+25,5	-1,8
Activités financières et d'assurance	16,9	25,3	29,9	+8,4	+8,8	+7,3
Activités immobilières	0,9	49,1	62,0	+30,5	+48,8	-7,2
Activités fournies principalement aux entreprises	2,9	9,1	12,7	+13,5	+47,5	+2,4

Source : INS/Base des données des DSF

Cette évolution positive de l'EBE est consécutive, malgré la contreperformance des activités « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques », à une progression significative dans les branches d'activité « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné », « Activité d'information et de télécommunications », « Transport et entreposage », « Activités financières et d'assurance » et « Activités fournies principalement aux entreprises ».

Par ailleurs, l'évolution de l'EBE au sein des branches d'activité semble parfaitement corrélée à la

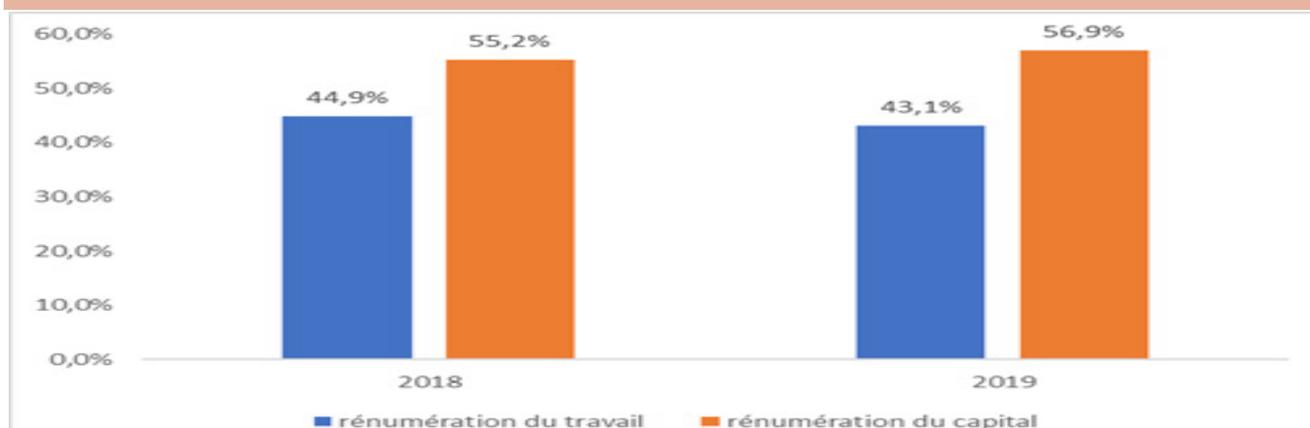
Valeur ajoutée.

L'activité d'exploitation des entreprises est davantage bénéficiaire en 2019 . En effet le taux de marge brute d'exploitation s'est établi à 14,6%, soit un gain de 1,1 point par rapport à 2018. Par branche d'activités, cette hausse est perceptible dans les branches « Activités immobilières » (+12,9 points de pourcentage), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (+ 5,1), « Activité d'information et de télécommunications » (+4,9 points) et « Activités financières et d'assurance » (+ 4,6 points).

2. 2. 2- Partage de la valeur ajoutée

Du point de vue comptable, la valeur ajoutée de gestion se répartit entre la rémunération du facteur travail (charges du personnel) et la rémunération du facteur capital (excédent brut d'exploitation ou marge opérationnelle). Le graphique 2-4 montre l'évolution du partage de la VA globale en 2018 et 2019.

Graphique 2.4 : Évolution du partage de la valeur ajoutée en 2018 et 2019, (en %)



Source : INS/Base des données des DSF

En 2019, le taux de rémunération du capital (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) s'élève à 56,9%, soit 1,7 point de plus par rapport à 2018. Pour ce qui est de la rémunération du travail, la part des dépenses de personnels dans la valeur ajoutée est en net recul et s'élève à 43,1% en 2019 contre 44,9% en 2018.

En 2019, les branches pour lesquelles la part de l'EBE dans la valeur ajoutée est supérieure à la moyenne

sont : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (82,2%), « Activités financières et d'assurance » (69,8%), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (68,3%) et « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux » (65,0%). Ces branches se distinguent ainsi comme les plus inégalitaires dans la répartition de la richesse.

Tableau 2-5: Evolution du taux de marge des entreprises entre 2018 et 2019

	poils branche EBE 2019 (%)	Evolution EBE 19-18 (%)	EBE/VA (en %)2018	EBE/VA (en %)2019
ENSEMBLE	100,0	9,2	55,2	56,9
Dont Principales branches d'activité				
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	18,3	-14,7	83,6	82,2
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,1	19,6	49,8	54,8
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,5	-2,1	66,1	65,0
Industrie de boissons	6,0	-3,3	60,3	58,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	1,7	-10,0	62,9	61,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	9,2	43,3	62,5	68,3
Construction	3,7	-7,2	47,8	43,6
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	9,6	11,4	56,5	60,1
Transport et entreposage	10,7	17,0	52,2	54,2
Activité d'information et de télécommunications	12,5	25,5	54,2	60,2
Activités financières et d'assurance	16,9	8,8	69,5	69,8
Activités immobilières	0,9	48,8	67,3	76,7
Activités fournies principalement aux entreprises	2,9	47,5	24,7	32,1

Source : INS/Base des données des DSF

2. 2. 3- Evolution du résultat net

En 2019, le résultat net pour l'ensemble des entreprises est excédentaire, après avoir été déficitaire en 2018. Il se dégage une marge bénéficiaire nette de 0,6%.

Dans le détail, quatorze (14) branches d'activité dégagent des profits (RN positif) en 2019, contre seize (16) en 2018. Parmi elles, onze (11) qui avaient déjà un résultat positif en 2018 l'ont amélioré en 2019, à l'exception de « Agriculture », « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » et « Activités éducatives ». Par ailleurs, l'évolution du Résultat net au sein des branches d'activité semble assez bien corrélée à la marge bénéficiaire nette, que le chiffre d'affaires ait augmenté ou non.

Le Résultat net est déficitaire dans la majorité des branches d'activité, en l'occurrence trois principales d'entre elles « commerce de gros et de détail et réparation des véhicules », « transport et entreposage » et « production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques ».

Dans la branche « Commerce de gros et de détails et réparation de véhicules », les résultats

négatifs de cette branche sont essentiellement le fait de certaines unités économiques, notamment les entreprises OLAM CAM SA, CORLAY CAMEROUN SA, SOCIETE QUIFEUROU CAMEROUN, SOCIETE FOKOU FOBERD SARL, OLA ENERGY CAMEROUN, STE CAMDA SA, SONAM CAMEROUN LTD SARL, SMT CAMEROUN S.A, FAKOCO SARL, STE BIA CAMEROUN SA, FRICA FOOD DISTRIBUTION SA, AGRO PRODUCE MANAGEMENT SERVICES LIMITED, 3C CAMEROUN et LOUIS DREYFUS COMMODITIES CAMEROUN, dont les pertes cumulées se chiffrent à plus de 25 milliards de FCFA en 2019.

Ensuite, dans la branche « Transport et entreposage » : Les entreprises CAMAIR-CO, KRIBI CONTENEURS TERMINALS (KCT), BOLLORE TRANSPORT LOGISTICS CAM, CAMRAIL, FOKA TRANSPORT AND SHIPING COMPANY, et DELTA TRANSPORT enregistrent une perte cumulée de 31 milliards de FCFA en 2019.

Enfin, les entreprises HEVEA CAMEROUN, SUD CAMEROUN HEVEA et PLASTICAM SA de la branche « production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques » totalisent, à elles seules, des pertes de l'ordre de 15 milliards de FCFA en 2019.

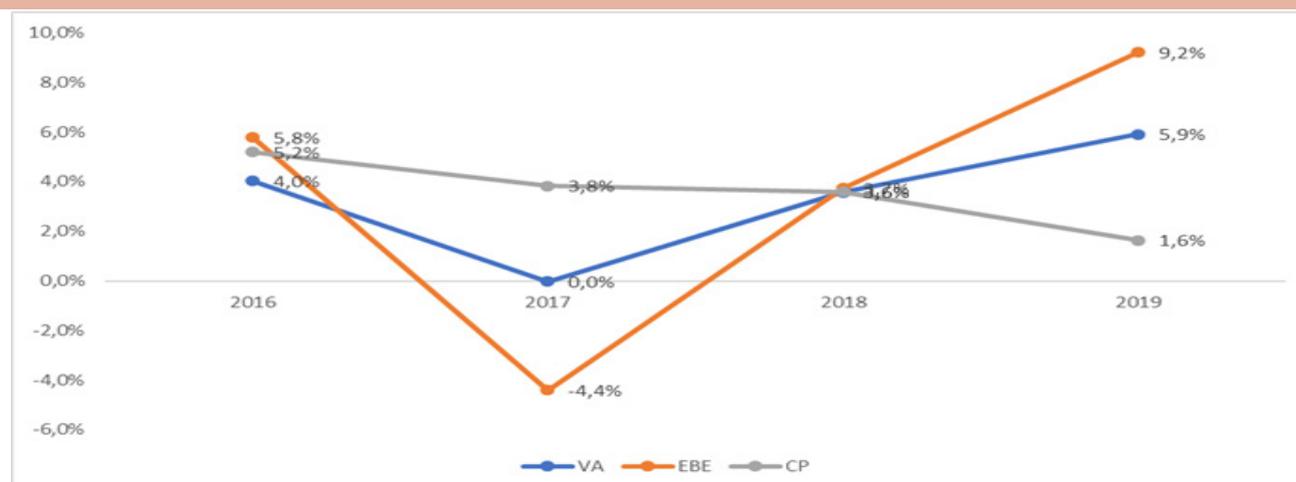
Tableau 2-6: Evolution du résultat net, par branche d'activité entre 2018 et 2019

	signe RN en 2018	signe RN en 2019	Évolution résultat net de 2018 à 2019 (en %)
Agriculture	+	+	-58,5
Elevage et chasse	+	+	74,3
Sylviculture et exploitation forestière	+	-	-177,5
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	+	+	2,7
Extraction des minerais	-	-	-1443,5
Industrie de la viande et du poisson	+	+	14,2
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-	+	105,7
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	-	-	95,4
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	+	+	5,5
Fabrication de produits à base de céréales	-	-	-120,3
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-	-	-164,9
Industrie de boissons	+	+	68,9
Industries du textile et de la confection	-	-	20,1
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-	-	57,8
Industries du bois sauf fabrication des meubles	-	-	-234,8
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	-	-	-1,0
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-	-	-34,6
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	-	-	24,3
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-	-	-85,9

	signe RN en 2018	signe RN en 2019	Évolution résultat net de 2018 à 2019 (en %)
Fabrication de produits minéraux non métalliques	+	-	-428,0
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-	-	-64,1
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	+	-	-137,7
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-	-	-2,5
Réparation et installation des machines et équipements	-	-	46,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	+	+	-27,4
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	+	-	-107,1
Construction	+	-	-334,9
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	-	+	150,8
Hébergement et restauration	-	-	-257,6
Transport et entreposage	+	+	47,1
Activité d'information et de télécommunications	-	-	48,3
Activités financières et d'assurance	+	+	97,8
Activités immobilières	-	+	109,4
Activités fournies principalement aux entreprises	+	+	85,1
Activités éducatives	+	+	-7,1
Activité pour la santé humaine et action sociale	-	-	11,6
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-	-	51,0
ENSEMBLE	-	+	1032,4

Source : INS/Base des données des DSF

Graphique 2-5: Evolutions des taux de croissance de la VA, de l'EBE et du RN, de 2016 à 2019



Source : INS/Base des données des DSF

Le graphique précédent montre une inflexion dans l'évolution de la VA, de l'EBE et du RN en 2017. La valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation évoluent de manière synchrone et apposée au résultat net.

Tableau 2-7 : Evolution (%) du taux de marge nette entre 2018 à 2019 des branches à résultat positif en 2019.

	Poids dans le CAHT en 2019 (%)	profitabilité 2017 (%)	profitabilité 2018 (%)	profitabilité 2019 (%)
Agriculture	2,3	-2,5	1,6	0,6
Sylviculture et exploitation forestière	1,44	-3,5	10,3	-7,7
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	5,2	21,3	17,4	18,3
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	1,58	-7,6	-2,4	0,1
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	1,84	1,5	-4,4	-0,2
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	1,89	5,0	7,0	6,7
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	0,97	-19,0	-4,0	-8,8
Industrie de boissons	4,7	3,5	3,8	6,6
Industries du bois sauf fabrication des meubles	1,22	3,9	-1,5	-5,7
Raffinage du pétrole et cokéfaction	5,3	-4,9	-12,5	-20,0
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	1,22	-7,1	-8,2	-6,2
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,76	-6,7	-8,2	-17,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	1,98	2,5	0,4	-1,2
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	2,6	-4,5	-5,7	-9,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	4,5	7,1	8,5	5,2
Construction	6,3	0,6	0,8	-1,5
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	27,6	-0,4	-1,0	0,5
Transport et entreposage	6,2	6,9	6,1	8,4
Activité d'information et de télécommunications	7,3	-1,4	-12,5	-6,4
Activités financières et d'assurance	8,3	4,5	4,7	10,2
Activités fournies principalement aux entreprises	3,4	6,	0,6	1,1
ENSEMBLE	100,0	1,3	-0,1	0,6

Source : INS/Base des données des DSF

Dans ce chapitre, la rentabilité des entreprises est analysée au travers de quatre (04) ratios, à savoir le rendement économique la rentabilité économique, la rentabilité des ressources stables, et la rentabilité financière .

3.1- Rendement économique

Hausse du Rendement Économique(RE) en 2019

En 2019, le rendement économique, pour l'ensemble des entreprises, a continué de s'améliorer, s'établissant à 8,1% après 7,4% en 2018 et 6,4% en 2017. Ce taux global se situe dans la tranche intermédiaire et cela depuis au moins cinq (05) années. tions Brutes (IB).

Encadré 3: Définition et interprétation du concept de rendement économique

Le ratio de Rendement Économique(RE)est un indicateur de performance financier clef d'une entreprise. Il rapporte l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) aux Immobilisations brutes et peut se décomposer de la manière suivante :La première composante est le taux de marge brute d'exploitation (MARGEB) qui est le rapport entre l'Excédent Brut d'Exploitation et le Chiffre d'affaires hors taxes. La seconde composante est le taux de rotation du capital immobilisé (ROT) qui rapporte le Chiffre d'affaires hors taxes sur les immobilisations brutes. Ainsi, on obtient $RE=M \cdot R$

D'un point de vue statique, Le Rendement Économique (RE) peut être jugé favorable ou non selon le découpage suivant :

- $RE < 0$, dans ce cas l'entreprise subit des pertes opérationnelles ;
- $0 \leq RE < 5\%$, rendement jugé faible ;
- $5\% \leq RE < 10\%$, zone d'incertitude (ou intermédiaire) ;
- $RE \geq 10\%$, rendement jugé favorable (ou élevé).

Graphique 3-1: Evolutions du rendement économique (%)



Source : INS/Base des données des DSF

3.1.1 Les branches à rendement économique négatif

Des charges élevées brident la performance dans six (06) branches d'activité.

Les six (06) branches d'activité, renseignées dans le tableau 3-1, présentent un rendement économique négatif en 2019, contre sept (7) en 2018. La quasi-totalité de ces branches d'activité, à l'exception de « Industries du textile et de la confection » ; « Réparation et installation des machines et équipements », affiche une rentabilité économique structurellement négative depuis 2017, particulièrement les entreprises de l'« Industries du cuir et fabrication des chaussures » et de la « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. ». Cette situation est imputable aux charges de personnels plus élevées que la valeur ajoutée générée,

occasionnant un déficit de profit situé entre 1% et 13% des immobilisations brutes.

La branche d'activité « Industries du textile et de la confection » a d'affiché pour la seconde fois depuis 2013, un résultat déficitaire de 6% des immobilisations, après celui de 9% en 2018. Cette situation s'explique par des difficultés éprouvées par la Cotonnière Industrielle du Cameroun (CICAM), qui fait face à une forte concurrence des importations en provenance du Nigéria, d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest et de la Chine.

Tableau 3-1 : Branches à rendement économique négatif (en %)

branche	EBE/IB 2015	EBE/IB 2016	EBE/IB 2017	EBE/IB 2018	EBE/IB 2019
Industries du textile et de la confection	2,2	1,1	7,5	-8,5	-5,7
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-5,3	-0,7	-5,2	-1,7	-2,1
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,0	-1,7	-3,6	-6,5	-5,1
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-19,2	-13,5	-3,2	-6,7	-13,1
Réparation et installation des machines et équipements	-1,1	-1,0	0,7	-8,5	-1,0
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	1,3	1,1	-4,2	-0,3	-10,0

Source : INS/Base des données des DSF

3.1.2 Les branches à rendement économique faible

Les branches à faible rendement économique sont celles dont ledit rendement, positif, est inférieur à 5%. Treize (13) branches d'activité se retrouvent dans cette situation, et ce comme en 2018, à l'exception de « Industries du bois sauf fabrication des meubles », précédemment dans la catégorie RE intermédiaire.

L'on peut regrouper ces branches d'activités en trois (03) catégories, basées sur la décomposition comptable faisant apparaître la marge bénéficiaire nette et le taux de rotation de l'actif, comme facteurs explicatifs du rendement économique.

Tableau 3-2: Branches à rendement économique négatif (en %)

N° 1	Définition de la catégorie	Branches d'activité concernées	Observations
1	Faible marge d'exploitation en dépit d'un taux de rotation de l'actif supérieur à la moyenne.	<ul style="list-style-type: none"> Agriculture Industrie de la viande et du poisson Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux 	L'Agriculture renoue avec les profits en 2019 après la perte observée en 2018. Cette amélioration est due à une hausse des subventions d'exploitation qu'ont bénéficié certaines entreprises de cette branche, notamment la CDC et le PAMOL.

N°1	Définition de la catégorie	Branches d'activité concernées	Observations
2	Faible taux de rotation de l'actif malgré une marge d'exploitation au-dessus de la moyenne.	<ul style="list-style-type: none"> • Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques ; • Hébergement et restauration, • Activités immobilières • Activités éducatif 	La branche Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques a recommencé à être rentable à partir 2018, après des pertes réalisées en 2016 et 2017 débouchant à des rentabilités négatives. La branche «», quant à elle, enregistre une marge d'exploitation élevée (62,0%). Toutefois, le chiffre d'affaires réalisé par la branche demeure faible pour couvrir l'actif immobilisé ; ceci est traduit par le taux de rotation de l'actif égal à 5,3.
	Faible marge d'exploitation et faible taux de rotation de l'actif.	<ul style="list-style-type: none"> • Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets ; • Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques, • Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton imprimerie et reproduction 	Dans la Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques, on note une faible rentabilité en repli depuis 2016 (4,5% en 2019 et 2,6% en 2018).

Tableau 3-3: Branches à rendement économique faible (en %)

branche	MARGE BENEFICIAIRE	ROTATION ACTIF	RENDEMENT	MARGE	ROTATION ACTIF	RENDEMENT
Agriculture	-6,5	6,5	-3,0	5,0	44,8	2,2
Extraction des minerais	9,6	74,2	7,1	5,0	76,5	3,8
Industrie de la viande et du poisson	-2,4	10,0	-0,2	5,4	10,7	0,6
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	8,0	102,3	8,2	3,7	114,7	4,2
Industries du bois sauf fabrication des meubles	8,9	79,2	7,0	5,4	70,3	3,8
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	4,8	49,5	2,4	5,0	48,8	2,5
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	5,4	48,5	2,6	6,0	74,3	4,5
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	15,3	28,5	4,3	8,1	24,8	2,0
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	2,8	60,7	1,7	1,3	56,4	0,7
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	17,4	8,7	1,5	9,0	7,7	0,7
Hébergement et restauration	14,4	19,4	2,8	13,9	17,1	2,4
Activités immobilières	49,1	4,8	2,3	62,0	5,3	3,3
Activités éducatives	15,8	24,4	3,9	8,0	40,8	3,3

Source : INS/Base des données des DSF

3.1.3 Les branches à rendement économique intermédiaire

Dans cette catégorie, l'on retrouve douze (12) branches d'activité dont huit (08) avec un classement en matière de seuils du rendement économique inchangé. Par contre, la branche d'activité « Travail des grains et fabrication des produits amylacés » est passé de la catégorie RE faible en 2018 à RE

intermédiaire en 2019.

En outre, les branches d'activité « Construction » ; « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a », qui en 2018 présentaient un RE élevé, ont rétrogradé à la catégorie RE intermédiaire en 2019.

Tableau 3-4: Branches à rendement économique intermédiaire (en %)

branche	MARGE BENEFICIAIRE	ROTATION ACTIF	RENDEMENT	MARGE	ROTATION ACTIF	RENDEMENT
Sylviculture et exploitation forestière	5,9	87,3	5,1	6,5	77,2	5,0
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	59,4	19,7	11,7	51,9	18,9	9,8
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	1,0	109,8	1,1	6,7	103,7	6,9
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	16,1	48,9	7,8	16,9	55,6	9,4
Fabrication de produits à base de céréales	6,2	140,4	8,7	4,0	129,6	5,2
Fabrication de produits minéraux non métalliques	14,1	63,1	8,9	12,5	60,0	7,5
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	6,0	200,3	12,0	3,6	186,5	6,7
Construction	11,1	104,7	11,7	8,6	112,3	9,6
Transport et entreposage	23,1	25,8	6,0	25,4	28,5	7,2
Activité d'information et de télécommunications	20,0	28,4	5,7	24,9	29,3	7,3
Activités fournies principalement aux entreprises	9,1	71,9	6,5	12,7	74,7	9,5
Activité pour la santé humaine et action sociale	9,4	66,5	6,3	9,5	61,0	5,8
ENSEMBLE	13,5	55,0	7,4	14,6	55,3	8,1

Source : INS/Base des données des DSF

3.1.4 Les branches à rendement économique élevé

Dans cette catégorie se situe, en 2019, six (06) branches d'activité contre sept (07) en 2018. Cinq branches d'activité sur les six présentent un classement en matière de seuils du rendement économique inchangé.

Par contre la branche d'activité « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne » est passée de la catégorie RE intermédiaire avec un taux de 7,9% l'année 2018, à RE élevé avec un taux de 11,0% en 2019.

Tableau 3-5: Branches à rendement économique élevé (en %)

branche	MARGE BENEFICIAIRE	ROTATION ACTIF	RENDEMENT	MARGE	ROTATION ACTIF	RENDEMENT ECONOMIQUE
Elevage et chasse	24,5	79,4	19,5	23,8	97,0	23,1
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	22,1	52,0	11,5	19,6	55,4	10,8
Industrie de boissons	18,6	61,3	11,4	18,6	58,1	10,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	24,7	31,8	7,9	29,8	36,8	11,0
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	4,6	271,8	12,4	5,1	302,9	15,4
Activités financières et d'assurance	25,3	83,5	21,1	29,9	70,4	21,1

Source : INS/Base des données des DSF

3.2 -Rentabilité des ressources stables

Hausse de la rentabilité des ressources stables en 2019

Dans l'ensemble, en 2019 le ratio de la rentabilité des ressources stables des entreprises continue de se redresser, franchissant la barre de 25%, après 23,2% en 2018 et 21,0% en 2017.

Graphique 3-2: Evolution de la rentabilité des ressources stables de 2015 à 2019



Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau 3-6 ci-dessous présente les branches d'activité à rentabilité des ressources stables négative en 2019. Cette contreperformance est due aux pertes enregistrées (excédent brut d'exploitation négatif) ou aux ressources stables inférieures aux immobilisations financières.

Les ressources stables nettes des immobilisations financières lorsqu'elles sont négatives, le ratio obtenu n'est pas significatif et il est renseigné

entre parenthèses. En 2019, cinq (05) branches se retrouvent dans cette situation et sont majoritairement le secteur secondaire : « Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires » ; « Industries du textile et de la confection » ; « Industries du cuir et fabrication des chaussures » ; « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » et « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles ».

Tableau 3-6: Rentabilité négative des ressources stables des branches en 2019 (en %)

branche	EBE/ RESSOURCE ST NET 2015	EBE/ RESSOURCE ST NET 2016	EBE/ RESSOURCE ST NET 2017	EBE/ RESSOURCE ST NET 2018	EBE/ RESSOURCE ST NET 2019
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	7,5	25,4	-254,2	151,9	-155,9
Industries du textile et de la confection	29,3	14,5	54,1	-337,5	-180,2
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-68,8	-17,5	-278,8	2749,5	-42,2
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	217,0	126,4	4,3	-103,0	-41,7
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	13,6	12,7	-18,2	-1,5	-57,1

Source : INS/Base des données des DSF

Quatre (04) branches d'activité affichent en 2019 un EBE qui couvre largement les ressources stables nettes, c'est-à-dire une rentabilité supérieure à 100%. Il s'agit « Elevage et chasse », « Fabrication de produits à base de céréales », « Raffinage du pétrole et

cokéfaction » et « Construction ». Si cela ne surprend guère pour trois d'entre elles, pour la branche d'activité « Raffinage du pétrole et cokéfaction » il s'agit d'un retournement de situation.

Tableau 3-7: Rentabilité positive des ressources stables des branches en 2019 (en %)

branche	EBE/ RESSOURCE ST NET 2015	EBE/ RESSOURCE ST NET 2016	EBE/ RESSOURCE ST NET 2017	EBE/ RESSOURCE ST NET 2018	EBE/ RESSOURCE ST NET 2019
Agriculture	-8,5	-13,2	8,2	-12,7	12,0
Elevage et chasse	48,5	68,2	86,4	114,1	122,5
Sylviculture et exploitation forestière	59,8	29,1	13,2	23,3	26,5
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	9,7	29,5	34,2	52,0	43,5
Extraction des minerais	5,3	21,7	10,3	23,6	16,8
Industrie de la viande et du poisson	-2,9	-2,8	-14,2	-0,3	0,8
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	17,6	12,9	-10,7	6,2	25,9
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	20,2	19,6	18,8	17,2	21,4
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	17,5	19,0	28,5	26,4	26,2
Fabrication de produits à base de céréales	-168,4	-181,5	-143,7	223,5	778,3
Industrie de boissons	28,0	29,6	23,7	32,4	29,8
Industries du bois sauf fabrication des meubles	18,8	19,3	25,5	24,2	14,3
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	6,1	15,7	8,3	8,3	8,3
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,2	36,0	49,4	-238,1	198,0
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	13,9	14,9	8,8	11,3	10,1
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	5,5	-0,7	-2,3	7,1	3,3
Fabrication de produits minéraux non métalliques	13,6	17,1	20,0	17,5	17,2
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-45,6	-28,0	18,8	7,2	4,1
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-1008,1	-936,0	1306,1	31,0	54,0
Réparation et installation des machines et équipements	-2,6	-3,1	3,1	-184,7	12,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	6,7	12,5	11,4	20,0	25,5
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	2,6	1,6	0,9	1,8	0,8
Construction	775,3	308,5	-274,6	297,3	147,0
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	102,8	66,2	40,7	36,9	34,4
Hébergement et restauration	30,4	21,3	14,2	8,9	7,8
Transport et entreposage	18,8	20,2	19,5	25,5	27,8
Activité d'information et de télécommunications	24,3	17,8	19,4	18,3	23,6
Activités financières et d'assurance	43,5	33,5	44,7	39,5	52,7
Activités immobilières	4,5	3,7	5,3	6,1	6,8
Activités fournies principalement aux entreprises	42,9	31,0	24,4	35,8	41,6
Activités éducatives	8,7	8,6	8,8	5,6	5,4
Activité pour la santé humaine et action sociale	-5,4	-4,6	-4,4	22,4	23,4
ENSEMBLE	21,6	21,1	21,0	23,2	25,1

Source : INS/Base des données des DSF

Pour la majorité des branches d'activité, la rentabilité des ressources stables est inférieure à 100% (33 branches sur 38). Parmi celles-ci certaines branches d'activités se distinguent par leur performance qui se situe au dessus de la moyenne des entreprises. Il s'agit des quatorze (14) branches suivantes :

- Sylviculture et exploitation forestière (26,5%)
- Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques (43,5%) ;
- Travail des grains et fabrication des produits amylacés (25,9%)
- Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux (26,2%) ;
- Industrie de boissons (29,8%) ;
- Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. (54,0%) ;
- Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné (25,5%)
- Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules (34,4%) ;
- Activités financières et d'assurance (52,7%)
- Activités fournies principalement aux entreprises (41,6%).

3.3- Rentabilité économique

A la différence du rendement économique, la rentabilité économique est le rapport de l'Excédent Brut d'Exploitation sur l'actif économique, qui est la somme des immobilisations brutes et du besoin en fonds de roulement. La distinction se situe donc dans la prise en compte du besoin en fonds de roulement, mais les mêmes seuils ainsi que la décomposition comptable entre marge bénéficiaire et taux de rotation restent valable pour l'analyse.

En 2019, la rentabilité économique a fluctué à la baisse, s'établissant à 8,1%, après 8,8% en 2018 et 7,0% en 2017. Ce fléchissement est imputable à la baisse de la rotation de l'actif économique, malgré l'amélioration de la marge brute bénéficiaire. La rentabilité économique globale se situe dans la tranche intermédiaire et cela depuis au moins cinq (05) années.

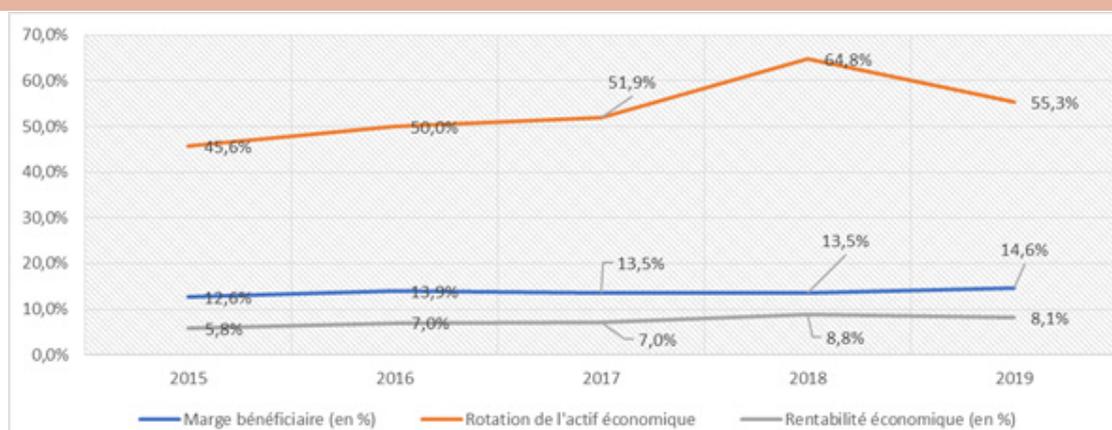
Tableau 3-8: Décomposition de la rentabilité économique

	2017	2018	2019
Marge brute bénéficiaire (en %)	13,5	13,5	14,6
Rotation de l'actif économique*	0,52	0,65	0,55
Rentabilité économique (en %)	7,0	8,8	8,1

Source : INS/Base des données des DSF

*La rotation de l'actif est désormais mesurée en unité et non en pourcentage comme dans les précédentes éditions. Ainsi un taux de rotation de 0,52 correspond à 52 dans les publications antérieures.

Graphique 3-3: Décomposition de la rentabilité économique



Source : INS/Base des données des DSF

3.3.1 Branches à la rentabilité économique négative

Des charges élevées brident la performance dans sept (7) branches d'activité.

Les sept (07) branches d'activité, renseignées dans le tableau 3-9, présentent une rentabilité économique négative en 2019, contre huit (08) en 2018. Toutes ces branches d'activité affichent une rentabilité économique structurellement négative depuis 2017 à l'exception de « Industries du textile et de la confection » ; « Réparation et installation des machines et équipements ».

Tableau 3-9 : Branche à rentabilité économique négative(%)

branche	Rentabilité éco 2015	Rentabilité éco 2016	Rentabilité éco 2017	Rentabilité éco 2018	Rentabilité éco 2019
Industries du textile et de la confection	2,3	1,1	7,5	-9,8	-6,6
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-6,0	-0,7	-5,8	-1,9	-2,2
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,0	-3,8	-8,1	-10,1	-8,4
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-22,3	-15,4	-3,7	-12,2	-21,5
Réparation et installation des machines et équipements	-1,6	-1,3	1,1	-8,6	-1,2
Activités financières et d'assurance	4,5	65,5	-136,3	-157,9	-536,0
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	2,0	1,5	-9,8	-0,6	-23,5

Source : INS/Base des données des DSF

3.3.2 Branches à la rentabilité économique faible

Les branches à faible rentabilité économique sont celles dont ledit rendement positif est inférieur à 5%. Douze (12) branches d'activité se retrouvent dans cette situation.

Tableau 3-10 : Branche à rentabilité économique faible(%)

branche	Rentabilité éco 2015	Rentabilité éco 2016	Rentabilité éco 2017	Rentabilité éco 2018	Rentabilité éco 2019
Agriculture	-1,6	-3,2	2,1	-3,1	2,3
Extraction des minerais	1,3	3,7	2,8	7,9	4,8
Industrie de la viande et du poisson	-1,4	-1,3	-7,9	-0,2	0,6
Fabrication de produits à base de céréales	7,4	5,6	11,4	10,7	4,3
Industries du bois sauf fabrication des meubles	4,2	3,6	5,9	6,3	3,5
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	1,7	3,6	1,7	2,1	2,2
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	2,9	2,9	1,4	2,4	3,8
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	1,9	-0,3	-1,1	4,3	2,1
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-6,3	-3,3	2,4	1,7	0,8
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	2,1	1,1	0,6	1,4	0,7
Activités immobilières	2,3	1,7	2,4	2,6	3,5
Activités éducatives	4,5	3,6	5,0	4,0	3,4

Source : INS/Base des données des DSF

3.3.3 Branches à la rentabilité économique intermédiaire

Dans cette catégorie, l'on retrouve douze (12) branches d'activité dont huit (08) avec un classement en matière de seuils de rentabilité économique inchangé. Par contre, la branche d'activité « Travail des grains et fabrica-

tion des produits amylacés » est passé de la catégorie RE faible en 2018 à RE intermédiaire en 2019. Il en est de même de la branche d'activité « Hébergement et restauration ».

Tableau 3-11: Branche à rentabilité économique intermédiaire(%)

branche	Rentabilité éco 2015	Rentabilité éco 2016	Rentabilité éco 2017	Rentabilité éco 2018	Rentabilité éco 2019
Sylviculture et exploitation forestière	11,6	4,5	3,8	5,0	5,3
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	3,4	2,5	-1,8	1,0	7,0
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	6,5	6,9	7,3	6,8	8,3
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	1,7	2,7	-10,8	9,0	6,3
Fabrication de produits minéraux non métalliques	7,0	7,0	7,8	8,7	7,6
Hébergement et restauration	7,4	6,6	4,3	3,0	7,1
Transport et entreposage	6,6	4,9	4,9	5,9	7,0
Activité d'information et de télécommunications	8,3	11,9	7,8	7,0	8,8
Activités fournies principalement aux entreprises	19,0	9,7	7,1	6,5	9,3
Activité pour la santé humaine et action sociale	-1,1	-2,1	-0,8	7,8	7,0
ENSEMBLE	5,8	7,0	7,0	8,8	8,1

Source : INS/Base des données des DSF

3.3.4 Branches à la rentabilité économique élevée

Dans cette catégorie se situent, en 2019, huit (08) branches d'activité. Sept branches d'activité sur les huit présentent un classement en matière de seuils de rentabilité économique inchangé. Par contre la branche d'activité « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne » est passée de la catégorie Rentabilité économique intermédiaire avec un taux de 8,7% l'année 2018, à Rentabilité économique élevée avec un taux de 11,3% en 2019.

La branche d'activité « Construction » continue d'être plus rentable, grâce à un taux de rotation élevé de l'actif économique . Par ailleurs, elle profite de la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures routières, l'achèvement des travaux relatifs à la Coupe d'Afrique des Nations de 2021, ainsi que du dynamisme de construction des logements sociaux.

Tableau 3-12 : Branche à rentabilité économique élevée (%)

branche	Rentabilité éco 2015	Rentabilité éco 2016	Rentabilité éco 2017	Rentabilité éco 2018	Rentabilité éco 2019
Elevage et chasse	13,8	15,9	24,4	35,2	37,7
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	3,2	10,0	9,3	17,8	10,3
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	5,3	5,9	10,6	10,6	10,3
Industrie de boissons	7,5	8,1	8,6	11,7	11,2
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-14,1	-11,7	1,4	42,3	26,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	2,8	5,7	4,9	8,7	11,3
Construction	6,6	5,2	4,3	12,8	13,0
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	21,5	10,4	10,2	10,5	13,0

Source : INS/Base des données des DSF

3.4- Rentabilité financière des entreprises

Dans cette catégorie, l'on retrouve douze (12) branches d'activité dont huit (08) avec un classement en matière de seuils de rentabilité économique inchangé. Par contre, la branche d'activité « Travail des grains et fabrica-

tion des produits amylacés » est passé de la catégorie RE faible en 2018 à RE intermédiaire en 2019. Il en est de même de la branche d'activité « Hébergement et restauration ».

Encadré 4 : Analyse de la rentabilité financière

La rentabilité financière établit la capacité des capitaux investis par les actionnaires (capitaux propres) à dégager du profit. Ce ratio correspond dans la comptabilité de type anglo-saxon au « Return On Equity » en abrégé ROE.

Alors que le rendement économique évalue les performances de l'entreprise en termes économiques, la rentabilité financière détermine plutôt l'aptitude de l'entreprise à rémunérer le capital engagé. Elle est généralement scrutée par les actionnaires et associés, les analystes financiers et les investisseurs.

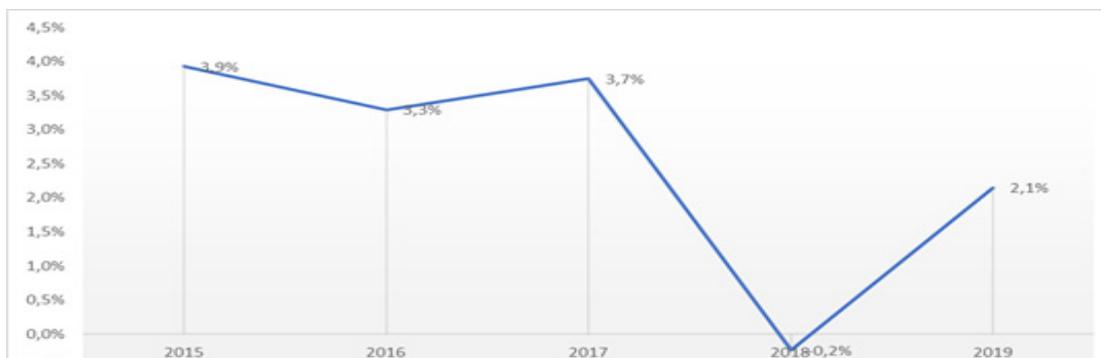
La rentabilité financière est évaluée par le ratio : Résultat Net / Capitaux propres. Elle a cependant l'inconvénient de ne pas permettre les comparaisons internationales puisqu'il n'est pas neutre par rapport au régime fiscal.

La rentabilité financière peut se décomposer de la manière suivante : (Résultat net)/(Capitaux propres) = (Résultat net)/(Chiffre d'affaires(HT)) × (Chiffre d'affaires(HT))/(Actif total) × (Actif total)/(Capitaux propres).

Ainsi cette décomposition traduit l'incidence sur la rentabilité financière :

- Du taux de marge nette bénéficiaire ;
- Du taux de rotation de l'actif total ;
- Du taux d'endettement.

Graphique 9 : Evolution de la rentabilité financière de 2015 à 2019



Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 3-13: Branche à rentabilité économique élevée

branche	2017	2018	2019
Marge nette bénéficiaire (en %)	1,3	-0,1	0,6
Rotation de l'actif total *	0,52	0,65	0,55
Endettement	1,1	1,3	1,3
Rentabilité financière (en %)	3,7	-0,2	2,1

Source : INS/Base des données des DSF

* La rotation de l'actif est désormais mesurée en unité et non en pourcentage comme dans les précédentes éditions. Ainsi un taux de rotation de 0,52 correspond à 52 dans les publications antérieures.

Sur les trente-sept (37) branches d'activité retenues, treize (13) dégagent des rentabilités négatives en 2019 (Tableau 19). En outre neuf (09) branches affichent des rentabilités non significatives du fait des capitaux propres négatifs, pour cette raison les ratios concernés sont exclus de l'analyse.

Parmi les treize branches d'activité à rentabilité financière négative, six (06) le sont en 2019 du fait de l'effritement des résultats en raison des pertes conjon-

turelles. Il s'agit notamment de l' « industrie du cacao, du café, du thé et du sucre » ; « Fabrication de produits à base de céréales » ; « Industries du bois sauf fabrication des meubles » et « Hébergement et restauration ».

Le reste des branches d'activité de ce groupe se caractérise par une contreperformance structurelle des entreprises depuis plus de trois (03) ans, qui sont dans l'incapacité de dégager des bénéfices suffisants pour assurer leur croissance.

Tableau 3-14 : Branches à rentabilité financière négative en 2019 (en %)

branche	RESULTAT NET /CP 2015	RESULTAT NET /CP 2016	RESULTAT NET /CP 2017	RESULTAT NET /CP 2018	RESULTAT NET /CP 2019
Extraction des minerais	-67,1	-63,6	-15,5	-0,7	-9,3
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	5,0	3,9	2,9	-8,7	-0,4
Fabrication de produits à base de céréales	23,1	28,2	3,6	-13,1	-30,5
Industries du bois sauf fabrication des meubles	2,9	7,2	17,2	-7,1	-30,7
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	-1,0	2,7	-15,2	-17,5	-20,4
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	-9,9	-12,7	-33,0	-34,5	-26,9
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-4,7	-4,1	-5,8	-8,5	-19,2
Fabrication de produits minéraux non métalliques	3,2	-9,6	6,2	0,9	-3,1
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-117,9	-63,3	-48,4	-49,7	-207,6
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	1,5	1,6	-0,4	2,0	-0,1
Hébergement et restauration	0,0	0,7	1,2	-1,3	-5,0
Activité pour la santé humaine et action sociale	-16,0	-15,2	-35,6	-12,0	-10,8
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-5,3	-5,1	-4,2	-22,1	-12,7

Source : INS/Base des données des DSF

ALUCAM, entreprise faisant partie de la branche d'activité « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux », est en difficulté de rentabilité depuis un certain temps. En 2019, elle a enregistré des pertes d'exploitation d'une dizaine de milliards, expliquées essentiellement par une baisse drastique du chiffre d'affaires de l'ordre de 29%. Cela a mécaniquement contribué à effriter les capitaux propres de cette branche d'activité.

Les entreprises filiales de téléphonie (VIETTEL, MTN et ORANGE) enregistrent des pertes cumulées de l'ordre de 90 milliards. Ceci peut s'expliquer par l'importance des services extérieurs dans les charges qui se chiffrent à 259

milliards en 2019, soit une augmentation de +16 milliards par rapport à 2018. Dans huit (08) branches d'activité, la rentabilité financière est faible, c'est-à-dire inférieure à 10 %. Il s'agit de « Agriculture » ; « Industrie de la viande et du poisson » ; « Travail des grains et fabrication des produits amylacés » ; « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » ; « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » ; « Activités immobilières » ; « Activités fournies principalement aux entreprises » et « Activités éducatives ». Toutes à l'exception de la branche d'activité « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné », se trouvaient dans ce même groupe en 2018.

Tableau 3-15: Branches à rentabilité financière positive en 2019 (en %)

branche	RESULTAT NET /CP 2015	RESULTAT NET /CP 2016	RESULTAT NET /CP 2017	RESULTAT NET /CP 2018	RESULTAT NET /CP 2019
Agriculture	-46,6	-41,1	-14,1	5,6	2,8
Elevage et chasse	-41,5	-60,6	24,9	8,5	18,3
Sylviculture et exploitation forestière	-8,8	-10,4	-36,7	215,8	2690,8
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	11,2	9,0	14,3	27,7	19,8

branche	RESULTAT NET /CP 2015	RESULTAT NET /CP 2016	RESULTAT NET /CP 2017	RESULTAT NET /CP 2018	RESULTAT NET /CP 2019
Industrie de la viande et du poisson	11,9	-11,8	-8,3	0,7	0,8
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-15,5	-29,7	-89,9	-39,4	1,2
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	5,7	2,1	8,7	10,3	10,5
Industrie de boissons	9,0	4,3	8,2	8,4	13,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-2,2	6,6	8,6	12,2	8,3
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	16,5	23,8	-4,8	-12,8	5,6
Transport et entreposage	11,6	12,7	9,9	9,7	12,7
Activités financières et d'assurance	25,7	1,9	9,7	11,3	22,5
Activités immobilières	-0,7	-2,3	-2,7	-3,8	0,3
Activités fournies principalement aux entreprises	11,8	18,2	14,7	1,3	2,2
Activités éducatives	3,1	3,0	1,4	1,3	1,3
ENSEMBLE	3,9	3,3	3,7	-0,2	2,1

Source : INS/Base des données des DSF

Ce chapitre présente un bilan de la situation de l'emploi permanent dans les entreprises modernes en 2019. Il comprend trois (03) sections. La première analyse la dynamique de l'emploi (section 4.1) ; la deuxième porte sur la productivité du travail (section 4.2) et enfin, la troisième analyse les charges de personnel (section 4.3).

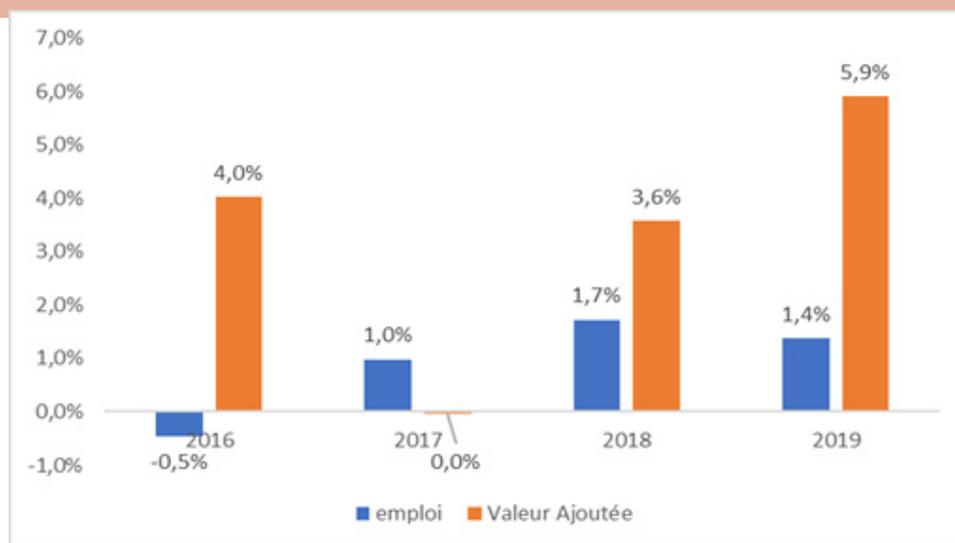
4.1- Evolution des emplois permanents

4.1.1 Evolution globale des emplois

De 2017 à 2019 l'emploi a été assez dynamique dans le secteur moderne avec une moyenne d'augmentation de +1,3%. En 2019 le taux d'accroissement des emplois a été de +1,4% soit

une décélération de 0,3 point par rapport à 2018. La dynamique de l'emploi ne semble pas toujours suivre celle de la création des richesses.

Graphique 4.1 : Variation comparée de l'emploi et de la valeur ajoutée dans le secteur moderne, de 2016 à 2019



Source : INS/Base des données des DSF

4.1.2 Evolution sectorielle des emplois permanents

En 2019, l'emploi a progressé dans le secteur primaire et secondaire tandis que dans le tertiaire l'on a plutôt assisté à une regression des emplois.

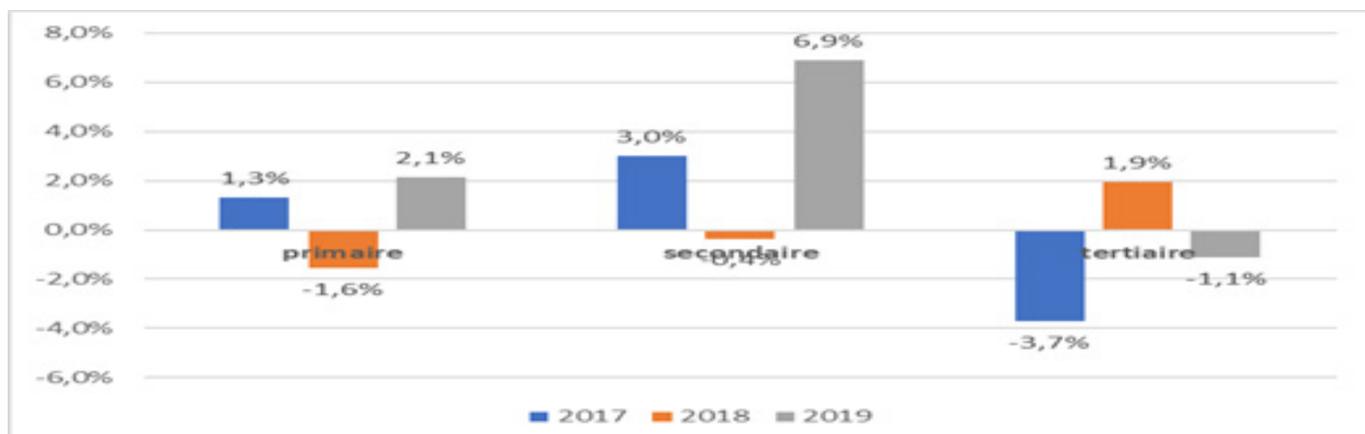
Concernant le secteur primaire, les emplois permanents ont fluctué à la hausse entre 2017 et 2019, avec une amplitude de -1,6% en 2018 et +2,1% en 2019. Cette situation est essentiellement imputable à la branche d'activité « Sylviculture et exploitation forestière » et « Elevage et chasse ».

Dans le secondaire, les emplois permanents ont également fluctué à la hausse, mais avec une amplitude plus forte soit -0,4% en 2018 et +6,9% en 2019. Le boom des emplois dans ce secteur résulte principalement des performances dans les branches d'activité « Extraction des minerais » (+14,4%), « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » (+9,0%); « Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre »

(+6,8%), « Réparation et installation des machines et équipements »(+6,8%), « Construction »(+5,4%), « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux » (+4,5%) et « Industrie de boissons »(+4,0%).

Enfin dans le tertiaire, les emplois ont plutôt fluctué à la baisse avec une moyenne de -1,0% sur les trois ans. En 2019 la diminution a été de -1,1%. Cette situation est imputable aux branches d'activité « Hébergement et restauration » (-17,4%), « Transport et entreposage » (-6,9%), « Activités financières et d'assurance » (-4,7%), « Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules » (-2,5%) et « Activités éducatives » (-1,3%). Toutefois, l'emploi s'est nettement améliorée dans les branches d'activité « Activité d'information et de télécommunications » (+23,8%), et « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles » (+4,8%) et « Activités fournies principalement aux entreprises » (+4,6%).

Graphique 4.2 : Evolution des emplois permanents des entreprises modernes par secteur d'activité, de 2016 à 2019



Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 4.1 : Evolution (en %) de l'emploi dans le secteur par branches d'activités, de 2016 à 2019

branche	Evo emplois 17-16	Evo emplois 18-17	Evo emplois 19-18
Agriculture	-1,1	0,4	1,9
Elevage et chasse	18,3	12,0	-15,1
Sylviculture et exploitation forestière	10,4	-9,5	4,2
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	0,3	4,0	-10,6
Extraction des minerais	1,3	7,5	14,4
Industrie de la viande et du poisson	-1,6	2,6	0,0
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-7,6	-5,7	-13,0
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	11,2	8,2	6,8
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-0,9	-6,8	4,5
Fabrication de produits à base de céréales	-0,8	2,2	-1,0
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-14,1	-1,2	-3,5
Industrie de boissons	0,9	9,1	4,0
Industries du textile et de la confection	-7,5	1,6	-0,3
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-45,2	10,0	-27,3
Industries du bois sauf fabrication des meubles	-3,4	11,0	-1,5
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	-5,5	-0,8	2,3
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-4,6	-1,3	-0,3
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	3,2	6,0	3,1
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	3,0	33,5	-4,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	-1,7	5,5	5,3
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-2,7	-4,5	0,2
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-2,4	63,4	9,0
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-4,1	16,1	-2,3
Réparation et installation des machines et équipements	2,3	-18,4	6,8

branche	Evo emplois 17-16	Evo emplois 18-17	Evo emplois 19-18
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	4,3	3,7	3,8
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	-1,8	9,5	-4,8
Construction	-0,1	6,7	5,4
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	2,0	-4,3	-2,5
Hébergement et restauration	0,1	24,2	-17,4
Transport et entreposage	-0,6	-0,7	-6,9
Activité d'information et de télécommunications	1,8	-6,1	23,8
Activités financières et d'assurance	1,6	-5,8	-4,7
Activités immobilières	1,5	0,3	-0,5
Activités fournies principalement aux entreprises	3,2	2,8	4,6
Activités éducatives	5,3	-7,1	-1,3
Activité pour la santé humaine et action sociale	-0,1	-0,7	0,5
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	10,2	-3,5	4,8
ENSEMBLE	1,0	1,7	1,4

Source : INS/Base des données des DSF

4.1.3 Structure comparée des emplois par branches d'activités, en 2018 et 2019

En 2019, dix (10) branches d'activité ont fourni environ 75% des emplois, les contributions variant de 3,3% pour la branche d'activité « Industries du bois sauf fabrication des meubles » à 14,4% pour « Activités de soutien aux entreprises », dans laquelle on retrouve

des entreprises d'intermédiation de l'emploi, mais aussi quelques géants dans la sécurité des biens et des personnes. L'agriculture vient en deuxième position avec un poids de 13,1%. En comparaison à l'année précédente, cette structure est restée stable.

Tableau 4.2 : Poids dans l'emploi total (%) et rang occupé parmi les dix branches d'activités les plus pourvoyeuses en main d'œuvre en 2018 et 2019.

branche	Poids de la branche dans l'emploi total en 2018 (%)	Poids de la branche dans l'emploi total en 2019 (%)	Rang en 2019	Evolution 2018-2019
Activités fournies principalement aux entreprises	14,0	14,4	1	stable
Agriculture	13,0	13,1	2	
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	9,1	8,8	3	
Transport et entreposage	8,6	7,9	4	
Construction	6,8	7,0	5	
Activité d'information et de télécommunications	5,2	6,3	6	
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	4,9	4,6	7	
Activités financières et d'assurance	3,9	3,7	8	
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	3,5	3,6	9	
Industries du bois sauf fabrication des meubles	3,4	3,3	10	

Source : INS/Base des données des DSF

4.2 Productivité du travail des entreprises modernes

Compte tenu des données disponibles, l'analyse de la productivité du travail est déclinée à travers deux (02) indicateurs :

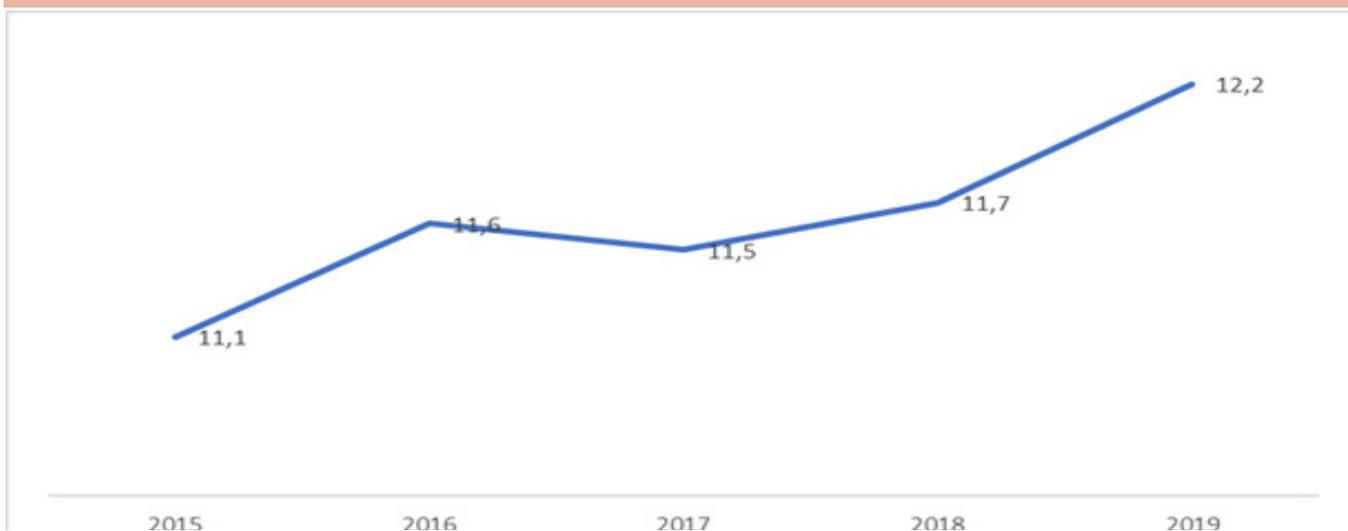
- La productivité par tête : rapport entre la valeur ajoutée de gestion et le nombre d'employés permanents ;
- Le rendement apparent : rapport entre la valeur ajoutée de gestion et les charges de personnel.

4.2.1 Évolution globale de la productivité par tête dans les entreprises modernes

Le graphique 4.3 ci-dessous retrace l'évolution temporelle de la productivité par tête de 2015 à 2019. La productivité par tête, pour l'ensemble des entreprises, a franchi la barre de 12 millions en 2019, gardant ainsi un trend

croissant depuis 2015, hormis l'accident de 2017 où elle avait baissé. En valeur relative, la productivité par tête s'est accélérée à +4,3% en 2019 après +1,7% en 2018.

Graphique 4.3 : Évolution de la productivité par tête dans les entreprises modernes de 2015 à 2019 (en millions de FCFA)



Source : INS/Base des données des DSF

4.2.2 Evolution sectorielle de la productivité par tête

La productivité par tête s'est améliorée dans tous les secteurs d'activité, plus particulièrement dans le primaire où sa croissance est passée de -27,1% en 2018 à +31,5% en 2019. Dans le tertiaire, la hausse de la productivité s'est également accélérée, mais avec moins

d'ampleur, passant de +0,3% en 2018 à +8,5% en 2019. Dans le secteur secondaire cependant l'on a assisté à un ralentissement de la productivité qui augmente seulement de +3,3% après +5,8% en 2018.

Graphique 4.4 : Evolution (%) de la productivité par tête des entreprises modernes par secteur, de 2017 à 2019



Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 4.3 : Évolution par branche de la productivité par tête dans les entreprises modernes

Branche	2017	2018	2019
Agriculture	2 407 639,2	1 347 768,3	2 040 054,6
Elevage et chasse	7 201 930,1	8 698 932,9	10 838 315,5
Sylviculture et exploitation forestière	4 022 960,7	4 454 954,8	4 823 815,3
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	325 584 040,1	317 962 839,4	308 787 609,2
Extraction des minerais	5 467 007,3	6 792 577,2	4 592 133,0
Industrie de la viande et du poisson	1 052 845,3	2 013 033,0	2 311 335,7
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	2 600 536,9	6 673 095,4	16 453 811,4
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	17 356 822,2	16 502 522,8	16 781 012,5
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	6 554 663,4	7 883 866,6	7 520 545,6
Fabrication de produits à base de céréales	2 594 059,6	2 632 992,3	2 446 496,4
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	3 831 259,5	10 694 322,4	9 884 153,7
Industrie de boissons	21 704 875,7	23 828 317,0	22 812 759,4
Industries du textile et de la confection	6 810 857,6	326 523,1	1 237 385,3
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-5 312 271,9	-154 964,2	1 157 395,9
Industries du bois sauf fabrication des meubles	4 478 952,1	4 508 338,9	3 611 255,8
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton ; imprimerie et reproduction	5 536 432,9	5 205 304,6	5 090 093,1
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-15 855 883,1	-43 805 222,7	-29 243 378,8
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	4 677 297,1	5 053 259,5	4 850 788,4
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	1 530 054,1	3 235 119,6	2 784 793,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques	47 578 347,3	45 614 585,4	40 133 654,0
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	8 481 120,8	7 687 889,3	6 801 138,3
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	3 144 530,4	5 616 793,9	4 245 169,4
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	3 773 519,3	2 178 893,0	1 435 002,7
Réparation et installation des machines et équipements	6 918 536,9	2 722 459,3	3 625 790,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	25 072 417,6	32 084 355,2	40 557 846,8
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	6 007 658,4	5 537 848,1	5 260 923,9
Construction	6 845 773,8	8 704 377,8	8 395 313,3
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	11 855 852,6	11 736 622,6	12 619 429,4
Hébergement et restauration	8 541 342,1	5 835 743,6	6 175 646,5
Transport et entreposage	14 233 148,5	14 351 580,3	17 387 914,4
Activité d'information et de télécommunications	25 574 078,0	24 965 692,5	22 789 375,9
Activités financières et d'assurance	33 921 639,9	39 943 906,5	45 401 044,3
Activités immobilières	20 932 037,9	22 996 928,7	30 164 867,5
Activités fournies principalement aux entreprises	4 197 498,4	4 018 861,1	4 360 690,0
Activités éducatives	3 098 813,5	3 251 275,6	2 958 408,0
Activité pour la santé humaine et action sociale	3 968 535,4	5 934 613,7	5 982 724,2
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	4 146 969,1	4 718 565,0	3 562 515,3
ENSEMBLE	11 483 434,0	11 691 725,7	12 215 431,5

Source : INS/Base des données des DSF

La productivité par tête est plus élevée, c'est-à-dire supérieure à la moyenne, dans onze (11) branches d'activité (contre dix en 2018) dont dix(10) gardent cette tendance depuis trois ans. Le top 5 des branches d'activité à productivité élevée est constitué de : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques », « Activités financières et d'assurance », « Fabrication de produits minéraux non métalliques », « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné », « Activités immobilières ».

4.2.3 Rendement apparent du travail

Dans l'ensemble, le rendement apparent du travail dans les entreprises, après s'être stabilisé en 2018, s'est nettement redressé en 2019, retrouvant ainsi ses niveaux historiques d'avant 2017, année au

L'évolution de la productivité par tête dans ce top 5 laisse observer une baisse tendancielle dans trois branches d'activité : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » et « Fabrication de produits minéraux non métalliques ». En revanche, les « Activités financières et d'assurance », la « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » ainsi que les « Activités immobilières » se caractérisent par une hausse tendancielle de la productivité par tête.

cours de laquelle ce rendement était au plus bas. La valeur de 2,32 signifie qu'en moyenne, une dépense de personnel de 100FCFA génère une valeur ajoutée de 232 FCFA à l'entreprise.

Graphique 4.5 : Evolution du rendement apparent du travail des entreprises modernes de 2015 à 2019



Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau 4.4 présente dans le détail l'évolution du rendement apparent dans branches d'activité supérieure (au dessus de la moyenne). Treize (13) branches d'activité sont concernées en 2019 dont onze(11) gardent cette tendance depuis trois ans. Le top 5 des branches d'activité à rendement

apparent élevé est constitué de : « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques », « Elevage et chasse », « Activités financières et d'assurance », « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux », « Fabrication de produits minéraux non métalliques ».

Tableau 4.4 : Branche d'activité à Rendement apparent du travail élevé en 2019

branche	2015	2016	2017	2018	2019
Elevage et chasse	2,9	3,5	4,2	5,2	5,6
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	2,6	5,8	6,3	6,1	5,6
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	2,2	1,7	0,5	1,3	2,8
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,1	2,1	2,2	2,0	2,2
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,1	2,4	2,9	3,0	2,9
Industrie de boissons	2,4	2,3	2,2	2,5	2,4
Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,8	2,9	3,2	2,7	2,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	1,9	2,5	2,2	2,7	3,2
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	5,4	3,7	2,6	2,3	2,5
Transport et entreposage	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2
Activité d'information et de télécommunications	2,8	2,7	2,5	2,2	2,5
Activités financières et d'assurance	3,1	2,8	3,1	3,3	3,3
Activités immobilières	3,6	2,9	3,3	3,1	4,3
ENSEMBLE	2,3	2,3	2,2	2,2	2,3

Source : INS/Base des données des DSF

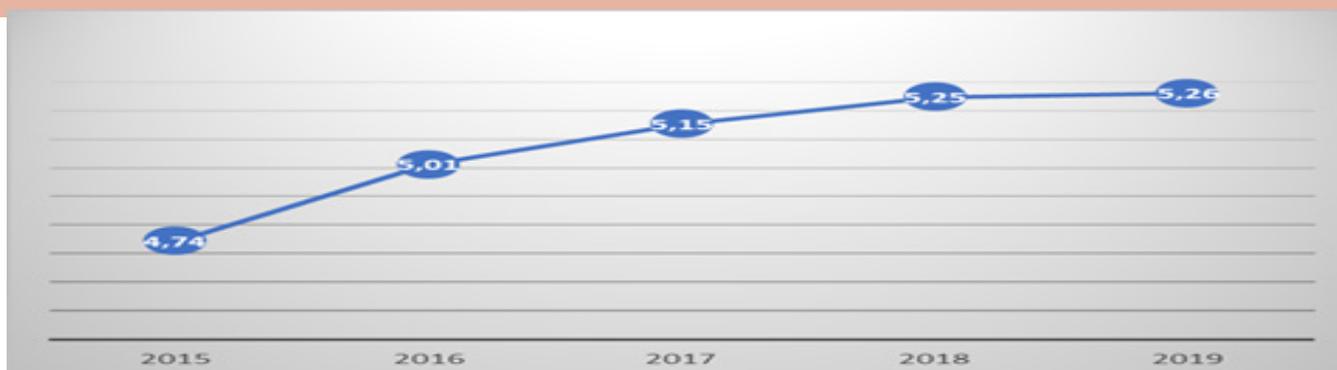
4.3 Charges de personnel

Les charges de personnels incluent la masse salariale et tous les accessoires de salaire dont bénéficient les employés (primes, avantages en nature, indemnités etc.). L'analyse porte sur les charges moyennes, indicateur qui rapporte les charges totales de personnel au nombre d'employés.

4.3.1 Évolution globale des charges moyennes de personnel dans les entreprises modernes

En 2019, les charges moyennes de personnel pour l'ensemble des entreprises a continué à progresser, mais à un rythme plus modéré, s'établissant à 5,26 millions FCFA. En valeur relative, le taux de progression a été de +0,3% après +1,8% en 2018. Ces charges de personnel ont ainsi augmenté moins que la productivité par tête qui s'est accrue de +4,3%.

Graphique 4.5 : Évolution des charges de personnel dans les entreprises modernes de 2015 à 2019 (millions de FCFA)

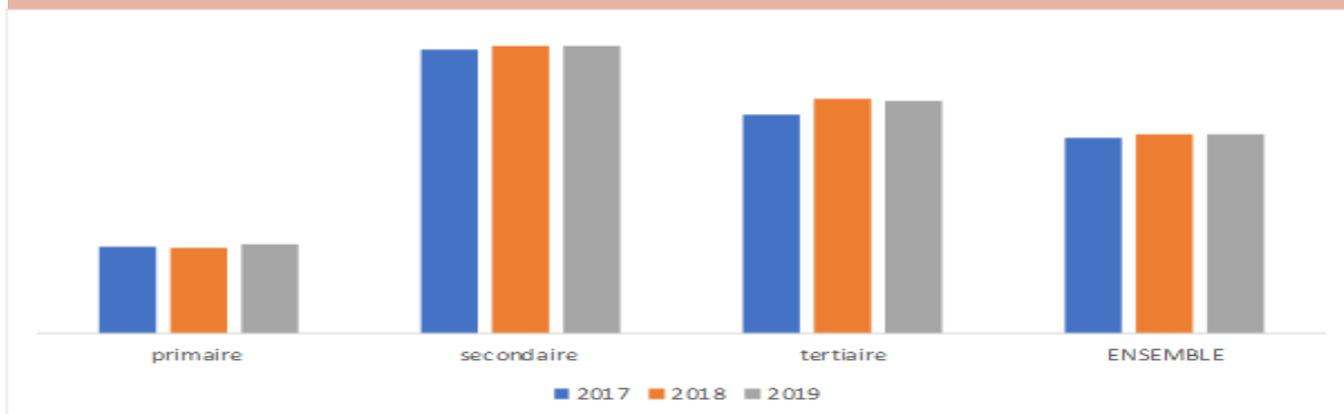


Source : INS/Base des données des DSF

4.3.2 Evolution sectorielle des charges moyennes de personnel modernes

Les charges moyennes de personnel se sont accrues dans le secteur primaire de +4,0% en 2019, tandis que dans le secondaire et tertiaire, elles ont régressé respectivement de -0,3% et -1,2%.

Graphique 4.6 : Evolution des charges moyennes de personnels par secteur, de 2017 à 2019 (en millions de FCFA)



Source : INS/Base des données des DSF

4.3.3 Structure des charges moyennes de personnel en 2019

Les charges moyennes de personnel sont plus élevées, c'est-à-dire supérieure à la moyenne, dans treize (13) branches d'activité (contre quatorze en 2018), dont six (06) gardent la même tendance depuis trois ans. Le top 5 des branches à charges moyennes de personnel élevées est composé de « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques », « Raffinage du pétrole et cokéfaction », « Fabrication de produits minéraux non métalliques », « Activités financières et d'assurance », « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air

conditionné ».

L'évolution des charges moyennes de personnel dans le top 10 révèle une baisse tendancielle des charges de personnel dans la branche d'activité « Industrie de boissons ». Par contre, les charges moyennes de personnel augmentent tendanciellement dans les branches d'activité « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques », « Activités financières et d'assurance », « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » et « Transport et entreposage ».

Tableau 4.5 : Evolution des charges moyennes de personnels par branche, de 2016 À 2019

branche	charge moyen pers 2017	charge moyen pers 2018	charge moyen pers 2019
Agriculture	2 056 539,9	1 879 620,7	1 616 920,7
Elevage et chasse	1 721 274,8	1 659 805,8	1 939 742,2
Sylviculture et exploitation forestière	3 124 679,3	3 204 978,2	3 460 137,9
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	51 536 645,4	52 212 093,9	55 035 545,7
Extraction des minerais	3 265 586,0	2 830 228,1	2 584 318,3
Industrie de la viande et du poisson	2 309 166,0	2 100 172,8	2 100 172,8
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	4 988 011,8	5 295 185,7	5 847 210,0
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	8 033 616,4	8 284 425,2	7 581 729,6
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2 297 543,2	2 669 133,9	2 633 515,0
Fabrication de produits à base de céréales	1 544 310,5	1 669 236,1	1 778 645,7
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	8 211 073,1	6 630 394,4	7 556 605,2
Industrie de boissons	10 047 341,4	9 469 732,2	9 465 968,7
Industries du textile et de la confection	3 891 732,4	3 695 945,7	3 510 512,6
Industries du cuir et fabrication des chaussures	1 688 854,4	1 425 573,7	2 491 422,9
Industries du bois sauf fabrication des meubles	2 750 771,8	2 773 825,0	2 662 086,6
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	4 165 903,1	3 960 777,0	3 816 611,3
Raffinage du pétrole et cokéfaction	16 527 121,6	17 540 580,4	16 154 157,2
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	3 485 267,3	3 390 540,0	3 086 271,6
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	2 072 143,5	1 893 103,7	2 145 949,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques	14 688 795,0	16 938 401,0	15 622 038,3
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	4 857 518,2	5 491 292,9	5 712 126,1
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	2 616 112,2	2 674 498,2	2 746 448,5
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	4 329 957,5	2 919 311,5	2 906 388,8
Réparation et installation des machines et équipements	5 540 467,2	8 182 442,8	4 242 790,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	11 509 384,2	12 028 255,1	12 862 163,4
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	4 862 580,9	3 311 456,1	4 153 921,9
Construction	4 297 760,4	4 544 165,9	4 734 099,7
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	4 567 893,9	5 101 942,9	5 041 303,9
Hébergement et restauration	4 690 620,1	3 927 707,3	4 209 170,1
Transport et entreposage	6 933 165,6	6 978 258,6	7 989 884,0
Activité d'information et de télécommunications	10 247 596,4	11 429 463,9	9 068 021,7
Activités financières et d'assurance	10 877 367,9	12 164 494,2	13 693 272,8
Activités immobilières	6 360 837,7	7 520 439,1	7 016 557,7
Activités fournies principalement aux entreprises	3 039 986,1	3 025 323,6	2 960 071,8
Activités éducatives	2 233 966,4	2 504 092,8	2 288 660,1
Activité pour la santé humaine et action sociale	4 094 142,8	4 523 785,2	4 515 993,0
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	4 508 773,9	4 741 323,5	4 387 558,8
ENSEMBLE	5 152 414,2	5 246 781,3	5 260 268,6

Source : INS/Base des données des DSF

Chapitre 5 :

CAPITAL PRODUCTIF DES ENTREPRISES

Le capital productif se réfère essentiellement des aux immobilisations nécessaires à la production des biens et services. La notion d'immobilisation intègre l'ensemble des biens durables détenus par une entreprise sur plus d'un exercice comptable et qui ne sont pas destinés à la revente. Ces biens découlent des investissements engagés afin de renouveler et ou développer le potentiel productif de l'entreprise.

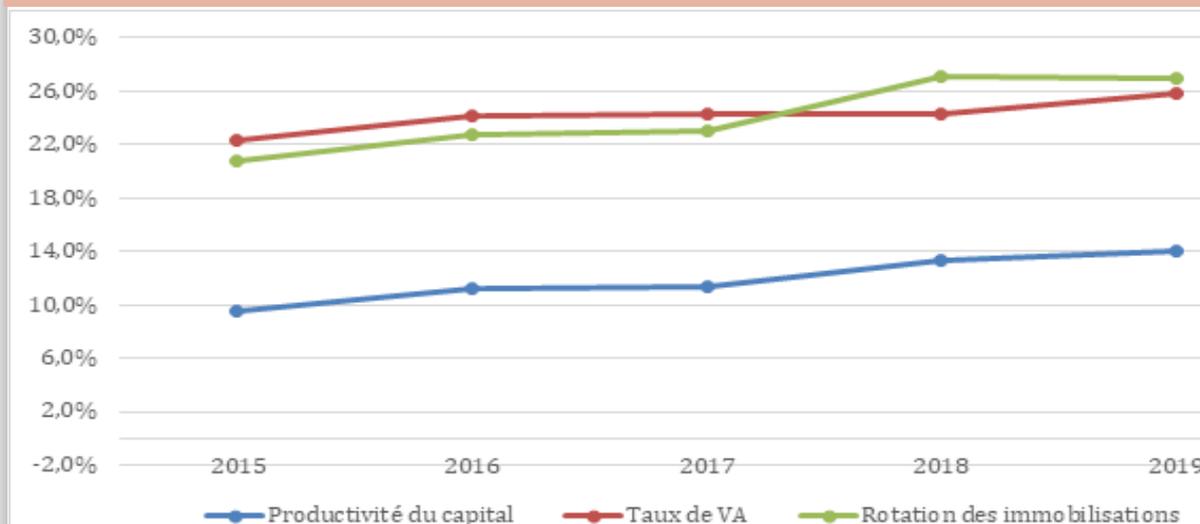
Le présent chapitre traite tour à tour de la productivité du capital, des investissements, de l'intensité capitalistique, du renouvellement des immobilisations et enfin du poids des immobilisations dans le bilan.

5.1 Productivité du capital

5.1.1 Evolution globale de la productivité du capital

La productivité du capital, qui rapporte la valeur ajoutée aux immobilisations brutes, a continuellement progressé depuis 2015. En 2019, elle a frôlé la barre de 14%, sous l'effet de la hausse du taux de valeur ajoutée, soit + 1,2 points, tandis que le ratio de rotation des immobilisations brutes se stabilisait à 0,55.

Graphique 5.1 : Productivité du capital entre 2015 et 2019 (en %)



Source : INS/Base des données des DSF

5.1.2 Evolution sectorielle de la productivité du capital

En 2019, la productivité du capital a cru dans tous les secteurs d'activité surtout dans le secteur primaire où l'écart d'augmentation est de 3 points par rapport à 2018.

Dans le secteur secondaire la hausse s'est également manifesté mais avec une ampleur moindre. Cependant le secteur tertiaire a accusé une hausse passant de 15,5% à 16,7%.

Cette productivité permet de différencier les branches d'activités selon qu'elles sont « labour intensive » ou « capital intensive ».

La productivité du capital est plus élevée, c'est-à-dire supérieure à la moyenne, dans dix-sept (17) branches d'activité (contre dix-neuf en 2018) dont treize (13) gardent cette tendance depuis 2017. Le top 5 des branches d'activité à productivité de capital élevée est représenté par «Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et

personnelles», « Activités fournies principalement aux entreprises », « Elevage et chasse », «Activités financières et d'assurance » et « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules ».

Il s'agit des entreprises du secteur des services qui se caractérisent généralement par une forte rotation des actifs malgré un faible taux de valeur ajoutée.

La productivité du capital est tendanciellement en hausse dans la branche d'activité « Elevage et chasse », « Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre » et « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules »..

En revanche elle est tendanciellement en baisse dans les branches d'activité « Sylviculture et exploitation forestière », « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » et « Activités éducatives », .

Tableau 5.1 : Branches à productivité du capital élevée en 2019 (en %)

branche	VA/IB 2015	VA/IB 2016	VA/IB 2017	VA/IB 2018	VA/IB 2019
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	28,8	25,8	48,3	53,0	43,1
Activités financières et d'assurance	5,5	23,1	29,0	30,3	30,2
Activités fournies principalement aux entreprises	44,9	27,6	26,9	26,4	29,4
Elevage et chasse	10,8	12,1	19,0	24,1	28,1
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	26,9	15,8	19,3	22,0	25,6
Activité pour la santé humaine et action sociale	12,4	21,7	18,1	26,3	23,7
Construction	13,6	10,7	10,1	24,4	22,1
Fabrication de produits à base de céréales	13,9	12,0	20,7	23,8	19,1
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-3,9	-1,8	6,3	22,9	18,9
Industrie de boissons	12,5	14,2	16,0	18,9	18,5
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	10,4	11,6	8,3	21,6	17,9
Sylviculture et exploitation forestière	21,3	13,0	18,3	18,2	17,7
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	13,7	14,6	15,0	15,8	17,2
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	10,4	10,5	17,1	17,4	16,7
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	5,9	8,8	8,4	12,6	16,0
Activités éducatives	14,1	11,0	17,3	16,8	14,5
Industries du bois sauf fabrication des meubles	11,6	11,2	16,1	18,3	14,4
ENSEMBLE	9,5	11,2	11,5	13,5	14,2

Source : INS/Base des données des DSF

Tout comme en 2018, les branches d'activité ayant les plus faibles productivités du capital sont plus nombreuses et dominées par celles relevant du secteur secondaire notamment les activités manufacturières, parmi lesquelles

figurent les industries lourdes à l'instar du Raffinage du pétrole et cokéfaction, l'industrie du textile et de la confection et la Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux .

Tableau 5.2 : Branches à productivité du capital faible en 2019 (en %)

branche	VA/IB 2015	VA/IB 2016	VA/IB 2017	VA/IB 2018	VA/IB 2019
Raffinage du pétrole et cokéfaction	1,0	0,2	-1,8	-4,6	-3,3
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-2,2		-4,0	-0,2	1,8
Industries du textile et de la confection	9,1	8,2	17,4	0,8	3,1
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	6,9	3,9	3,5	3,8	3,3
Activités immobilières	2,9	2,4	3,2	3,5	4,3
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-2,7	-0,3	5,5	6,0	5,2
Réparation et installation des machines et équipements	3,4	2,4	3,7	4,2	6,0
Industrie de la viande et du poisson	5,6	5,7	7,1	5,5	6,3
Hébergement et restauration	11,3	11,2	9,0	8,5	7,5
Extraction des minerais	5,3	5,3	5,4	12,2	8,8
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	7,0	3,9	3,3	10,5	8,8
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	8,7	10,3	7,9	9,9	9,8
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	6,5	6,3	2,0	5,1	10,7
Agriculture	6,5	8,1	13,9	7,7	10,8
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	5,0	10,6	10,8	14,0	12,0
Activité d'information et de télécommunications	11,1	15,2	11,0	10,5	12,1
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	8,5	7,8	6,2	8,0	12,2
Fabrication de produits minéraux non métalliques	10,4	10,4	11,6	14,2	12,3
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-0,8	3,3	21,8	19,7	12,8
Transport et entreposage	14,1	9,6	9,9	11,4	13,4

Source : INS/Base des données des DSF

5.2 Analyse des investissements

5.2.1 Evolution sectorielle de la productivité du capital

Les investissements bruts des entreprises pour l'exercice 2019 ont globalement chuté de -23,6% par rapport à l'année précédente. Ce recul des investissements, malgré

la hausse dans le secteur primaire, s'est manifesté dans les secteurs secondaire et tertiaire, ce dernier affichant un taux plus prononcé, soit -35,8%.

5.2.2 Evolution du taux d'investissement

La baisse des investissements, couplée à la hausse de la valeur ajoutée, s'est traduite par une chute du taux d'investissement global des entreprises, à 56,7% après

78,6% en 2018. Cette évolution concerne tous les secteurs d'activité, mais dans le secteur tertiaire le décrochage du taux d'investissement a été plus marqué, soit -37,1 points

Tableau 5.3 : Evolution des investissements par secteur d'activité entre 2018 et 2019 (en %)

Secteur d'activité	Poids 2018 (%)	Poids 2019 (%)	Taux de croissance des investissements	Taux d'investissement en 2018	Taux d'investissement en 2019
Primaire	2,9	2,3	+4,9	46,9	36,7
Secondaire	45,8	48,5	-6,9	68,3	63,6
Tertiaire	51,3	49,2	-35,8	89,5	52,4
Ensemble	100,0	100,0	-23,6	78,6	56,7

Source : INS/Base des données des DSF

Dans le secteur primaire, les investissements, ainsi que le taux d'investissement, ont reculé dans toutes les branches d'activité, exceptée la « Sylviculture et exploitation forestière » où les investissements progressent de +33,2%,

suffisant pour surcompenser les contreperformances sus-évoquées. Toutefois le taux d'investissement du secteur s'est replié.

Tableau 5.4 : Evolution et taux des investissements dans le secteur primaire entre 2018 et 2019 (en %)

Branche	Evolution	TAUX 2018	TAUX 2019
Agriculture	-13,7	39,4	22,0
Elevage et chasse	-20,5	118,2	88,8
Sylviculture et exploitation forestière	33,2	46,7	55,1
Primaire	4,9	46,9	36,7

Source : INS/Base des données des DSF

En ce qui concerne le secteur secondaire, l'évolution à la baisse des investissements est consécutive à l'impact négatif de la branche d'activité « Raffinage du pétrole et

cokéfaction » (-92,9%) et « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » (-75,2%) pour ne citer que ces cas.

Tableau 5.5: Evolution et taux des investissements dans le secteur secondaire entre 2018 et 2019 (en %)

Branche	Evolution	TAUX 2018	TAUX 2019
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	170,8	25,5	79,5
Extraction des minerais	65,7	91,6	196,2
Industrie de la viande et du poisson	-100,0	1077,4	0,0
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	125,8	170,7	179,6
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	-8,4	41,4	34,9
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-26,4	25,4	18,8
Fabrication de produits à base de céréales	-64,5	115,3	44,5

Source : INS/Base des données des DSF

Branche	Evolution	TAUX 2018	TAUX 2019
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	7,4	45,3	54,5
Industrie de boissons	26,9	29,4	37,5
Industries du textile et de la confection	73,2	707,4	324,2
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-99,4	-435,0	0,5
Industries du bois sauf fabrication des meubles	-14,3	22,8	24,8
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	1,4	95,8	97,2
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-92,9	-132,2	-14,1
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	-39,2	44,5	27,3
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-24,9	142,1	130,4
Fabrication de produits minéraux non métalliques	29,4	71,3	99,6
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	27,8	98,7	142,3
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-5,2	77,1	88,8
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-83,6	76,7	19,5
Réparation et installation des machines et équipements	-16,8	1,4	0,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-6,0	32,2	23,0
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	-75,2	782,1	214,4
Construction	-0,4	58,9	57,7
Secondaire	-6,9	68,3	63,6

Source : INS/Base des données des DSF

L'évolution des investissements dans le secteur tertiaire est imputable principalement aux branches d'activité « Activité d'information et de télécommunications » et « Activités éducatives » dont les investissements ont chuté

de plus 60% et le taux d'investissement réduit à plus du tiers par rapport à 2018. En revanche certaines branches d'activité ont fait preuve de dynamisme, à l'instar des « Activités immobilières ».

Tableau 5.6 : Evolution des investissements dans le secteur tertiaire entre 2018 et 2019 (en %)

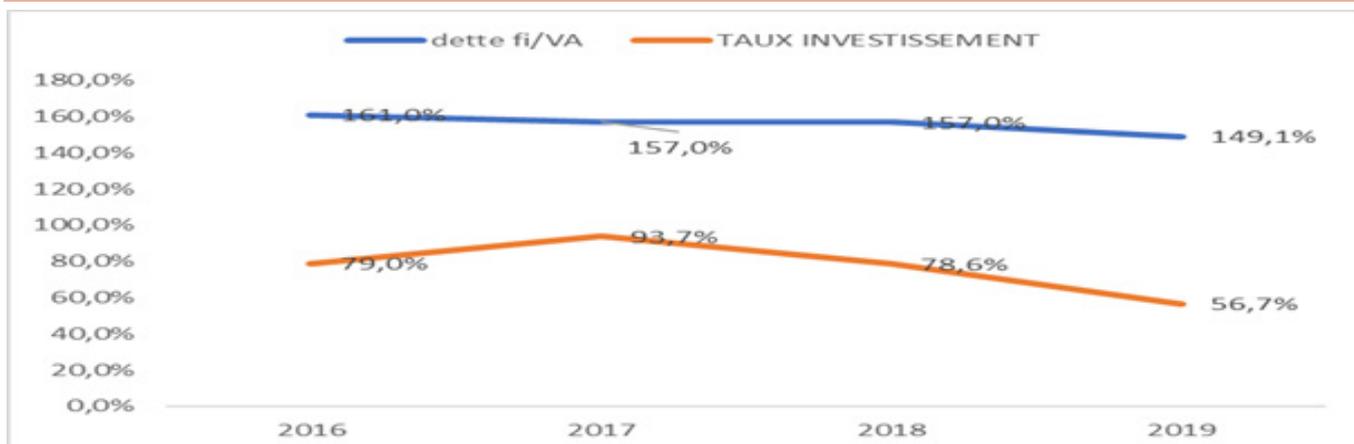
Branche	Evolution	TAUX 2018	TAUX 2019
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	+30,7	34,2	42,7
Hébergement et restauration	+24,3	36,0	51,1
Transport et entreposage	-16,8	38,9	28,7
Activité d'information et de télécommunications	-68,8	202,8	56,0
Activités financières et d'assurance	-29,5	31,0	20,1
Activités immobilières	+58,6	110,9	134,8
Activités fournies principalement aux entreprises	-20,2	23,1	16,2
Activités éducatives	-70,2	131,9	43,7
Activité pour la santé humaine et action sociale	+0,1	3232,1	3192,5
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	+35,1	8,8	15,0
Tertiaire	-35,8	89,5	52,4

Source : INS/Base des données des DSF

Sur la période 2016-2019, les investissements des entreprises, toutes branches confondues, sont en partie orientés par l'endettement, qui en proportion de la valeur ajoutée globale des entreprises, est passé de 161% de la

valeur ajoutée en 2016 à 149,1% en 2019. La forte fluctuation à la baisse du taux d'investissement sur la même période, illustre l'effet d'autres facteurs au delà de l'endettement.

GRAPHIQUE 5-2 : Evolution comparée du taux d'endettement et du taux d'investissement des entreprises



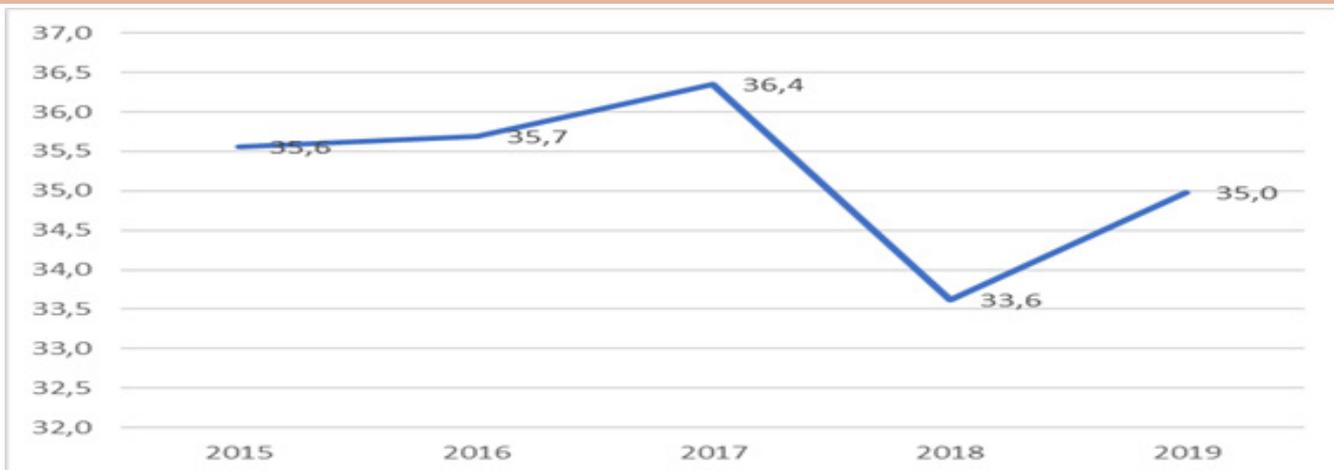
Source : INS/Base des données des DSF

5.3 Analyse de l'intensité capitalistique

L'intensité capitalistique des entreprises, qui rapporte les immobilisations brutes aux effectifs employés (IB/Effectifs), depuis 2015 a fluctué autour de 35,5 millions

de FCFA par employé. En 2019, elle s'est située à 35 millions, marquant une hausse de +4,2% par rapport à 2018.

Graphique 5.3 : Evolution de l'intensité capitalistique de 2015 à 2019 (En millions FCFA)



Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau 5.7 présente les branches d'activité pour lesquelles l'intensité capitalistique est élevée, c'est-à-dire supérieure à la moyenne. On y retrouve 11 branches d'activité, qui par ailleurs, à une exception près, gardent ce classement depuis trois ans. Le top 5 des branches d'activité classées selon l'intensité capitalistique est clairement dominée par l'« Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques », le « Raffinage du pétrole et cokéfaction », les « Activités immobilières », la « Fabrication de produits minéraux non métalliques » et la « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné », qui

affichent une valeur supérieure à 120 millions et atteignant jusqu'à 566 millions de FCFA.

Si intensité capitalistique tend à baisser entre 2017 et 2019 dans les branches d'activité « Industrie de boissons » et « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné », elle se renforce plutôt dans les branches d'activité à l'instar de « Fabrication de produits minéraux non métalliques », « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux » et « Activités immobilières ».

Tableau 5.7: Branches à intensité capitalistique supérieure à la moyenne en 2019 (En FCFA)

Branche	IB/EFFECTIF 2017	IB/EFFECTIF 2018	IB/EFFECTIF 2019
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	690 289 107,7	370 457 418,4	543 977 695,4
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	41 504 987,8	38 293 750,1	66 378 578,1
Industrie de boissons	49 708 085,9	45 037 712,8	43 735 912,4
Raffinage du pétrole et cokéfaction	586 121 778,3	592 253 254,1	566 470 478,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	160 764 176,9	167 460 240,0	171 604 919,2
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	35 957 408,4	37 788 228,1	45 142 689,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	147 260 900,7	129 983 234,6	124 518 909,7
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	115 954 755,1	115 720 849,7	128 729 695,5
Activité d'information et de télécommunications	107 260 936,7	108 981 279,3	82 811 104,7
Activités financières et d'assurance	79 423 328,2	70 909 129,5	89 344 774,5
Activités immobilières	303 732 530,5	338 827 273,1	371 798 774,7
ENSEMBLE	36 354 042,7	33 622 212,6	34 975 638,4

Source : INS/Base des données des DSF

La catégorie à faible intensité capitalistique est constituée, dans le contexte national, de la grande majorité des branches d'activité. A titre d'illustration, on peut citer la « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. », les « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles », l'« Industries du bois sauf fabrication des meubles », la « Réparation et installation des machines et

équipements » (5 millions de FCFA), l'« Agriculture » et la « Fabrication de produits à base de céréales ».

Cette intensité capitalistique tend à baisser dans six branches d'activité notamment deux d'entre elles appartenant à la filière bois, à savoir « Industries du bois sauf fabrication des meubles » et « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. »

Tableau 5.8: Branches à intensité capitalistique inférieure à la moyenne en 2019 (En FCFA)

Branche	IB / EFFECTIF 2017	IB / EFFECTIF 2018	IB / EFFECTIF 2019
Agriculture	5 782 969,0	5 362 251,6	5 412 881,4
Elevage et chasse	21 257 409,8	20 970 648,3	22 124 099,9
Sylviculture et exploitation forestière	7 049 586,1	7 339 334,8	7 455 002,2
Extraction des minerais	50 076 902,3	23 032 335,3	22 669 372,4
Industrie de la viande et du poisson	5 419 744,9	26 069 402,5	25 671 841,6
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	37 420 261,5	29 133 742,6	33 743 278,2
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	17 235 714,0	18 592 883,1	17 511 000,6
Fabrication de produits à base de céréales	2 654 284,1	5 297 941,1	6 185 376,1
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	21 596 102,1	23 199 395,0	26 802 218,6
Industries du textile et de la confection	8 804 541,6	8 305 485,0	9 246 517,9
Industries du cuir et fabrication des chaussures	11 868 138,6	8 285 459,9	6 508 771,8
Industries du bois sauf fabrication des meubles	6 206 372,3	5 441 915,0	4 964 655,1
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	11 695 290,2	12 001 697,5	14 074 244,0
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	15 469 937,1	13 645 439,0	15 273 292,5

Source : INS/Base des données des DSF

Branche	IB / EFFECTIF 2017	IB / EFFECTIF 2018	IB / EFFECTIF 2019
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	20 215 473,0	18 365 441,4	20 495 272,2
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	5 439 669,5	7 751 536,1	6 942 544,9
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	2 927 004,0	2 499 940,7	1 762 801,1
Réparation et installation des machines et équipements	96 567 193,5	6 185 438,7	4 967 017,9
Construction	10 567 836,0	12 886 276,1	14 429 770,4
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	20 798 598,3	23 194 362,0	22 887 964,0
Hébergement et restauration	25 809 408,1	21 483 626,2	25 403 521,6
Transport et entreposage	32 368 001,3	23 457 301,5	27 436 289,5
Activités fournies principalement aux entreprises	3 253 649,8	10 069 501,5	9 588 859,1
Activités éducatives	9 200 121,0	12 973 618,9	11 746 811,3
Activité pour la santé humaine et action sociale	7 918 987,4	8 167 821,7	8 093 914,0
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	4 658 863,8	4 092 882,4	3 438 831,2

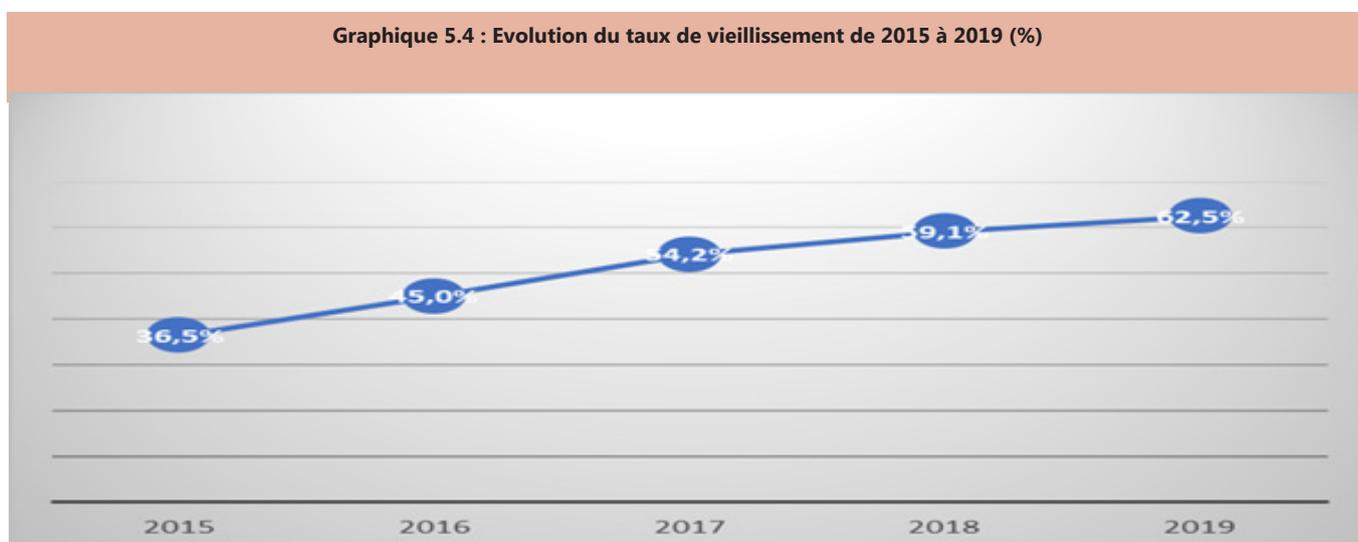
Source : INS/Base des données des DSF

5.4 Rythme de renouvellement des immobilisations

Détérioration du rythme de renouvellement du parc des équipements productifs

Le taux de vieillissement des immobilisations des entreprises, qui rapporte le cumul des amortissements aux immobilisations brutes, a continué à progresser en 2019, franchissant désormais la barre de 60%. Il se situait seulement à 36,5% quatre ans plus tôt.

Graphique 5.4 : Evolution du taux de vieillissement de 2015 à 2019 (%)



Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau 5.9 renseigne sur les branches d'activité dont les équipements productifs sont relativement « jeunes, c'est-à-dire inférieure à la moyenne générale. On y trouve vingt deux (22) branches d'activité (contre dix neuf en 2018), dont seize gardent ce classement depuis au moins trois ans. Le top 5 est composé de « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets », « Activités fournies principalement aux entreprises », « Industrie de la viande et du

poisson », « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques » et « Raffinage du pétrole et cokéfaction ». Ces branches d'activité présentent dans l'ensemble un taux de vieillissement compris entre 19% et 45%. Néanmoins on observe une hausse tendancielle du taux de vieillissement dans sept d'entre elles notamment celles formant le duo.

Tableau 5.9: Branches à taux de vieillissement des équipements inférieur à la moyenne globale en 2019 (%)

Branche	AMORT/IB 2017	AMORT/IB 2018	AMORT/IB 2019
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	16,6	19,4	20,0
Industrie de boissons	60,8	68,1	25,5
Industrie de la viande et du poisson	67,2	29,3	30,3
Activités fournies principalement aux entreprises	25,4	29,5	33,1
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	35,8	40,8	40,4
Activités financières et d'assurance	84,4	55,1	40,9
Elevage et chasse	39,4	43,7	42,7
Raffinage du pétrole et cokéfaction	38,1	36,5	43,3
Activités immobilières	42,7	43,9	44,0
Extraction des minerais	29,7	49,6	48,4
Agriculture	68,6	69,3	49,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	38,1	50,3	50,0
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	52,9	50,3	51,2
Fabrication de produits à base de céréales	44,7	39,6	51,6
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	46,7	59,4	56,6
Activité pour la santé humaine et action sociale	62,9	63,7	58,0
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	44,5	57,9	58,5
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	54,5	57,0	59,3
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	50,8	47,4	60,1
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	33,7	43,3	61,2
Construction	26,4	56,4	61,4
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	37,0	48,9	61,8
Ensemble	54,2	59,1	62,5

Source : INS/Base des données des DSF

S'agissant des branches d'activité disposant des équipements les plus « vétustes », en 2019 quatorze (14) sont concernées et parmi elles, huit gardent ce classement depuis au moins trois ans. Et dans six branches d'activité sur les huit, le taux de vieillissement augmente tendanciellement sur les trois dernières années. Il s'agit de « Industries du textile et de la confection » (90,1%), « Sylviculture et exploitation forestière », « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques », « Industrie du cacao, du café, du

thé et du sucre », « Industries du bois sauf fabrication des meubles », « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. » et « Hébergement et restauration ».

Il faut relever aussi la situation critique dans la laquelle se trouve les activités d'« Industries du textile et de la confection » de « Réparation et installation des machines et équipements » (89,9%) et du « Transport et entreposage », qui affichent des taux de vieillissements les plus élevés, et désormais proches de 90%.

Tableau 5.10: Branches à indice de vieillissement des immobilisations supérieur à la moyenne en 2019(%)

Branche	AMORT/IB 2017	AMORT/IB 2018	AMORT/IB 2019
Industries du textile et de la confection	83,6	75,9	90,1
Réparation et installation des machines et équipements	32,2	90,3	89,9
Transport et entreposage	81,1	75,0	88,1
Industries du cuir et fabrication des chaussures	30,8	35,3	87,2
Activité d'information et de télécommunications	54,9	58,5	82,4
Sylviculture et exploitation forestière	69,5	72,5	82,3

Source : INS/Base des données des DSF

Branche	AMORT/IB 2017	AMORT/IB 2018	AMORT/IB 2019
Industries du bois sauf fabrication des meubles	75,0	78,2	81,7
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	58,8	74,6	80,3
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	57,6	80,3	80,2
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	50,0	66,6	69,4
Hébergement et restauration	54,8	65,5	68,6
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	58,4	62,2	67,0
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	40,7	60,0	64,6
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	44,3	60,2	62,7

Source : INS/Base des données des DSF

5.5 Poids des immobilisations et de l'actif circulant

5.5.1 Evolution globale de la structure de l'actif

Une structure de l'actif quasiment identique entre 2018 et 2019.

En 2019, la structure de l'actif immobilisé des entreprises se caractérise toujours par un poids prépondérant des immobilisations non financières, les immobilisations financières étant marginales. Bien plus, ces deux composantes ont augmenté en 2019, représentant ainsi 31,6% et 5,2% respectivement. Il y a lieu de noter que la trésorerie des entreprises s'est nettement dégradée, se situant désormais à 13,6% après 19,2% en 2018.

Tableau 5.11 : Structure des rubriques de l'actif de 2017 à 2019 (%)

Structure de l'Actif	2017	2018	2019
Immobilisations non Financières	33,6	28,6	31,6
Immobilisations Financières	4,0	4,4	5,2
Actif Circulant	46,4	47,8	49,6
Trésorerie Actif	16,1	19,2	13,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source : INS/Base des données des DSF

5.5.2 Organisation de la structure du bilan de l'actif par branche d'activité

La structure de l'actif du bilan des différentes branches de l'économie peut être organisée selon trois (03) grands groupes caractéristiques : les branches présentant un quasi équilibre entre les immobilisations et l'actif circulant ; les branches présentant les immobilisations avec un poids plus important ; et enfin les branches pour lesquelles l'actif circulant est prépondérant.

Branches quasiment équilibrées en termes d'immobilisations et d'actifs circulants

En 2019, les immobilisations (financières et non financières) et l'actif circulant s'équilibrent pratiquement dans les trois (03) branches d'activité suivantes.

Tableau 5.12: Branches quasiment équilibrées en termes d'immobilisations et d'actifs circulants en 2019

Branche	Immobilisations /total actif net	Actif circulant/total actif net
Industries du textile et de la confection	40,6	44,9
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	48,0	49,8
Activité pour la santé humaine et action sociale	42,7	41,3

Source : INS/Base des données des DSF

Branches à immobilisations prépondérantes

En 2019, les immobilisations sont plus importantes et représentent plus de 50% de l'actif dans douze (12) branches d'activité dont :

- Une (01) du secteur primaire : « Elevage et chasse » ;
- Sept (07) du secteur secondaire : « Industrie de la viande et du poisson », « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux », « Industrie de boissons »,

« Raffinage du pétrole et cokéfaction », « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques », « Fabrication de produits minéraux non métalliques », « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » et « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » ;

- Quatre (04) du secteur tertiaire : « Activité d'information et de télécommunications », « Activités immobilières », « Activités fournies principalement aux entreprises » et « Activités éducatives ».

Tableau 5.13: Branches à immobilisations prépondérantes en 2019 (%)

branche	Immobilisations / total actif net	Actif circulant/total actif net
Élevage et chasse	73,6	24,1
Industrie de la viande et du poisson	87,9	10,7
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	59,6	30,3
Raffinage du pétrole et cokéfaction	68,3	29,1
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	71,5	22,8
Fabrication de produits minéraux non métalliques	67,2	31,2
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	78,4	16,5
Activité d'information et de télécommunications	59,5	33,0
Activités immobilières	72,5	24,3
Activités éducatives	77,1	10,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	50,4	44,6
Activités fournies principalement aux entreprises	49,4	41,6

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 5.14: Branches à actif circulant prépondérant(%)

branche	Immobilisations / total actif net	Actif circulant/total actif net
Sylviculture et exploitation forestière	28,6	66,5
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	27,6	61,5
Extraction des minerais	29,5	63,2
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	40,7	55,0
Fabrication de produits à base de céréales	32,1	63,0
Industries du cuir et fabrication des chaussures	14,6	84,2
Industries du bois sauf fabrication des meubles	26,1	69,6
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	31,7	64,1
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	30,5	65,7
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	28,9	46,5
Réparation et installation des machines et équipements	16,7	80,5
Construction	21,1	73,2
Transport et entreposage	30,8	59,0
Activités financières et d'assurance	18,4	60,3
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	43,2	50,9
ENSEMBLE	36,8	49,6

Source : INS/Base des données des DSF

Enfin, quinze (15) branches d'activité présentent un poids de l'actif circulant prépondérant. C'est le cas dans le contexte national des activités à cycle court à l'exemple des « activités financières » et aussi les branches industrielles telles que les « Industries du cuir et fabrication des chaussures » ; «

Fabrication de produits à base de céréales » et « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction ». Les entreprises de construction sont également dans cette situation.

Chapitre 6 :

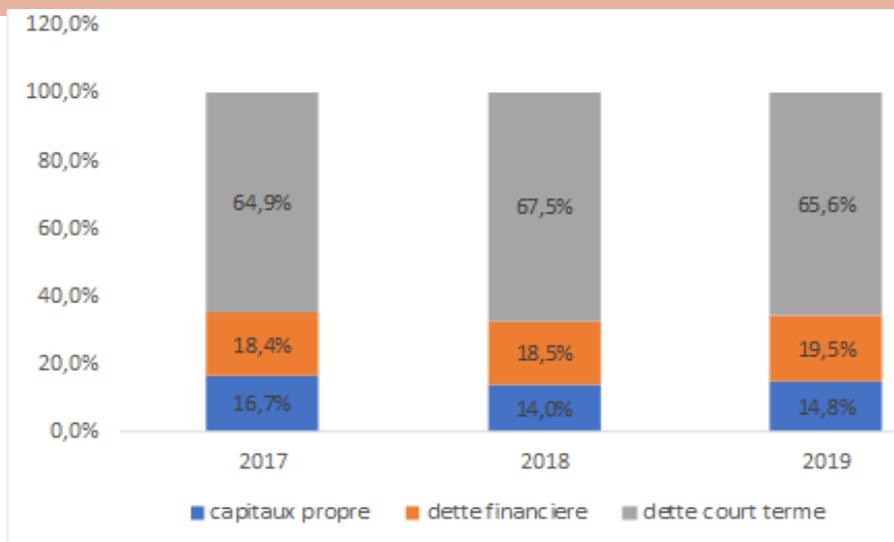
Analyse de l'Endettement des Entreprises et du Financement de l'Actif par le Passif

Ce chapitre traite de l'endettement et du financement des activités des entreprises, sur la base de l'analyse des capitaux propres, des dettes financières, des dettes à court terme, du fonds de roulement (FDR) du besoin en fonds de roulement (BFDR) et de la Trésorerie nette. Outre la structure de la dette dans le bilan, les principaux ratios traités concernent, le coefficient d'endettement, le ratio d'endettement à terme et le ratio de financement de l'actif circulant par le fonds de roulement.

6.1- Endettement et Echéance de la dette

En 2019, les dettes financières des entreprises ont légèrement augmenté, se situant 19,8% du bilan contre 18,2% en 2018.

Graphique 6-1: Evolution de la structure du passif des entreprises, de 2017 à 2019



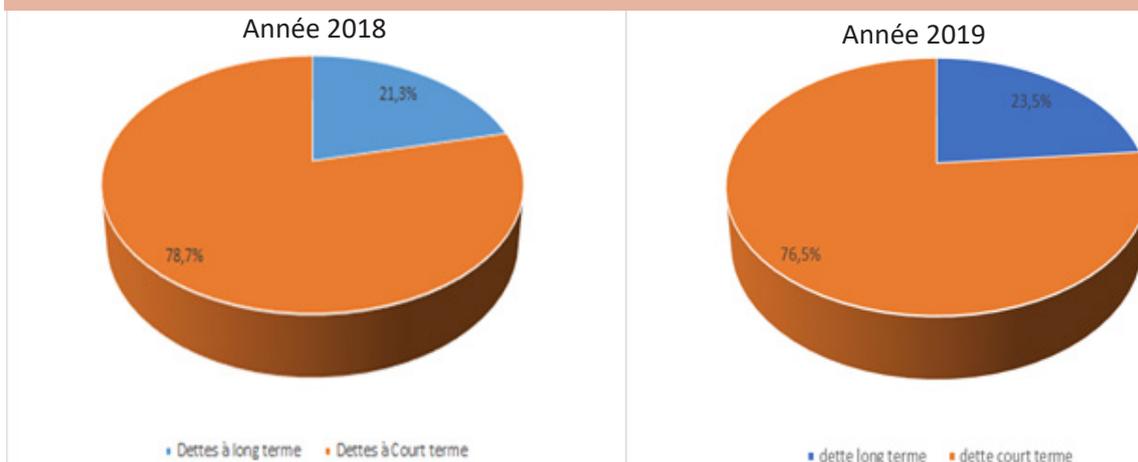
Source : INS/Base des données des DSF

Les capitaux propres ont quant à eux représenté 14,8%, soit une légère hausse de 0,8 point de pourcentage par rapport à 2018.

La hausse des capitaux propres et des dettes financières se traduit mécaniquement par une diminution des dettes à court terme. Celles-ci sont en effet passées à 65,6% en 2019,

soit une diminution de 1,9 points de pourcentage par rapport à 2018. Entre 2013 et 2017, les dettes à court terme ont gardé une proportion importante du bilan des entreprises. Sur cette période, elles ont pesé en moyenne pour près de deux tiers (Suivant l'échéance de la dette, on distingue deux types (i) les dettes à court terme et les dettes financières (dettes à long et moyen terme).

GRAPHIQUE 6.2 : l'échéance de la dette 2018 et 2019



Source : INS/Base des données des DSF

6.1.1 Dettes à court terme

L'analyse met en exergue les branches d'activité selon le niveau de leur dette à court terme, qui peut être qualifié de « élevé » ou « faible ». Le niveau faible correspond à une dette à court inférieure à 40% du bilan ; tandis que le niveau « élevé » correspond à un ratio supérieur à 70%.

Niveau de dette à court terme élevé

En 2019, la branche d'activité « Fabrication des meubles ; activités de fabrication n.c.a » présente la proportion de dette à court la plus élevée avec une valeur de 141,6% du bilan. Plus que la totalité de son passif est ainsi constituée des

dettes à court terme. Les dettes du passif représentent dans cette branche 118,7% de l'ensemble du passif. Ceci pouvant s'expliquer par le fait que les capitaux propres sont négatifs. Les autres branches d'activité affichant une forte proportion de dette à court terme dans le passif sont notamment : « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » (114,8 %), « Réparation et installation des machines et équipements » (115,3 %), « Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires » (102,5%) et « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (94,9%).

Tableau 6-1: Branches à niveau d'endettement de court terme élevé en 2019 (%)

branche	Dette à court terme /Total Bilan	Dont dette du passif
Elevage et chasse	73,8	73,8
Sylviculture et exploitation forestière	78,6	71,6
Extraction des minerais	79,8	76,5
Fabrication de produits à base de céréales	82,1	48,2
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	(102,5)	78,4
Industries du textile et de la confection	94,1	69,8
Industries du cuir et fabrication des chaussures	92,9	95,5
Raffinage du pétrole et cokéfaction	94,9	71,9
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	73,1	61,1
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	(114,8)	(114,6)
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	(141,6)	(118,7)
Réparation et installation des machines et équipements	(115,3)	(109,6)
Construction	93,2	87,5
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	82,8	46,9
Hébergement et restauration	70,3	69,6
Activités financières et d'assurance	76,4	64,0
ENSEMBLE	65,6	54,9

Source : INS/Base des données des DSF

Note : Un chiffre entre parenthèse indique le cas où les capitaux propres sont négatifs de telle sorte que le le pourcentage est supérieur à 100%.

Niveau de dette à court terme faible

D'autres branches d'activités se caractérisent par des dettes à court terme de faible niveau. Elles sont présentées dans le tableau ci-dessous. Il s'agit premièrement de la branche « Industrie de la viande et du poisson » dont la

proportion de dette à court terme dans l'ensemble du passif ne représente que 8,6 % du bilan. La branche « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » a pour sa part une proportion de dettes à court de 15,8 % en 2019.

Tableau 6-2 : Branches à faible niveau d'endettement de court terme en 2019 (%)

branche	Dette à court terme /Total Bilan	Dont dette du passif
Industrie de la viande et du poisson	8,6	8,6
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	33,5	21,6
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	32,0	28,7
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	15,8	12,0
Activités immobilières	31,9	31,1
Activités éducatives	18,0	14,9

Source : INS/Base des données des DSF

6.1.2 Dettes à moyen ou long terme

Branches à dette financière élevée

Le tableau 6-3 ci-dessous présente les branches ayant une dette financière élevée en 2019, c'est-à-dire représentant plus de 25 % du total du passif. Sur cette base, la branche d'activité « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchet » est la plus endettée

avec un ratio de 58,3 %. Ce qui signifie que près de deux tiers de son passif est constitué de dettes financières. Les branches d'activité « Activités d'information et télécommunications » et des « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en plastiques » suivent avec des ratios respectifs de 44,1% et 42,3%.

Tableau 6-3 : Branches à dettes financières élevées en 2019 (en %)

branche	Dette financière / Total Bilan 2018	Dette financière / Total Bilan 2019
Sylviculture et exploitation forestière	18,1	21,6
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	17,2	21,4
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	25,4	27,4
Industries du textile et de la confection	19,0	28,2
Industries du cuir et fabrication des chaussures	7,3	25,3
Raffinage du pétrole et cokéfaction	15,7	31,0
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	18,2	23,2
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	38,3	42,3
Fabrication de produits minéraux non métalliques	29,8	25,7
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	24,0	23,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	24,8	23,8
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	60,5	58,3
Activité d'information et de télécommunications	41,9	44,1
Activités fournies principalement aux entreprises	28,9	28,5
Activités éducatives	23,4	23,7

Source : INS/Base des données des DSF

Branches à dette financière plancher

D'autres branches d'activité, qui sont plus nombreuses, soit vingt deux (22) au total, ont présenté en 2019, un faible niveau de dette financière. Elles sont répertoriées dans le tableau 6-4 ci-dessous. La branche

d'activité « Réparation et installation des machines et équipements » qui occupe la première position dans ce classement a connu une réduction significative de ses dettes financières, celles –ci passant de 26,7 % du passif en 2018 à 4,3 % en 2019.

Tableau 6-4 : Branches à dettes financières faible en 2019 (en %)

branche	Dette financière / Total Bilan 2018	Dette financière / Total Bilan 2019
Agriculture	17,4	15,2
Elevage et chasse	5,2	10,0
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	17,8	10,0
Extraction des minerais	8,1	6,1
Industrie de la viande et du poisson	8,4	10,3
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	14,5	12,1
Fabrication de produits à base de céréales	7,2	7,6
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	13,4	13,7
Industrie de boissons	12,5	13,6
Industries du bois sauf fabrication des meubles	18,0	18,4
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	13,8	17,0

Source : INS/Base des données des DSF

branche	Dettes financières / Total Bilan 2018	Dettes financières / Total Bilan 2019
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	6,8	8,0
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	5,8	5,4
Réparation et installation des machines et équipements	26,7	4,3
Construction	5,9	7,0
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	8,0	7,3
Hébergement et restauration	22,6	11,9
Transport et entreposage	14,4	13,4
Activités financières et d'assurance	8,2	13,7
Activités immobilières	12,5	10,3
Activité pour la santé humaine et action sociale	12,0	12,5
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	11,2	13,0
ENSEMBLE	18,0	19,5

Source : INS/Base des données des DSF

6.2 Analyse du coefficient d'endettement

Le coefficient d'endettement permet d'apprécier la soutenabilité de la dette des entreprises. Cette dette étant composée de dettes financières (à moyen long terme) et de dette à court terme, deux ratios peuvent être utilisés : (i) le coefficient d'endettement net (ou ratio d'indépendance financière) et le coefficient d'endettement brut (ou élargi).

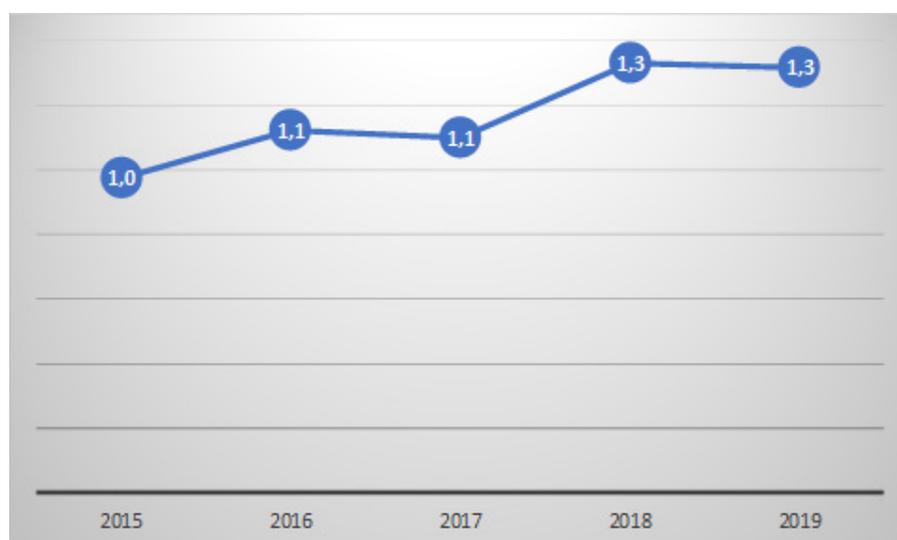
6.2.1 Coefficient d'endettement net/ratio d'indépendance financière (IF)

Il évalue l'indépendance financière des entreprises et représente le rapport de la dette financière sur les capitaux propres. Un coefficient d'endettement net inférieur au seuil limite indique une dette soutenable. Par contre, un coefficient supérieur à la limite soutenable signifie qu'à moyen terme l'entreprise court le risque de ne pas pouvoir honorer le service de la dette.

L'endettement des entreprises, apprécié par le ratio d'indépendance financière, a représenté 1,3 fois les capitaux

en 2019 comme en 2018. Depuis 2016, les entreprises dans l'ensemble sont fragilisées par le poids de leur dette de plus en plus insoutenable. La situation est moins reluisante pour certaines branches qui depuis trois ans, affichent des capitaux propres négatifs. Il s'agit majoritairement des branches d'activité du secteur secondaire. La branche sylviculture est entrée dans la danse en 2019 en raison de l'arrêt d'activité dans la Société Forestière et Industrielle de la Doumé (SFID). Cet arrêt est consécutif aux difficultés qu'a rencontré le Groupe ROUGIER au Cameroun.

GRAPHIQUE 6.3 : Indépendance financière de 2015 à 2019



Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 6-5: Branches à indépendance financière négative en 2019

Branche	i n d é p e n d a n c e financière 2017	i n d é p e n d a n c e financière 2018	i n d é p e n d a n c e financière 2019
Sylviculture et exploitation forestière	2,2	4,8	-92,7
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-1,6	-1,8	-0,8
Industries du textile et de la confection	3,1	-1,3	-1,3
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-1,6	-1,0	-1,4
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-1,0	-2,2	-1,2
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-0,2	-0,4	-0,4
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-2,0	-0,2	-0,1
Réparation et installation des machines et équipements	-4,3	-1,8	-0,2
Construction	-1,6	-9,9	-42,6
Activité d'information et de télécommunications	6,5	34,8	-37,3

Source : INS/Base des données des DSF

Plusieurs branches d'activité affichent une indépendance financière normale et présentent par conséquent une situation d'endettement soutenable. Mieux encore, cette situation prévaut depuis au moins trois ans pratiquement toutes ces branches.

Tableau 6-6: Branches à indépendance financière (IF) normale en 2019

Branche	i n d é p e n d a n c e financière 2017	i n d é p e n d a n c e financière 2018	i n d é p e n d a n c e financière 2019
Agriculture	1,8	0,9	1,0
Elevage et chasse	0,7	0,3	0,6
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	0,7	1,0	0,4
Extraction des minerais	1,3	0,6	0,4
Industrie de la viande et du poisson	0,1	0,1	0,1
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	0,6	0,9	1,0
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	0,2	0,3	0,2
Fabrication de produits à base de céréales	-0,7	0,6	0,7
Industrie de boissons	0,4	0,3	0,3
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,4	0,6	0,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,9	0,9	0,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	0,9	0,9	1,0
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	0,6	0,7	0,7
Hébergement et restauration	0,6	0,6	0,7
Transport et entreposage	0,8	0,5	0,5
Activités immobilières	0,2	0,3	0,2
Activités éducatives	0,1	0,4	0,4
Activité pour la santé humaine et action sociale	2,9	0,6	0,6
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,4	0,5	0,6

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau 6-7: Branches à indépendance financière élevée en 2019

Branche	indépendance financière 2017	indépendance financière 2018	indépendance financière 2019
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	2,1	2,6	1,8
Industries du bois sauf fabrication des meubles	0,6	0,9	1,1
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	0,9	1,2	1,7
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,9	1,2	1,7
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	2,2	2,6	6,2
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	1,0	2,3	2,3
Activités financières et d'assurance	1,2	1,4	1,4
Activités fournies principalement aux entreprises	0,2	1,1	1,1
ENSEMBLE	1,1	1,3	1,3

Source : INS/Base des données des DSF

Parmi les branches à coefficient d'endettement net élevé, on retrouve les « Activités fournies principalement aux entreprises », « activités financières et d'assurance », « fabrication des produits métallurgiques et de base, ouvrages

en métaux » et « travail des grains et fabrication des produits amylacés ». Ces branches d'activités se caractérisent par soit par des capitaux propres faibles ou alors par des dettes financières élevées.

6.2.2 Coefficient d'endettement élargi

Le coefficient d'endettement qui représente le rapport de l'endettement total sur les capitaux propres. Il permet également d'apprécier la soutenabilité de la dette. En 2019, le coefficient d'endettement des entreprises, qui

avait gardé une tendance haussière depuis 2015, fléchit à 5,7 après avoir plafonné à 6,4 en 2018. Malgré ce retournement, l'endettement des entreprises demeure toujours élevé, en comparaison au seuil de 1 (la limite soutenable).

Graphique 6-4: évolution du coefficient d'endettement élargi



Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau 6-8 ci-dessous, met en évidence les branches d'activité les moins endettées en 2019 selon le critère du coefficient d'endettement. On y trouve l'« Industrie

de la viande et du poisson », les « Activités éducatives » l'« Industrie des oléagineux et aliments pour animaux ». les « activités immobilières »,

Tableau 6-8: Branches à faible niveau du coefficient d'endettement en 2019

Branche	ratio d'endettement élargi 2017	ratio d'endettement élargi 2018	ratio d'endettement élargi 2019
Industrie de la viande et du poisson	0,3	0,2	0,2
Activités immobilières	0,7	1,0	0,7
Activités éducatives	0,5	0,7	0,7
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	1,2	0,9	0,8
Industrie de boissons	1,6	1,5	1,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	1,9	2,0	2,2
Transport et entreposage	2,0	2,7	2,6
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	1,9	2,6	2,7
Activités fournies principalement aux entreprises	1,6	2,8	2,7
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	1,6	2,2	2,9
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	1,3	2,8	2,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	2,3	2,8	3,2
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	1,3	4,8	3,4
Activité pour la santé humaine et action sociale	17,7	3,6	3,6
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	2,9	3,3	3,9
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	2,3	3,0	4,0

Source : INS/Base des données des DSF

Les branches d'activité ayant un niveau d'endettement relativement élevé sont présentées dans le tableau 6-9 ci-dessous. Il s'agit notamment de :

« Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux », « Activités financières et d'assurance », « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules », « Fabrication de produits à base de céréales », « Travail des grains et fabrication des produits amylacés » et « Fabrication

de produits chimiques et pharmaceutiques ».

Avec un coefficient d'endettement de 6,1 en 2019 contre 6,3 en 2018 et 9,8 en 2017, la branche d'activité « Extraction des minerais » figure parmi les plus endettées. Elle montre néanmoins d'importants signes d'amélioration, à la faveur du redressement progressif des cours des minerais sur le marché mondial.

Tableau 6-9: Branches à niveau du coefficient d'endettement élevé en 2019

Branche	ratio d'endettement élargi 2017	ratio d'endettement élargi 2018	ratio d'endettement élargi 2019
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	12,1	9,9	25,9
Activités financières et d'assurance	13,7	15,6	9,2
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	8,5	7,8	9,1
Fabrication de produits à base de céréales	-9,2	7,0	8,6
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	10,9	13,9	7,4
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	5,7	5,6	6,4
Extraction des minerais	9,8	6,3	6,1
Agriculture	7,0	4,2	5,6
Elevage et chasse	6,1	4,5	5,2
Industries du bois sauf fabrication des meubles	4,1	4,0	4,8
Hébergement et restauration	1,5	1,5	4,6
ENSEMBLE	5,0	6,4	5,7

Source : INS/Base des données des DSF

6.3 Equilibre financier

6.3.1 Niveau du fonds de roulement

Le Fonds de roulement (FDR) est la différence entre les Ressources stables (Capitaux propres + dettes financières) et l'actif immobilisé en valeur nette. Un FDR positif, indique un excédent de ressources stables sur les emplois stables, qui peut permettre de financer le cycle d'exploitation de l'entreprise. En revanche, un FDR négatif, signifie que l'entreprise dépend principalement des dettes à court terme pour assurer son exploitation.

En 2019, 16 (seize) branches d'activité présentent un FDR positif. Parmi celles-ci six (06) ont vu leur niveau de FDR augmenter

d'au moins 40%. Il s'agit du « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules », l'« Industrie de boissons », des « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles », des « Activités fournies principalement aux entreprises », la « Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques » et des « Activités éducatives ».

Huit (08) branches d'activité ont plutôt accusé une baisse de leur FDR, allant jusqu'en dessous de -50% pour la branche « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques ».

Tableau 6-10: Branches à Fonds de roulement positif en 2019 (en millions de F CFA)

branche	signe en 2017	signe en 2018	FDR 2019	EVO 2018-2017(%)	EVO 2019-2018 (%)
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	+	+	+	40,3	-53
Industrie de la viande et du poisson	+	+	+	-63,1	-17
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	+	+	+	62,0	-38
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-	+	+	225,4	6
Industrie de boissons	+	+	+	-18,7	835
Industries du bois sauf fabrication des meubles	+	+	+	263,7	-26
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	+	+	+	-29,7	-44
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	-	+	+	497,2	50
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	+	+	+	-18,6	-24
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	-	-	+	-132,0	147
Hébergement et restauration	+	+	+	-38,3	-7
Transport et entreposage	+	+	+	1,2	8
Activités financières et d'assurance	+	+	+	87,1	-36
Activités fournies principalement aux entreprises	+	+	+	-73,2	75
Activités éducatives	+	+	+	-45,8	47
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	+	+	+	-59,0	176

Source : INS/Base des données des DSF

Les branches d'activité à fonds de roulement négatif en 2019 sont au nombre de vingt-un (21), soit plus de la majorité. La plus part présentent cette situation depuis au moins trois ans. Elle est plus préoccupante dans les branches suivantes qui cumulent des mauvais résultats depuis quelques années: « Fabrication de produits minéraux non métalliques, Réparation et installation des machines et équipements » et « Sylviculture et exploitation forestière ».

La branche d'activité « Raffinage du pétrole et cokéfaction », est impactée négativement par le situation de

la Société National de Raffinerie (SONARA) qui enregistre des ressources stables très inférieures à l'actif immobilisé.

De même, dans les branches d'activité « Activité d'information et de télécommunications », « Construction », « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux », « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne » ; ce sont respectivement les entreprises CAMTEL, ADRADE GUTIERESE, ALUCAM et ENEO qui impactent négativement les Fonds de roulement.

Tableau 6-11: Branches à Fonds de roulement négatif en 2019 (en millions de F CFA)

Branche	signe 2017	signe 2018	FDR 2019
Agriculture	-	-	-
Elevage et chasse	-	-	-
Sylviculture et exploitation forestière	+	+	-
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-	-	-
Extraction des minerais	-	-	-
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	+	+	-
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-	-	-
Industrie de boissons	-	-	-
Industries du textile et de la confection	-	-	-
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-	-	-
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-	-	-
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	+	+	-
Fabrication de produits minéraux non métalliques	+	+	-
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-	-	-
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-	-	-
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-	-	-
Réparation et installation des machines et équipements	-	-	-
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	-	-	-
Construction	-	-	-
Hébergement et restauration	-	-	-
Activité d'information et de télécommunications	-	-	-
Activités financières et d'assurance	-	-	-
Activités immobilières	-	-	-
Activités financières et d'assurance	-	-	-
Activités immobilières	-	-	-
Activités éducatives	-	-	-
Activité pour la santé humaine et action sociale	-	-	-
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-	-	-
ENSEMBLE	-	-	-

Source : INS/Base des données des DSF

6.3.2 Contribution du fonds de roulement au financement de l'Actif

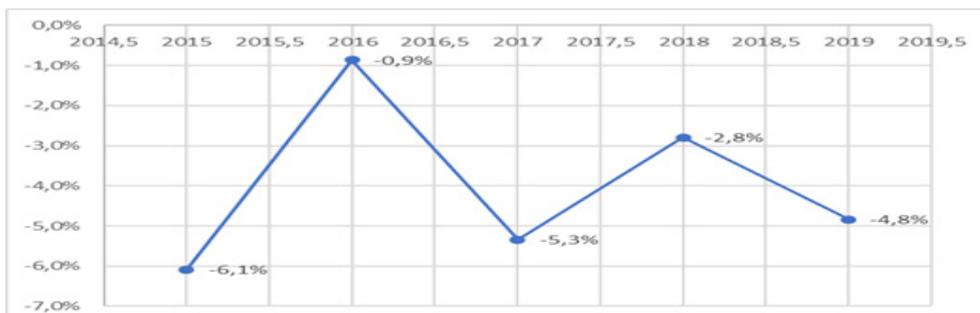
Une baisse de la contribution du fonds de roulement au financement de l'actif en 2019

Depuis 2015, d'une manière générale la contribution du Fonds de roulement au financement de l'actif des entreprises est négative, fluctuant d'une année à l'autre ; et pour l'année 2019,

cette contribution a baissé à -4,8% après -2,8% en 2018.. Il faut noter que la couverture de l'actif circulant par le fonds de roulement était positive en 2012, soit +6,8% de contribution.

Elle avait même atteint des niveaux un peu plus élevés entre 2006 et 2008, +12,2%, +13,1%, +13,9% respectivement.

Graphique 6-5: Contribution du fonds de roulement au financement de l'actif (%)



Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau 6-12 répertorie les branches d'activité présentant un ratio FDR/Actif Circulant négatif. Ce sont des situations qui correspondent à des immobilisations qui excèdent les ressources stables, illustrant qu'une fraction des investissements a été réalisée sur ressources de court

terme, rendant ainsi les entreprises vulnérables aux aléas conjoncturels. Ce comportement semble structurel dans la plus part des branches d'activité concernées, et toutes affichent un ration nettement en dessous de la moyenne globale des entreprises.

Tableau 6-12: Branches présentant un ratio (FDR/Actif Circulant) négatif en 2019(%)

branche	FR/AC 2017	FR/AC 2018	FR/AC 2019
Agriculture	-21,2	-15,5	-26,1
Elevage et chasse	-261,4	-284,8	-196,4
Sylviculture et exploitation forestière	0,3	-8,0	-10,9
Extraction des minerais	-53,0	-9,5	-14,8
Travail des grains et fabrication des produits amyliacés	-20,9	-9,5	-19,5
Fabrication de produits à base de céréales	-28,1	-19,1	-22,5
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-65,1	-85,4	-124,6
Industries du textile et de la confection	-22,3	-63,4	-77,3
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-11,6	-11,6	-8,8
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-136,5	-117,4	-216,9
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	31,2	6,8	-15,2
Fabrication de produits minéraux non métalliques	5,3	-1,2	-34,1
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-29,5	-10,5	-42,4
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	31,8	-83,6	-96,5
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-50,3	-172,6	-151,7
Réparation et installation des machines et équipements	-264,7	-11,6	-39,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	-28,0	-28,2	-6,4
Construction	-21,5	-18,8	-19,5
Activité d'information et de télécommunications	-52,0	-59,3	-50,3
Activités immobilières	-32,7	-95,3	-18,2
Activité pour la santé humaine et action sociale	-120,5	-20,8	-20,5
ENSEMBLE	-5,3	-2,8	-4,8

Source : INS/Base des données des DSF

Pour seize (16) branches d'activité sur trente-sept (37), le ratio FDR/Actif Circulant est positif, situation dans laquelle les ressources stables sont relativement élevées et permettent à l'entreprise de faire face aux risques asymétriques des actifs et des dettes. La plus part des branches d'activité répertoriées dans le tableau 42 adopte ce comportement depuis au moins

trois ans. Par exemple en 2019, le fonds de roulement a contribué jusqu'à 48% au financement de l'actif dans la branche d'activité « Activités éducatives », 35,5% pour « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets », 32,8% pour « Industrie de la viande et du poisson » et « 25,4% pour « Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre ».

Tableau 6-13: Branches présentant un ratio (FDR/Actif Circulant) positif en 2019(%)

branche	FR/AC 2017	FR/AC 2018	FR/AC 2019
Activités éducatives	33,9	30,2	48,0
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	64,3	45,2	35,2
Industrie de la viande et du poisson	110,8	42,2	32,8
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	29,5	39,2	25,4
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-15,5	19,0	22,8
Hébergement et restauration	32,9	19,2	18,5
Transport et entreposage	26,4	18,1	17,1
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	11,3	5,2	16,3
Activités fournies principalement aux entreprises	39,9	9,0	14,8
Industries du bois sauf fabrication des meubles	4,9	17,1	13,7
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	-1,7	6,7	9,5
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	54,7	70,7	8,6
Activités financières et d'assurance	5,0	8,3	8,6
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	20,6	14,5	8,1
Industrie de boissons	0,8	0,7	6,2
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	-1,9	-4,2	2,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-28,0	-28,2	-6,4
Construction	-21,5	-18,8	-19,5
Activité d'information et de télécommunications	-52,0	-59,3	-50,3
Activités immobilières	-32,7	-95,3	-18,2
Activité pour la santé humaine et action sociale	-120,5	-20,8	-20,5
ENSEMBLE	-5,3	-2,8	-4,8

Source : INS/Base des données des DSF

6.3.3 besoin en fonds de roulement

Le Besoin en Fonds de roulement (BFDR) est la différence entre l'actif circulant et le passif circulant. Un BFDR positif, indique que l'entreprise est en bonne santé financière, la liquidation des actifs circulants permet de payer l'ensemble des dettes à court terme. En revanche, un BFDR négatif, signifie que l'entreprise ne dispose pas de suffisamment de ressources pour couvrir ses charges d'exploitation et de manière générale, qu'elle finance ses immobilisations par des dettes à court terme.

En 2019, onze (11) branches présentent un BFDR

positif, et ce depuis au moins trois ans. Parmi celles-ci quatre (04) ont vu leur niveau de BFDR augmenter de plus de 80%. Il s'agit de la « Fabrication de produits à base de céréales », des « Activités fournies principalement aux entreprises », du « Transport et entreposage » et de l'« Industrie de la viande et du poisson ».

Les sept (07) branches d'activité restants ont plutôt accusés une baisse de leur FDR, allant jusqu'à -35% pour l'activité de « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction ».

Tableau 6-14: Branches à Besoin en Fonds de roulement positif en 2019

branche	BFDR 2017	BFDR 2018	BFDR 2019	EVO 2018-2017(%)	EVO 2019-2018(%)
Industrie de la viande et du poisson	619 949 857	- 23 981 747	339 570 848	-103,9	1516
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	36 814 699 519	52 999 449 669	43 272 524 005	44,0	-18
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	15 469 548 580	29 421 230 913	19 586 248 337	90,2	-33
Fabrication de produits à base de céréales	- 11 549 440 589	- 7 182 720 443	9 865 266 740	37,8	237
Industries du bois sauf fabrication des meubles	11 620 800 785	20 853 083 645	16 441 099 440	79,4	-21
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	13 412 827 856	12 411 664 244	8 082 700 559	-7,5	-35
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	35 005 485 367	30 319 229 283	26 821 452 964	-13,4	-12
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	26 178 478 451	45 787 056 400	39 729 455 547	74,9	-13
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	203 292 400 063	185 983 651 964	167 299 034 188	-8,5	-10
Transport et entreposage	73 244 405 705	43 337 984 765	81 722 369 303	-40,8	89
Activités fournies principalement aux entreprises	20 484 752 742	- 723 787 800	7 333 297 231	-103,5	1113

Source : INS/Base des données des DSF

Les branches d'activité à besoin de fonds de roulement négatif en 2019 sont les plus nombreuses, soit de vingt-six (26) au total. La plupart présentent cette situation depuis au moins trois ans. Il s'agit notamment des activités ci-après, listées par ordre d'importance du besoin, pour lesquelles il se chiffre à des centaines de milliards de FCFA : « Activités

financières et d'assurance », « Activité d'information et de télécommunications », « Raffinage du pétrole et cokéfaction », « Construction », « Hébergement et restauration » et « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques ».

Tableau 6-15: Branches à Besoin en Fonds de roulement négative en 2019

branche	BFDR 2017	BFDR 2018	BFDR 2019
Agriculture	- 11 285 965 046	- 3 588 978 518	- 10 003 025 392
Elevage et chasse	- 6 257 978 120	- 7 342 819 222	- 5 786 045 470
Sylviculture et exploitation forestière	10 576 442 088	3 317 817 059	- 9 369 609 580
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	- 61 598 128 706	- 925 700 045 189	- 115 665 518 493
Extraction des minerais	- 8 603 502 955	- 2 191 872 467	- 5 017 260 915
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	4 262 864 874	3 945 587 742	- 788 821 327
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	- 9 311 514 923	- 6 841 231 595	- 28 919 576 130
Industrie de boissons	- 3 812 353 647	- 19 969 977 916	- 30 328 672 924
Industries du textile et de la confection	- 348 265 395	- 5 227 475 183	- 5 688 027 158
Industries du cuir et fabrication des chaussures	- 484 391 504	- 580 304 485	- 161 893 454
Raffinage du pétrole et cokéfaction	- 384 354 974 915	- 258 185 470 745	- 271 252 061 969
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	30 183 100 269	5 285 457 991	- 16 667 971 190
Fabrication de produits minéraux non métalliques	7 389 654 237	9 559 503 187	- 2 567 724 533
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	- 22 313 275 552	- 5 942 730 955	- 38 815 055 305
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	- 462 488 446	- 1 174 317 087	- 1 230 097 764
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	- 675 721 352	- 1 758 425 301	- 1 518 640 776
Réparation et installation des machines et équipements	- 53 846 944 478	- 308 213 812	- 6 385 848 771

Source : INS/Base des données des DSF

branche	BFDR 2017	BFDR 2018	BFDR 2019
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	- 104 183 004 821	- 119 805 675 386	- 43 068 988 890
Construction	- 126 929 465 786	- 46 753 043 448	- 148 300 143 025
Hébergement et restauration	- 14 527 158 226	- 17 725 087 451	- 141 873 926 034
Activité d'information et de télécommunications	- 400 557 363 887	- 478 769 832 202	- 431 107 272 619
Activités financières et d'assurance	- 1 183 782 776 326	- 1 243 846 548 873	- 1 243 846 548 873
Activités immobilières	- 19 347 103 463	- 41 166 720 916	- 20 687 965 371
Activités éducatives	- 1 748 684 732	- 2 263 105 881	- 1 915 632 069
Activité pour la santé humaine et action sociale	- 8 341 012 232	- 5 665 179 064	- 5 537 995 546
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	- 8 824 222 410	- 8 350 361 948	- 8 650 838 430
ENSEMBLE	- 1 954 590 327 117	- 2 767 866 190 772	- 8 650 838 430

Source : INS/Base des données des DSF

6.3.4 Analyse de la Trésorerie nette

La Trésorerie nette (TN) est la différence entre le Fonds de roulement et le Besoin en fonds de roulement. Une TN positive, indique que l'entreprise est solvable, elle dispose des liquidités excédentaires. En revanche, une TN négative, signifie que l'entreprise ne dispose pas suffisamment de liquidité pour assurer ces charges financières courantes.

Tableau 6-16: Branches à Trésorerie nette positive en 2019

branche	signe TN 2017	signe TN 2018	signe TN 2019	evo-2019-2018 (%)
Elevage et chasse	+	+	+	-65
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	+	+	+	-80
Extraction des minerais	-	-	+	1358
Industrie de la viande et du poisson	+	+	+	-68
Industrie de boissons	+	+	+	102
Industries du cuir et fabrication des chaussures	+	+	+	-74
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-	+	+	794
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	+	+	+	-1
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-	+	+	-61
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	+	+	+	-69
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	+	+	+	-46
Construction	+	-	+	102
Hébergement et restauration	+	+	+	552
Transport et entreposage	+	+	+	-28
Activité d'information et de télécommunications	+	+	+	-9
Activités financières et d'assurance	+	+	+	-7
Activités immobilières	+	-	+	279
Activités fournies principalement aux entreprises	+	+	+	36
Activités éducatives	+	+	+	8
Activité pour la santé humaine et action sociale	+	+	+	-2
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	+	+	+	9

Source : INS/Base des données des DSF

En 2019, vingt-un (21) branches d'activité présentent une TN positive, et ce pour la plupart depuis au moins trois ans. Parmi celles-ci, neuf ont vu leur niveau de TN augmenter d'au moins 5%. Il s'agit entre autres de l'« Extraction des minerais », la « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques », l'« Hébergement et restauration », l'« Industrie de boissons », les « Activités immobilières », et les « Activités fournies principalement aux entreprises ».

Les onze (11) restants ont plutôt accusé une baisse de leur TN, allant jusqu'à -80% pour les activités d'« Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques », les « Industries du cuir et fabrication des chaussures », l'« Industrie de la viande et du poisson », la « Production et

distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » et l'« Elevage et chasse » pour ne citer que ces branches d'activité.

Les branches à TN négative en 2019 sont moins nombreuses, soit seize (16) au total. La plupart présentent cette situation depuis au moins trois ans. Elle est plus préoccupante dans les branches suivantes qui cumulent découverts et crédits de trésorerie depuis quelques années: « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux », « Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires », « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » et « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux ». Dans le commerce et l'activité de raffinage et de cokéfaction, le déficit de trésorerie se chiffre à plus de 100 milliards FCFA en 2019.

Tableau 6-17: Branches à Trésorerie nette négative en 2019

branche	signe TN 2017	signe TN 2018	signe TN 2019
Agriculture	-	-	-
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	-
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-	-	-
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	+	-	-
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-	-	-
Fabrication de produits à base de céréales	+	+	-
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-	-	-
Industries du textile et de la confection	-	-	-
Industries du bois sauf fabrication des meubles	-	-	-
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	-	-	-
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-	-	-
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	-	-	-
Fabrication de produits minéraux non métalliques	-	-	-
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-	-	-
Réparation et installation des machines et équipements	+	-	-
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	-	-	-
ENSEMBLE	+	+	+

Source : INS/Base des données des DSF

En proportion du bilan, la trésorerie nette s'est située à 8,3% en 2019. Le tableau 6-17 illustre l'importance de la trésorerie nette dans les différentes branches d'activité. On peut y déceler les activités qui génèrent le plus de trésorerie à l'instar de « Activités financières et d'assurance », « Autres activités

fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles », « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a », « Hébergement et restauration », « Activité pour la santé humaine et action sociale » et « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques ».

Tableau 6-18: evolution par Branche trésorerie nette /total du bilan

branche	TN /TOTAL PASSIF 2017	TN /TOTAL PASSIF 2018	TN /TOTAL PASSIF 2019
Elevage et chasse	2,4	6,2	2,4
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	17,2	59,8	10,7
Extraction des minerais	-6,2	-0,3	3,9
Industrie de la viande et du poisson	21,3	4,2	1,4
Industrie de boissons	1,0	3,9	7,5
Industries du cuir et fabrication des chaussures	2,9	5,7	3,9
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-1,1	0,3	2,4
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	39,7	25,3	26,1
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-6,0	3,7	1,7
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	2,2	2,6	0,7
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	7,1	2,6	1,3
Construction	0,4	-9,4	0,1
Hébergement et restauration	19,7	19,3	61,4
Transport et entreposage	5,2	7,0	4,7
Activité d'information et de télécommunications	5,3	6,7	6,3
Activités financières et d'assurance	23,1	24,5	37,4
Activités immobilières	2,4	-1,6	2,3
Activités fournies principalement aux entreprises	15,5	3,8	4,9
Activités éducatives	11,0	8,1	9,6
Activité pour la santé humaine et action sociale	11,8	15,1	14,9
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	38,8	40,5	44,7

Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau 6-19 présente la synthèses du diagnostique de l'équilibre financier des entreprises modernes. Il ressort que l'équilibre financier des entreprises indique une trésorerie nette négative en 2019, avec un besoin en fonds de roulement net négatifs, couplé à des fonds de roulement négatif, signe d'une situation globalement inquiétante.

Tableaux 6-19: Synthèse du diagnostic de la santé financière des entreprises en 2019

Diagnostic	Paramètres	Branches d'activité concernée
Favorable	FR+, BFR+, TN+	<ul style="list-style-type: none"> Industrie de la viande et du poisson ; Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets ; Transport et entreposage ; Activités fournies principalement aux entreprises.
Risque bancaire	FR+, BFR+, TN-	<ul style="list-style-type: none"> Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre ; Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux ; Industries du bois sauf fabrication des meubles ; Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction ; Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques ; Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules.
Critique	FR-, BFR+, TN-	<ul style="list-style-type: none"> Fabrication de produits à base de céréales

Diagnostic	Paramètres	Branches d'activité concernée
Risque commercial rare	FR+, BFR-, TN+	<ul style="list-style-type: none"> • Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques ; • Industrie de boissons ; • Hébergement et restauration ; • Activités financières et d'assurance ; • Activités éducatives ; • Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles.
Risque commercial	FR-, BFR-, TN+	<ul style="list-style-type: none"> • Elevage et chasse ; • Extraction des minerais ; • Industries du cuir et fabrication des chaussures ; • Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques ; • Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a ; • Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a. ; • Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné ; • Construction ; • Activité d'information et de télécommunications ; • Activités immobilières ; • Activité pour la santé humaine et action sociale.
Risque de défaillance	FR-, BFR-, TN-	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture ; • Sylviculture et exploitation forestière ; • Travail des grains et fabrication des produits amylacés ; • Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires ; • Industries du textile et de la confection ; • Raffinage du pétrole et cokéfaction ; • Fabrication de produits minéraux non métalliques ; • Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux ; • Réparation et installation des machines et équipements. • Ensemble des branches

CONCLUSION

En 2019, les activités économiques mondiales ont continué de ralentir. Le taux de croissance du PIB mondial a baissé de 0,7 point pour s'établir à 2,8%. Ce freinage a également été observé au niveau national. Le taux de croissance du PIB réel a été de +3,7% après +4,1% en 2018. Cette situation est imputable à la décélération des activités dans les secteurs primaire et tertiaire en lien avec la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui accueillent des activités de certains grands fleurons agricoles, en l'occurrence la CDC, PAMOL, PHP, BPL, CTE, etc.. L'incendie enregistré par la Société Nationale de Raffinage (SONARA) a également quelque peu impacté négativement l'évolution de l'économie nationale.

Les répercussions de ce ralentissement ont été perceptibles sur les indicateurs de performance des entreprises modernes. Le Chiffre d'Affaires Hors Taxes (CAHT) a décéléré, n'augmentant seulement que de +0,8% contre +3,9% en 2018. Toutefois, la Valeur ajoutée, l'Excédent brute d'Exploitation sont restés dynamiques, et le résultat net global des entreprises est redevenu positif, après la perte affichée en 2018.

La dynamique de la création d'emplois a également décéléré, cédant 0,3 point pour s'établir à +1,4% en 2019. Par secteur d'activité, l'emploi a progressé dans le secteur primaire de +2,1% et secondaire de +6,9%, tandis que dans le tertiaire l'on a plutôt assisté à une perte des emplois de -1,1%. Ces emplois demeurent concentrés dans dix (10) branches d'activités qui fournissent environ trois quart des emplois. L'évolution des emplois permanents, mise en relation avec celle de valeur ajoutée a induit des gains de productivité.

Les investissements bruts des entreprises pour l'exercice 2019 ont globalement chuté de -23,6% par rapport à l'année précédente. Ce recul des investissements, malgré la hausse dans le secteur primaire, s'est manifesté dans les secteurs secondaire et tertiaire, ce dernier affichant un taux plus prononcé, soit -35,8%.

La situation de la dette des entreprises modernes est demeurée peu reluisante en 2019. Le coefficient d'endettement total est équivalent à 5,3 les capitaux propres ; tandis que le

ratio d'indépendance financière est de 1,2 fois les capitaux propres. En outre, la dette financière a augmentée légèrement à 19,8% du bilan en 2019 contre 18,2% en 2018.

Par contre, dans l'ensemble les ratios de rentabilité se sont plutôt améliorés. La rentabilité financière s'est redressée à 2,1% après -0,2% en 2018. Le rendement économique s'est établi à 8,1% contre 7,4% en 2018. Dans le même sens, la rentabilité des ressources stables augmente de deux points pour s'établir à 25,1%. La rentabilité économique a, quant à elle, fléchi légèrement, en raison de la diminution du taux de rotation de l'actif économique, soit 0,553 en 2019 contre 0,648 en 2018, malgré les profits réalisés.

L'équilibre financier des entreprises indique une trésorerie nette négative en 2019, avec des besoins en fonds de roulement négatifs, couplés à des fonds de roulement négatifs, signe d'une situation globalement inquiétante ; du fait qu'elle traduit leur incapacité à financer leurs dépenses d'investissement uniquement à partir de leurs ressources financières propres ainsi qu'à l'emprunt à moyen et long terme. Pour combler ces déficits, elles font recours non seulement au financement bancaire de court terme dont le paiement des frais financiers y afférent diminue leurs résultats nets, mais également aux crédits fournisseurs afin de rentabiliser leur cycle d'exploitation.

Au moment où l'on parle de renouveau entrepreneurial avec un code de gouvernance des entreprises en gestation et dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement, l'endettement et la rentabilité des entreprises méritent une attention particulière, afin de renforcer leur contribution à la création de valeur ajoutée, et de réduire des risques financiers des investisseurs et des prêteurs.

Le rapport 2020 à venir permettra d'apprécier l'impact du covid-19.

Bibliographie

De la Bruslerie ; H. (2010) ; Analyse financière : Information financière, diagnostic et évaluation. 4ème édition, Management Sup, Gestion-Finance. Dunod, Paris

Duplat ; C-A. (2004) ; Analyser et maîtriser la situation financière de son entreprise. Vuibert

Fonds Monétaire International (2017) ; Rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale de 2017

Gandy ; A. (2011) ; La comptabilité en pratique. Des écritures comptables à l'interprétation des comptes annuels. Afnor éditions

MINFI (2016) ; Rapport sur la situation et les perspectives économiques, sociales, et financières de la Nation. Exercice 2016

INS (2018) ; Les comptes nationaux provisoires de 2017.

INS (2017) ; Etude économique et financières des entreprises. Quinzième édition.

INS (2013) ; Nomenclature des activités et des produits du Cameroun

Investir au Cameroun (2015) ; Numéro 43

Investir au Cameroun (2016) ; Numéros 44-45

A1- Concepts et définitions

Indicateurs	Abréviations	Formule de calcul
<p>Rentabilité économique du capital</p> <p>Elle évalue les performances de l'entreprise en termes économiques.</p>	RE	Excédent Brut d'Exploitation / Immobilisations Brutes)
<p>Rentabilité des ressources stables</p> <p>C'est le taux de rentabilité interne.</p> <p>La différence entre les ressources stables (RS) et les immobilisations financières (IF), (RS-IF) s'interprète comme les capitaux effectivement investis dans l'exploitation, les immobilisations financières étant constituées essentiellement des titres de participation et des autres immobilisations financières dans d'autres sociétés.</p>	RS	Excédent Brut d'Exploitation (EBE) / Ressources stables nettes des Immobilisations financières (IF)
<p>Rentabilité financière</p> <p>Elle établit la capacité des capitaux investis par les actionnaires (capitaux propres) à dégager le profit. Ce ratio correspond dans la comptabilité de type anglo-saxonne au "Return On Equity" ou encore « ROE ». Elle est généralement scrutée par les actionnaires et associés, les analystes financiers et les investisseurs. Bien que la mesure soit entachée d'un biais important du fait qu'il n'est pas neutre par rapport au régime fiscal, il apparaît aux yeux des spécialistes comme le meilleur indicateur proxy.</p>	RF	Résultat Net / Capitaux propres
<p>Productivité du capital</p> <p>Ratio entre production en volume et le capital employé. Elle est donc différente du coefficient de capital qui est le revenu du capital rapporté au capital utilisé.</p>		Valeur Ajoutée / Immobilisations Brutes
<p>Productivité apparente du travail</p> <p>Ratio entre production en volume et le volume de travail utilisé dans le processus de production. Le volume de travail est généralement exprimé en heures ouvrées.</p>		Valeur ajoutée / effectif employé
<p>Rendement apparent du travail</p> <p>Valeur ajoutée rapportée aux frais de personnel.</p>		Valeur ajoutée / Charges de personnel
<p>Intensité capitalistique</p> <p>Elle se définit comme le niveau des immobilisations brutes (IB) rapportées aux effectifs employés. Son évolution renseigne par son ampleur sur le rythme de substitution du capital au travail.</p>		Immobilisations brutes (IB) / effectifs employés.
<p>Degré de vieillissement de l'appareil productif</p> <p>Il se définit comme les amortissements cumulés (ACM) rapportés aux immobilisations brutes. Son évolution renseigne sur le rythme de renouvellement des équipements de production.</p>		Amortissements Cumulés (ACM) / Immobilisations Brutes (IB)
<p>Coefficient d'endettement</p> <p>Mesure le niveau d'endettement de l'entreprise. Sa valeur indique le nombre d'années nécessaires au remboursement total de la dette.</p>		Endettement Total / Capitaux Propres

<p>Le Fonds de Roulement</p> <p>Il se définit par le haut du bilan, par l'excédent de ressources stables (à long terme : fonds propres, amortissements, provisions et dettes à long terme) de l'entreprise sur les emplois stables (à long terme : actif immobilisé brut).</p> <p>Dans une branche d'activité donnée, la part de l' « Actif circulant » financée par les « Ressources stables » rend compte de la marge moyenne de sécurité dont disposent les entreprises de la branche, et qui est fonction des exigences du cycle d'exploitation au sein de la branche homogène : cycles de production courts ou longs, nécessitant des stocks importants ou non, etc.</p>	FDR	Ressources stables-Immobilisations
<p>Endettement à terme</p> <p>Il constitue avec le ratio d'endettement global, l'une des mesures de l'indépendance financière de l'entreprise par rapport à ses créanciers.</p>		
<p>Un ratio maximal de 0,33 du capital propre est la limite au-delà de laquelle l'entreprise éprouve des difficultés à contracter des crédits bancaires.</p> <p>Par ailleurs un ratio supérieur ou égal à 1 est symptomatique d'une capacité d'endettement saturée, le banquier refuserait de prendre plus de risque que les actionnaires de l'entreprise eux-mêmes.</p>		Dettes à long et moyen terme/Capitaux propres
<p>Besoin en Fonds de roulement</p> <p>C'est la partie de l'actif circulant qui n'est pas financée par dettes circulantes.</p>	BFDR	Actif circulant-Passif circulant
<p>Valeur ajoutée</p>	VA	
<p>Excédent brut d'exploitation</p> <p>Il mesure la performance économique de l'entreprise avant tout élément financier ou exceptionnel. Il s'obtient en soustrayant de la valeur ajoutée produite, augmentée des subventions d'exploitation, les charges de personnel. C'est le concept qui mesure le mieux l'efficacité industrielle et commerciale de l'entreprise.</p>	EBE	
<p>Immobilisations brutes :</p> <p>Elles sont constituées de l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles portées à l'actif du bilan de l'entreprise à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire avant les amortissements</p>	IB	
<p>Résultats nets</p> <p>Il désigne le bénéfice ou le déficit net dégagé par l'entreprise, après le paiement de l'impôt sur les sociétés (IS).</p>	RN	
<p>Trésorerie nets</p>	TN	FR- BFR

2- Méthodologie

La présente étude s'intéresse à la situation économique et financière des entreprises en 2019. Elle a été rendue possible grâce au traitement informatique des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) des entreprises. Celles-ci ont été réparties dans 43 branches de la Nomenclature DSF, compatible avec la Nomenclature révisée des activités du Cameroun (NACAM, rev1), elle-même adossée à la Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT de 2011 (NAEMA, rev1).

A2-Répartition des entreprises suivies selon les 43 branches

code branche	branche	2015	2016	2017	2018	2019
1	Agriculture	7	7	7	7	7
2	Elevage et chasse	24	24	29	23	20
3	Sylviculture et exploitation forestière	33	33	33	33	32
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	17	17	17	15	13
6	Extraction des minerais	7	7	7	7	7
7	Industrie de la viande et du poisson	2	2	2	2	2
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	10	10	10	10	8
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	10	10	10	10	9
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	9	9	9	9	9
11	Fabrication de produits à base de céréales	16	16	16	16	16
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	6	6	6	6	6
13	Industrie de boissons	10	10	10	10	10
15	Industries du textile et de la confection	6	6	6	6	6
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	5	5	5	5	3
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	22	22	22	22	22
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	24	24	24	24	24
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	2	2	2	2	2
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	26	26	26	26	28
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	16	16	16	15	14
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	6	6	6	6	6
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	30	30	29	29	29
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	9	9	9	9	9
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	24	24	24	24	18
28	Réparation et installation des machines et équipements	7	7	7	7	7
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	7	7	7	7	8
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	5	5	5	5	4

31	Construction	93	94	94	92	102
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	248	246	246	221	214
33	Hébergement et restauration	31	31	32	32	29
34	Transport et entreposage	114	112	113	113	109
35	Activité d'information et de télécommunications	38	38	38	36	38
36	Activités financières et d'assurance	45	44	44	44	37
37	Activités immobilières	44	44	45	44	42
38	Activités fournies principalement aux entreprises	200	200	198	196	195
40	Activités éducatives	62	63	66	63	58
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	33	34	35	35	35
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	10	10	10	10	7
Total	ENSEMBLE	1 258	1 256	1 265	1 221	1 185

Malgré un comportement financier et un plan comptable sectoriel particuliers nous avons retenu la branche 36 (Activités financières et d'assurances) dans notre échantillon en raison, d'une part, de leur poids dans les activités économiques, et d'autre part, du rôle des banques et des assurances dans le financement des activités économiques, la collecte de l'épargne des particuliers et des entreprises, la transformation.

Les variables retenues pour cette étude sont issues, d'un échantillon d'entreprises extrait du fichier des entreprises ayant déposé la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF).

La procédure de tirage est la méthode de l'exhaustif tronquée (Cut-off). Le cumul est effectué sur les entreprises, rangées au préalable par ordre de valeur ajoutée ou d'effectifs décroissants. Les plus grandes unités de production sont d'emblée retenues. Un deuxième tirage est fait en vue d'assurer une représentativité satisfaisante de toutes les branches d'activités retenues.

Le taux de couverture global se monte à plus de 80% aussi bien en termes de Valeur Ajoutée que d'Effectifs. La représentativité est également satisfaisante pour les branches pour lesquelles elle se situe au-dessus de 75% pour les 2 variables.

L'étude se base sur un faisceau de ratios pour cerner le comportement économique et financier des entreprises, leur propension à recourir ou non au crédit, l'état de leurs équipements, de leur liquidité, de leur niveau d'investissement, etc..., le recours ou non au financement externe, etc.

Dans une analyse économique sectorielle,

l'avantage de l'utilisation des ratios par rapport aux données en montant absolu est de ne pas trop dépendre de la taille de l'échantillon choisi. Cela permet de mettre en valeur les problèmes de gestion et de financement spécifiques à chacune des branches d'activités.

Nous nous sommes surtout attachés à l'analyse de la rentabilité et au rendement économique de l'exploitation, la productivité apparente des facteurs, l'importance et le renouvellement des immobilisations, l'importance de l'endettement et la structure des bilans des entreprises camerounaises. Dans l'étude de la structure des bilans des entreprises, on a surtout essayé de montrer les différences entre les branches d'activité. En effet, le niveau d'endettement, la couverture des actifs par les ressources stables, l'importance relative des crédits à court terme varient dans de grandes proportions d'une branche à l'autre. L'analyse des postes des bilans se fait à partir d'un regroupement fonctionnel des postes de bilan en grandes masses. C'est ainsi qu'on a :

- **A l'actif :**

- **Les Immobilisations non financières** sont constituées des charges immobilisées, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles nettes des amortissements et des provisions.

- **Les immobilisations financières** comptabilisées nettes de provisions sont constituées par les titres de participation, c'est-à-dire des apports du capital social d'autres sociétés qui permettent leur contrôle total ou partiel, les autres immobilisations financières, les prêts et créances à plus d'un an à d'autres sociétés

(en général des filiales), ainsi que des dépôts et cautionnements versés.

- **L'actif circulant**, après déduction des provisions, représentent les stocks (marchandises, matière et fournitures, produits semi-ouvrés, produits finis, stocks en cours de route, emballages commerciaux), les créances et emplois assimilés comprenant les créances sur les fournisseurs, les associés et les autres créditeurs.

- **La trésorerie Actif** regroupe, après déduction des provisions, toutes les créances à court terme. On y retrouve aussi bien les valeurs à encaisser des entreprises (fournisseurs, clients, etc..) que les relations avec les banques et les organismes financiers, l'État, etc. ainsi que les opérations de placement à court terme et les liquidités.

- **Au passif**

- **Les capitaux propres** sont constitués du capital social, de différentes réserves, des primes d'émission et des profits ou pertes accumulés, des plus-values à réinvestir et des plus-values de réévaluations, des

subventions d'équipement et de diverses provisions réglementées et fonds assimilés.

- **Les dettes financières** comprennent toutes les dettes à plus d'un an d'échéance : les emprunts et obligations, les dettes de crédit-bail et contrats assimilés, les dettes financières diverses, les comptes bloqués des associés apparentés et les provisions financières pour risques et charges. L'ensemble des capitaux propres et des dettes financières constituent les ressources stables.

- **Les dettes** à court terme regroupent toutes les dettes à moins d'un an d'échéance, y compris la part des dettes à long et moyen termes qui vient à échéance dans l'année. On y retrouve le passif circulant et la trésorerie-passif.

Equipe technique

Supervision générale

TEDOU Joseph, Directeur Général de l'INS

SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint de l'INS

Coordination technique

AMOUGOU René Aymar Bertrand, Chef du Département des Statistiques d'Entreprises

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

Equipe de rédaction

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

Dr OUMAROU IBN-EL HAMID, Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

GUEMO KITIO Claudin Ford, Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

DJIDAWO DIFFO Ninon, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

DJIALEU Eric Lambert, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

NANA FEUKEU Armand, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

OLINGA Martin, Cadre au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

Equipe de relecture

FOKOU FOPI Serges, Chef de Division des Statistiques des Secteurs Productifs

Dr METANGMO Janvier, Chargé d'Etudes à la Division des Statistiques des Secteurs Productifs

KENGNE KAMGA Arline Epouse FOMBA, Chargé d'Etudes Assistant à la Division des Statistiques des Secteurs Productifs

CE RAPPORT EST UNE PUBLICATION DU DEPARTEMENT DES
STATISTIQUES D'ENTREPRISES



BP : 134 Yaoundé

Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21

Fax : (+237) 222 23 24 37 -

Web site: www.ins-cameroun.cm

Email: infos@ins-cameroun.cm